

TÉMOIGNAGE SUR LA PÉRIODE
DE RÉPRESSION EN ARGENTINE

Un millier de détenus
ont été jetés d'hélicoptère
en haute mer

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Belgique, 17 s. ; Brésil, 28 R. ; Canada, 110 S. ; Espagne, 340 P. ; France, 4 F ; Grèce, 6,50 Dr. ; Italie, 110 L. ; Japon, 110 Y. ; Liban, 1,50 L. ; Luxembourg, 25 F. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 200 Esc. ; Royaume-Uni, 340 F. ; Suède, 7,75 Kr. ; Suisse, 2,40 S. ; Thaïlande, 130 B. ; Turquie, 1,70 L. ; Venezuela, 130 B.

Abonnement page 14
S. RUE DE LA PAIX
75001 PARIS
Tél. : 42 47 11
Fax : 42 47 23

Jérusalem va réduire sa présence dans le sud du Liban

Un aveu
d'impuissance

En lançant sur Baalbek le raid aérien le plus important et le plus meurtrier déclenché depuis l'invasion du Liban en juin 1982, Israël a démontré, mercredi 4 janvier, son impuissance à maîtriser sur le terrain la montée de la résistance libanaise, principalement chiite, dans la zone d'occupation au Sud. C'est pour la même raison qu'il s'apprête à réduire les effectifs de ses forces dans cette région et à évacuer les villes de Saïda et de Tyr. Il faut savoir que, depuis la fin de la guerre proprement dite, deux cent sept soldats israéliens ont été tués et huit cents ont été blessés au Liban du Sud.

D'abord assez bien accueillie par des populations qui supportaient de plus en plus mal la présence palestinienne, l'armée israélienne est devenue l'ennemi à abattre, et elle se heurte à des attentats de plus en plus nombreux depuis quelques mois.

En bombardant pour la deuxième fois la région de Baalbek, Israël a pris soin de préciser qu'il s'attaquait à des « bases de terrorisme liées à l'Iran », mais il n'est pas sûr, loin de là, que ce distinguo soit accepté par la grande majorité de la population chiite modérée, qui retrouve après chaque agression ses réflexes communautaires. Déjà dépassé sur sa gauche par le mouvement Amal islamique, M. Nâhâ Berri, chef de la milice Amal, ne s'y est pas trompé qui a juré que ses hommes répliqueraient à ce raid en renforçant la résistance dans le sud du pays.

La communauté chiite ayant le culte du martyre, ce raid ne peut que contrarier le vœu israélien d'isoler le noyau dur des pro-iraniens de l'ensemble de la population chiite. Il ne peut, d'autre part, qu'accroître l'engrenage attentats-répression dans lequel se débat déjà l'armée israélienne au sud de l'Awali.

Mais, en intervenant aussi massivement, Israël n'a-t-il pas voulu démontrer encore une fois que, moment où un faible espoir de réconciliation intercommunautaire se dessine à Beyrouth — une réunion des ministres des affaires étrangères syrien, libanais et saoudien est prévue dimanche à Riyad — il n'y a pas de règlement possible au Liban sans son accord ? Un message d'autant plus utile que le président Assad vient de s'offrir le luxe d'un geste humanitaire en direction de Washington. L'éventuel repli de l'armée israélienne dans le sud du Liban ne concerne d'ailleurs que la région côtière, Jérusalem gardant ses positions dans la Bekaa, où stationne en masse l'armée syrienne.

La grave maladie du commandant Haddad risque enfin de compliquer encore la situation dans l'extrême sud du Liban. Il ne sera sans doute pas très difficile de trouver un officier compétent pour prendre le contrôle de la « brigade du Sud », forte d'environ un millier d'hommes, mais Israël a besoin de bien davantage : d'un homme ayant assez d'autorité et de prestige pour s'imposer à la tête d'une unité dont la fidélité est vitale pour la sécurité de sa frontière. Les clés de l'avenir du Liban sont certainement plus aujourd'hui à Damas et à Jérusalem qu'à Beyrouth. Il n'en reste pas moins que c'est aux Libanais, éternelles victimes d'une guerre que leurs divisions ont alimentée, de trouver les chemins d'une entente qui, seule, pourra aider à résoudre un conflit qu'Israël vient encore d'attiser.

Le raid israélien sur Baalbek a fait plus de cent tués

De notre correspondant

Le raid de l'aviation israélienne, le mercredi 4 janvier, sur Baalbek, a fait une centaine de morts et de nombreux blessés, notamment dans un camp de réfugiés palestiniens.

Jérusalem. — L'armée israélienne s'apprête à modifier très sensiblement la nature de sa présence au Liban du Sud. Elle envisage de réduire nettement ses effectifs et d'évacuer presque totalement les deux principales villes de la région, Saïda et Tyr, mais elle ne devrait pas dans l'immédiat se retirer spectaculairement très en deçà de ses positions actuelles.

Ces indications nous ont été fournies, mercredi 4 janvier, par des sources militaires à Jérusalem. Le même jour, M. Moshe Arens, ministre de la Défense, et le général Moshe Lévy, chef d'état-major, ont présenté leurs plans au premier ministre M. Shamir.

Les changements prévus par les responsables militaires résultent d'une double préoccupation. D'une part l'armée doit, comme le reste de la nation, se serrer la ceinture. Si son budget est, comme on le prévoit, rogné de 9 %, il lui faudra faire des économies au Liban, où sa présence coûte chaque jour environ 1 million de dollars à l'Etat. D'où son projet d'y diminuer le nombre de soldats.

Plus décisive est la deuxième raison, qui tient au coût humain de la présence israélienne. La recrudescence des attaques dont elle est victime depuis l'attentat du 4 novembre contre le gouvernorat de Tyr ne peut qu'inciter l'armée israélienne à accélérer son désengagement. D'autant que l'opinion est de plus en plus hostile à sa présence chez le voisin du Nord.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

La négociation sur l'assurance-chômage

Le C.N.P.F. pourrait reprendre à son compte les propositions de Force ouvrière

(Lire page 20 l'article d'ALAIN LEBEAUBE)

L'affaire des « avions renifleurs »

Le rôle de M. Pesenti brasseur d'affaires lombard

(Lire page 7 l'article de PHILIPPE PONS)

Tunisie : une révolte en deux temps

Le chiffre officiel d'une trentaine de morts semble très en dessous de la réalité

Le calme régnait à Tunis le jeudi matin 5 janvier, mais la tension demeurait vive dans le pays, notamment dans le Sud.

Tunis. — Dès 17 h 30, une demi-heure avant le couvre-feu, des rafales de mitrailleuse crépitaient en plusieurs points de la capitale. La ville, qui avait, tout au long de la journée du mercredi 4 janvier, retrouvé son calme et repris ses activités, va-t-elle replonger dans l'émeute qui l'avait déchirée la veille ? L'alerte n'est que de courte durée et vite les policiers et militants qui quadrillent tous les quartiers tirent en l'air. Une façon comme une autre d'inciter les derniers retardataires à rentrer chez eux avant l'heure fatidique. A 18 heures, c'est le désert absolu. La nuit est déjà tombée.

Même muni des autorisations et laissez-passer indispensables, circuler n'est pas une mince affaire. Les points de contrôle, souvent matérialisés par des chais, s'échelonnent dans le centre tous les 300 ou 400 mètres. Dès que l'on aborde les

De nos envoyés spéciaux

boulevards périphériques qui délimitent les cités populaires, on est arrêté dans les 100 mètres, mais l'attitude des gardes est relativement décontractée, voire débonnaire quand ils s'aperçoivent que leurs interlocuteurs sont journalistes : on est loin du comportement crispé et menaçant qui prévalait dans les mêmes circonstances au lendemain du 26 janvier 1978, lorsque les forces de l'ordre braquaient leurs fusils, balayette au canon, sur les passagers des véhicules.

Lorsque l'on sort de la capitale pour s'aventurer sur les routes de la banlieue nord, sous un crachin persistant, les barrages s'estompent. Ils sont même inexistantes autour du palais présidentiel de Carthage, mais bien présents devant les grilles de la résidence de l'ambassadeur de France à La Marsa. Dans les rues, pas un passant. Les seuls véhicules que l'on croise sont ceux de l'armée ou de la police. La vigilance est quand même de rigueur.

Dans l'après-midi, malgré l'état d'urgence des bandes de violence se sont produites dans ces zones résidentielles. Au Kram, la police a dû tirer en l'air pour disperser des attroupements. A La Marsa, des jeunes gens, lycéens pour la plupart, n'ont pas hésité non plus à braver les interdictions et, selon des sources médicales, il y aurait eu trois morts. L'effervescence s'est aussi manifestée dans la ceinture ouvrière de Tunis, qui a été un moment bouclée sans que l'on sache exactement ce qui s'y est passé. Pas plus qu'on ne sait avec précision où en est la situation dans les régions « chaudes » du pays, toujours aussi difficiles d'accès.

Si les autorités affirmaient mercredi soir que la vie reprendrait son cours normal à Kabil, dans le Sud, et à Kasserine, dans le Centre-Ouest, la tension persistait à Gabès, à Gafsa et à Sfax. De même, selon des informations dignes de foi, des incidents auraient éclaté mardi soir dans quelques localités du Sahel, y compris à Monastir, ville natale du président Bourguiba, alors que celui-ci repartait pour la capitale après y avoir passé la journée.

On ignore toujours le bilan exact des victimes et celui des dégâts, lequel semble considérable. Pour les milieux gouvernementaux, le nombre de morts depuis le 29 décembre se situerait autour de la trentaine pour tout le pays, mais ce chiffre paraît être très en deçà de la réalité. Il y aurait plusieurs centaines de blessés et de très nombreuses arrestations. C'est vraisemblablement parce qu'il attend les résultats des enquêtes ouvertes que le gouvernement se cantonne toujours dans le mutisme. Toutefois, selon les informations fragmentaires dont on dispose, la révolte a connu deux phases bien distinctes.

Dans un premier temps, elle a éclaté dans des oasis pauvres et dans des zones rurales particulièrement déshéritées où la population se nourrit essentiellement de palm, de dattes et de semoule et consomme bien plus que la moyenne nationale, qui se situe autour de 200 kilos, de produits céréaliers par personne et par an.

PAUL BALTA
et MICHEL DEURÉ.

(Lire la suite page 4.)

La police est intervenue à l'usine Talbot de Poissy

Violents affrontements entre grévistes et non-grévistes

Près de trois heures après avoir été appelés par la C.F.D.T. et la direction, et en dépit de l'opposition de la C.G.T., qui considérait qu'une nouvelle intervention des forces de l'ordre serait « une tragédie », une vingtaine de cars de C.R.S. sont arrivés à l'usine Talbot de Poissy à 10 h 50. Foulément applaudies par les non-grévistes massés sur le parking de l'usine aux cris de « Nous voulons travailler » et aux accents d'une *Marseillaise*, les forces de l'ordre ont pris place devant les grilles de l'usine. Un commissaire s'est entretenu avec Jean-Pierre Noul et Nora Trehel.

« Faites évacuer d'abord les non-grévistes, nous sortirons ensuite », ont demandé les leaders syndicaux.

A 11 heures, les forces de police tentaient de faire refluer les non-grévistes massés depuis deux heures sur le parking de l'usine.

De son côté, la direction, « devant le danger que courent l'ensemble des travailleurs », appelait le personnel à ne pas se rendre à son poste de travail à compter du vendredi 6 janvier, et précisait que la société « se voyait en conséquence contrainte de cesser de la rémunérer ».

L'intervention de la police faisait suite à une série de graves heurts entre grévistes et non-grévistes au cours de la matinée.

La guerre, comme un orage, a déchiré le B 3 vers 7 h 15. En commando, une cinquantaine d'hommes en bleu, armés de boulets, se risquent jusqu'à une centaine de mètres du cœur de la grève, la salle de repos. Selon un journaliste, quelques grévistes avaient auparavant agacé un non-gréviste. « Un mec de chez nous a été blessé par un coup de couteau dans le ventre, venez voir, les journalistes », hurle un homme en bleu en refusant.

Qui a commencé ? A 7 h 20, la question n'a plus aucune importance.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 20.)

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

Concilier l'inconciliable

par François Simon

Si l'année 1983 a été particulièrement économe en France au rétablissement des équilibres extérieurs, 1984 devrait l'être à la lutte contre l'inflation. En sacrifiant à ce thème une bonne partie du premier conseil des ministres de l'année, mercredi 4 janvier, le président de la République en a donné le sentiment.

Combattre la hausse des prix est un impératif pour la France si elle veut soutenir la concurrence internationale. « Alentour », les principaux pays industriels ont obtenu, sur ce point, des résultats spectaculaires l'an dernier. Ils ont, dans l'ensemble, réduit de deux points leur taux d'inflation, déjà en baisse par rapport à l'année précédente. Cela n'a pas été le cas chez nous, où la hausse des prix a été sensiblement la même qu'en 1982.

S'il est convaincu que cet échec est dû en partie à des causes structurelles, le gouvernement estime aussi que les contrôles n'ont pas été assez rigoureux dans le secteur des services privés, où les prix ont plus augmenté que la moyenne générale au cours des onze premiers mois de l'année (12 % contre 9,8 %). En invitant fermement les commissaires de la République à intensifier la surveillance des prix, M. Pierre Mauroy fait comprendre qu'il y a eu trop de laxisme. Un reproche qu'il adresse également aux services du ministère de l'économie et des finances, qui, selon lui, n'auraient pas manifesté suffisamment de zèle dans l'application de ses recommandations sur le contrôle des prix.

Toutefois, la divergence qui peut exister au sein du gouvernement ne porte pas sur ce point. Il apparaît maintenant que deux écoles s'affrontent. L'une, dont le chef de file serait M. Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, prône la libération des prix industriels.

L'autre, ayant à sa tête bien évidemment M. Jacques Delors, ne croit pas que l'on puisse faire une politique salariale restrictive en annonçant en même temps une libération des prix industriels.

De toute évidence, le président de la République tend à se ranger dans le premier camp avec, à la clé, un dégel de l'économie de marché. Les bous diâtres ayant été, en 1983, les industriels qui ont respecté les engagements de modulation (et c'est vrai que les produits manufacturés privés n'ont pas augmenté plus que la moyenne), il conviendrait en somme de les récompenser et de leur faire confiance. Dès lors, on traiterait différemment le secteur abrité, celui des services et des entreprises non soumises à la concurrence, et le secteur ouvert. Les prix des produits industriels, déjà libérés dans la proportion de 35 %, pourraient l'être « de façon pragmatique », selon l'expression de M. Mauroy, dans une plus grande proportion encore au fil des mois.

Mais nul n'en connaît l'échéancier, de sorte que l'on est en droit de se demander si le gouvernement ne recherche pas un effet d'annonce plus qu'il ne prend qu'un véritable engagement. Pour aussi isolé qu'il paraîsse, M. Delors n'en détient pas moins une vérité : on ne contient pas la hausse des prix si l'on ne contient pas d'abord la hausse des salaires. Cette assertion est vérifiée en 1983 pour des pays qui, comme les États-Unis ou l'Allemagne fédérale, ont ramené leur taux d'inflation respectivement de 5,1 % en 1982 à 2,9 % l'année suivante, et de 4,9 % à 2,6 %. Voilà ce qu'il faut savoir, rappelle-t-on Rue de Rivoli, avant de prendre le risque de réenclencher la spirale prix-salaires.

(Lire la suite page 22.)

LE « MAHLER » D'HENRY-LOUIS DE LA GRANGE

« L'âge d'or de Vienne »

« Le Börsen-Kurier (de Berlin), d'une manière concise et concluante, me refuse le moindre talent. Je ne serais même pas capable d'orchestrer. Pour le moment, on n'est pas très tendre envers moi dans le monde. Je suis comme un glorieux traqué par les chiens. Dieu merci, je ne suis pas de ceux qui meurent au bord de la route et les coups que je reçois de toutes parts me font seulement l'effet d'un massage ! » Ainsi s'exprimait Gustav Mahler dans une lettre à sa femme, en janvier 1907, au moment où s'interrompt le deuxième volume de la monumentale biographie érigée par Henry-Louis de La Grange.

Près de mille trois cents pages bien remplies pour sept années à peine (1900-1907), qui représentent l'apogée de sa direction à l'Opéra de Vienne, une grande période de création avec quatre symphonies (n° 5 à 8) et les *Kinderlieder*, un déve-

loppement considérable de sa renommée européenne : une maturité glorieuse, mais entourée d'une haine grandissante qui finira par le briser.

Le dernier volume s'ouvre sur trois événements tragiques, presque simultanés : le mort de sa fille, la démission de l'Opéra de Vienne et la maladie cardiaque qui l'emportera quatre ans plus tard, dont on peut lire l'annonce prémonitrice dans les trois coups du destin qui achevaient la 6^e Symphonie.

L'exceptionnelle densité de ce deuxième tome s'explique par la richesse des événements. Henry-Louis de La Grange a consacré trente ans de sa vie à une quête opiniâtre de tous les documents concernant Mahler de près ou de loin.

JACQUES LOCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

صكراحت الاصل

idées

Le Monde

LETTRES AU Monde

L'union dans la lutte

J'ai toujours trouvé incompréhensible que l'on ne se souvienne pas d'événements historiques qui « rassemblent », qui incitent à éliminer les idées de racisme et à honorer des hommes de race, de religion différentes qui, sous un même drapeau, combattent, jusqu'à la mort, ce racisme terrifiant.

Pourquoi avoir toujours mis en lumière, presque exclusivement, lorsqu'on se réfère à cette douloureuse période de la dernière guerre, la résistance et la déportation ? Loin de moi l'idée de la négliger, de les oublier, mais leur image ne pourra jamais avoir la limpidité des grandes batailles de la libération où le soldat français de la métropole, le Berbère, l'Arabe, l'Israélite, ont été unis sans aucune arrière-pensée politique, et nous étions pourtant, en dépit de nos vingt ans, socialistes, monarchistes, communistes, n'est-ce pas, mon ami Gonzales, tireur à bord du tank destroyer *Iguane*, secrétaire de la fédération des cheminots de Casablanca ?

H. LEOUZOZ.
Ancien combattant
du corps expéditionnaire
français en Italie
Amiens.

La lutte contre l'apartheid

Grâce aux reportages de votre correspondant en Afrique du Sud, les lecteurs du Monde sont bien informés sur les réalités de ce racisme d'Etat qui constitue l'apartheid. Parmi les droits en tout genre que les habitants « non blancs » de ce pays se voient refuser est celui de s'opposer au système. C'est ainsi que M. Nelson Mandela est en train de passer, pour la vingt et unième fois de suite, les fêtes de fin d'année en prison. En outre, sa femme, Winnie, est actuellement frappée d'un ordre d'interdiction. Malheureusement, la famille Mandela n'est pas unique. Il y a des centaines de prisonniers politiques namibiens et sud-africains.

J'invite alors vos lecteurs à exprimer leur soutien aux opposants de l'apartheid en envoyant des messages de vœux aux interdits et aux bannis, aux familles de prisonniers politiques et à ceux qui ont été exécutés ou qui sont morts en détention. De tels messages sont toujours accueillis avec joie et reconnaissance.

Pour avoir une liste de noms et adresses, il suffit d'envoyer une enveloppe timbrée au : Comité grenoblois anti-apartheid, boîte 309, Maison des associations, 2 bis, rue Berthe-de-Boissieux, 38000 Grenoble.

PETER FLETCHER.
(Grenoble.)

Sur la Prusse

A propos de la Prusse (le Monde daté 4-5 décembre, p. 8, et le Monde du 27 décembre, p. 2), je vous signale que le gouvernement à majorité de gauche avait déjà été démis par le pouvoir central le 20 juillet 1932, par ordre de von Papen, alors chancelier.

WALTER B. SIMON,
professeur de sociologie,
université de Vienne
(Autriche).

Vive Messiaen !

Lorsqu'une grande œuvre française, au lendemain d'une création considérée comme l'événement musical de l'année, bénéficie de la plus large diffusion, grâce aux efforts conjugués de l'Opéra de Paris, d'Antenne 2 et de France-Musique, chacun devrait se réjouir, me semble-t-il, d'une aussi exceptionnelle coordination, qui a valeur d'hommage rendu au plus prestigieux des musiciens.

Il est pourtant navrant de constater que par des réactions déplacées (lettre de M. Raphaël de Curtoli dans le Monde du 22 décembre) — si rares qu'elles aient été — certains aient saisi cette occasion pour manifester leur hostilité à l'art d'Olivier Messiaen, à son univers poétique et spirituel, dont ils se révèlent incapables d'apprécier la signification, alors que pour tant d'autres, cette fin d'année 1983 aura été illuminée par son *Saint François d'Assise*.

HENRI DUTILLIEUX.
Compositeur.

Témoignage

Le rejet de l'autre

Je reviens en France après quatre ans d'absence, et je suis littéralement comblé par le rejet de l'autre, par l'exacerbation du racisme.

Un peu partout, j'ai lu et entendu dire que ce phénomène, lié à la crise, serait dû, pour une part, au dépeuplement par l'immigration du « seul de tolérance » (?) et, d'autre part, à des pratiques culturelles et à une religion autres qui empêchent les immigrants de s'intégrer à la société dans laquelle ils vivent. C'est aussi, dit-on, la faute aux ghettos, c'est-à-dire à cause de l'école, c'est parce qu'ils ont trop d'enfants, c'est parce que...

Cette démarche est non seulement culpabilisante pour l'étranger (ah ! lui et ses mœurs !), mais surtout, et c'est ce qui est grave, et c'est là que je veux en venir, dénote un refus de voir la réalité, qui est qu'une partie de la société française (j'ose espérer que ce n'est qu'une minorité), aujourd'hui, sous couvert d'intolérance face aux différences, de réalité, raisonne en termes de « pureté de sang » ; et un spectre de terreur se profile à l'horizon.

Affirmation hâtive me direz-vous, pour ne pas dire gratuite ; permettez alors, et ce n'est pas de gaieté de cœur, que je vous la démontre.

Je suis ce qu'on appelle une enfant mixte, de mère française et de père algérien. Ma langue de communication a d'abord été le français, de même que j'ai été instruite dans les universités françaises. Je suis, physiquement, banale, dans le sens où c'est le patrimoine génétique hérité de ma mère qui a le plus fait de moi ce que je suis (c'est dire que je ne suis pas un monstre !). Née en France, d'un père français, je joue dans ce pays de la citoyenneté.

française d'origine » (et non d'acquisition).

Alors ?
Auprès des agences immobilières, je me suis entendu dire, dès que mon nom était décliné : « Comprenez-vous, madame, ce n'est pas de notre faute, mais le propriétaire veut un vrai Français ».

C'est-à-dire ?
« Heu, un Français pur sang » !

Difficilement, mais l'énormité est enfin dite.

On risquera de me rétorquer que le secteur privé de l'immobilier est particulier. Mais ailleurs ?

C'est la même chose ! Pour le travail : recrutés « fermement » sur apparence, dès qu'est remplie la notice de renseignements où apparaît la non-pureté de sang, réaction identique, en plus lâche, puisque le recrutement se transforme en « on vous écrit » (évidemment).

Et mon expérience n'est pas unique. Tous les « impurs », c'est-à-dire les enfants issus de couples franco-maghrébins, l'ont vécu et la vivent encore : car, raciste tu n'es pas, tu n'es pas mille, tu es des millions, mon frère.

O France ! ose voir ce que tu nies. Ce ne sont pas les pratiques que tu te hantes ; elles ne sont qu'alibi pour camoufler l'immonde que tu portes en toi aujourd'hui de pureté de sang ! Attends-tu, sans te l'avouer, le théoricien qui te confirmerait dans ta supériorité ?

A chaque époque ses délirés : après l'étoile jaune, serait-ce le tour du croissant épinglé ?

Quand la catégorie des sous-hommes ?

SAIDA MARIE RAHAL.
(Paris.)

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'enseignant privé, à la titularisation de l'enseignant public, certains avantages en moins, évidemment.

LUCIEN SCHINDLER.
Ancien premier secrétaire
de la Fédération de l'Yonne
du parti socialiste.

Abonné au Monde depuis vingt ans, j'y ai rarement lu un sophisme aussi enfantin que celui que j'ai rencontré sous la plume de M. Jean-Pierre Soisson (le Monde du 24 décembre). « Il ne saurait de toute évidence y avoir un enseignement libre, écrit-il, avec des enseignants qui ne le seraient pas, puis-je titulariser dans des corps de l'Etat et soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de l'éducation nationale ».

Il y a d'abord un abus de langage que — je suis heureux de le constater — le Monde ne commet pas, car il parle de débat sur l'enseignement privé, alors que M. Soisson écrit « école libre » et « enseignement libre ». Lorsque j'ai créé le syndicat de l'enseignement privé de l'Yonne en 1968, personne n'aurait eu l'outrecuidance de remplacer

l'adjectif privé par libre, car de toute évidence ni les enseignants ni le personnel qui ont adhéré au syndicat n'avaient le sentiment d'être libres.

Si le personnel non enseignant ne dépendait que du bon vouloir du directeur de l'établissement, sans aucune convention collective, les enseignants avaient le double inconvénient de dépendre à la fois de la direction diocésaine, par l'intermédiaire du directeur, et du ministre de l'éducation nationale, représenté par l'inspecteur académique. Double lien, double dépendance !

Certes, le supérieur de mon établissement était un prêtre ouvert et respectueux de chacun. Mais l'esclave d'un maître libéral n'en demeure pas moins esclave. Contre l'arbitraire du chef d'établissement, il n'existait qu'une solution : le contrat d'association.

M. Soisson semble ignorer totalement la réalité. Le contrat d'association assure une certaine garantie à l'enseignant privé, qui est nommé par l'inspecteur d'académie et qui ne peut pas être licencié par le chef d'établissement. C'est donc ce contrat qui donne la liberté à l'enseignant, en le soustrayant à l'arbitraire patronal. Car, n'en déplaise à l'ancien ministre, le contrat d'association équivaut, pour l'ense

هنا من الامم

Le Monde

étranger

LA GUERRE AU LIBAN

APRÈS LA LIBÉRATION DU LIEUTENANT GOODMAN

M. Reagan se déclare disposé à rencontrer le président Assad

Washington. - Le triomphal retour à Washington, mercredi 4 janvier, du lieutenant Goodman et du pasteur Jackson, artisans de sa libération, a été accompagné d'un regain d'optimisme dans les milieux officiels sur les possibilités d'un dialogue avec la Syrie.

Tandis qu'on se félicitait officiellement, tant à la Maison Blanche qu'au département d'Etat, de l'« attitude positive » que Damas avait choisie d'adopter en remettant au candidat démocrate le jeune pilote fait prisonnier au Liban, le porte-parole de la présidence a déclaré qu'on pouvait « présumer » que le président Assad recevrait prochainement l'envoyé spécial de M. Reagan pour le Proche-Orient, M. Rumsfeld, reparti mardi soir de Washington.

La veille, le président, après avoir, dans un premier temps, fait dire que le geste « humanitaire » de Damas demandait à être suivi de gestes concrets, s'était décidé à écrire à M. Assad. La libération de Robert Goodman qu'il « apprécie », constituait, avait-il dit au chef de l'Etat syrien, le « moment opportun » pour « mettre toutes les questions sur la table » et « travailler avec les Etats-Unis » afin de rétablir la « stabilité du Liban » et de parvenir à « un retrait des troupes étrangères ».

Il est très possible que l'administration ne veuille, par cette attitude, que réaffirmer son entière disponibilité pour des négociations, à l'heure où l'armée lui reproche de préférer les canons à la diplomatie et où grandit la pression en faveur d'un rappel des marines de Beyrouth. On ne peut pourtant exclure qu'il s'agisse d'un signe d'une évolution plus réelle. Parallèlement à l'expression de ce regain d'optimisme à Washington, les choses paraissent, en effet, bouger au Liban. Un espoir, d'une part, semble se dessiner de voir conclure cette semaine les négociations entre l'opposition, allée à la Syrie, et le président Gemayel, en vue d'une extension de l'autorité du gouvernement légal, libanais. D'autre part, a entrepris d'étudier un repli de ses troupes d'occupation vers sa frontière nord.

De notre correspondant

Ni l'un ni l'autre de ces éléments ne sont acquis, mais il se trouve que la stratégie prônée par les Etats-Unis lors des visites, début décembre à Washington, de MM. Shamir et Gemayel, reposait précisément sur l'extension de l'autorité territoriale du gouvernement libanais et sur un repli progressif des troupes israéliennes ouvrant la voie à un retrait des forces syriennes. Il y a donc, dans l'ensemble de ces événements, l'esquisse d'un déblocage. On peut d'autant moins l'ignorer que le département d'Etat a, apparemment, réussi à convaincre certaines personnalités influentes du Congrès de l'existence d'un espoir de progrès au Proche-Orient, que l'ambassadeur israélien à Washington devait s'entretenir ce jeudi avec M. Shultz de l'évolution des négociations entre les factions libanaises, et qu'il y avait récemment eu, selon des sources israéliennes citées par le Washington Post, d'intensives discussions secrètes entre M. Gemayel et Jérusalem sur les modalités du repli israélien.

Un spectacle peu banal

La journée de jeudi a été jour de triomphe pour le pasteur Jackson, omniprésent à la une des journaux, sur les ondes et sur les écrans de télévision, et dont chacun souligne l'immense succès politique. A son arrivée à l'aube, sur une base militaire de la capitale, descendant d'un C-137 antérieur utilisé par M. Kissinger pour ses « navettes » proches-orientales, le candidat démocrate a été accueilli par une foule en liesse, essentiellement noire, folatante de fierté et de gratitude.

Abordant aussitôt l'un des thèmes qui dominera sa campagne, M. Jackson a dénoncé « la diplomatie de la canonnade, du gros bâton et de l'occupation », en affirmant qu'elle « ne marchera pas ». Les nations du tiers-monde, a-t-il dit, sont en transition. Nous devons leur accorder le temps de marcher vers la démocratie. (...) Nous-mêmes, Américains, avons commencé avec un général et le général George Washington.

shington est devenu le président George Washington.

Apparavant, il avait habilement remarqué, dans la même temps, le président Assad d'avoir « choisi de briser le cercle de la douleur » et le président Reagan qui « aurait pu choisir d'imposer l'autorité de sa fonction et d'empêcher notre mission, et ne l'a pas fait ». Un office eucharistique a été célébré mêlant aux chants baptistes un rabbin, un dirigeant noir islamique et l'ambassadeur - très applaudi - de Damas, et l'on a enchaîné sur la réception à la Maison Blanche.

Epaule contre épaule, MM. Reagan et Jackson, qu'absolument tout oppose, ont parfaitement joué le jeu au milieu d'une forêt de caméras et de micros. Le premier a parlé de « la gratitude et l'admiration méritées » par le candidat à sa succession, a exhorté à une « détermination renouvelée à réaliser le retrait des forces étrangères du Liban » et répondu qu'il serait, « bien sûr », disposé à rencontrer M. Assad. Le second, parlant deux fois plus longtemps que le président, l'a appelé à « élargir la base des options de l'Amérique au Proche-Orient », c'est-à-dire à ne pas privilégier les relations avec Israël au détriment des rapports avec les Etats arabes.

Le président et le candidat ont ensuite eu un long tête-à-tête, au cours duquel, selon le porte-parole de la Maison Blanche, M. Reagan a assuré que les « Etats-Unis n'avaient pas d'hostilité à l'égard de la Syrie » et « tendaient à un enchaînement de pas positifs ».

On avait vu, mardi, spectacle déjà peu banal, MM. Assad et Jackson se servir l'un de l'autre au mieux de leurs intérêts. On a vu, mercredi, ce qui eût été tout simplement inconcevable il y a deux jours encore : l'homme porté à la présidence par une vague conservatrice et le héros des laissés-pour-compte de l'Amérique trailler d'égal à égal devant toute la nation. Le président n'avait rien à perdre à démontrer qu'il n'est pas aussi hostile aux pauvres et aux Noirs qu'on le dit. M. Jackson avait tout à gagner dans cette promotion au rang d'interlocuteur digne d'éloge du président.

BERNARD GUETTA.

Jérusalem va réduire sa présence dans le Sud du Liban

(Suite de la première page.)

Les trois options offertes à l'armée et soumises à M. Shamir sont : un repli sur le cours d'eau Saydik, situé juste au sud de Saida; un retrait jusqu'à la rivière Zaharani, qui maintiendrait sous le contrôle israélien la ville de Nabatieh, peuplée en majorité de chiites; un recul jusqu'au Litani, au nord de Tyr. La décision appartient maintenant aux responsables politiques.

Quel que soit leur choix entre ces options à plus ou moins long

terme, l'armée souhaite en outre opérer à brève échéance des retraits tactiques ponctuels, qui ont pour but de réduire la cible qu'elle constitue pour des poseurs de bombes ou des commandos-suicides. Ce souci d'être moins vulnérable aux attaques ennemies est conforme à l'une des recommandations contenues dans le rapport de la commission d'enquête, créée après la catastrophe de Tyr, qui préconise de mettre fin aux larges concentrations d'effectifs, notamment dans les villes.

Ainsi l'armée a-t-elle abandonné le séail de Saida et transféré l'essentiel de son quartier général à Ksarfous, dans une ancienne caserne phalangiste située à 20 kilomètres au sud-est de la capitale du Sud. Elle envisage de faire de même à Tyr. La présence militaire israélienne serait donc dans les deux villes réduite au minimum. Elle consisterait pour l'essentiel, en patrouilles mobiles plus efficaces et moins vulnérables. Celles-ci veilleraient à ce que ces villes ne deviennent pas des refuges pour des éléments hostiles à Israël. Pareille évolution devrait satisfaire les parachutistes israéliens qui n'apprécient guère d'être confinés à des tâches de police.

Un cercle vicieux

« Nous sommes, remarquait notre interlocuteur, dans la situation d'un automobiliste qui conduit une prime d'assurance sous risques et qui, soudain, n'a plus assez d'argent pour payer. Il nous faut décider à quelles garanties renoncer en fonction des risques que nous courons. » L'armée, reconnaît-il, est prisonnière d'un cercle vicieux. La crainte d'attaques « terroristes » oblige à un renforcement des contrôles aux points sur l'Awali, voire à leur fermeture temporaire chaque fois que les services de renseignements annoncent des tentatives d'infiltration. Mais ces mesures indisposent de plus en plus la population, alimentent son hostilité envers Israël et créent des « ferment d'agitation et de désordre ».

La résistance à l'occupation, admet-on de même source, se ren-

force parmi la communauté chiite, majoritaire dans Sud (500 000 personnes environ). A cela s'ajoute, parfois, la colère des habitants, provoquée par l'ignorance des habitudes locales chez certains militaires israéliens, comme lorsque l'armée crut à des troubles le jour où la communauté chiite défila en procession à Nabatieh pour célébrer la fête religieuse de l'Achoura.

Le « soutien tacite » des chiites

Il n'est pas du tout sûr que le raid meurtrier lancé mercredi 4 janvier par l'aviation israélienne contre des positions chiites pro-iraniennes de Baalbek facilite ce rapprochement entre Jérusalem et les éléments « modérés » de cette communauté, qui pourrait au contraire céder à un réflexe de coup, hostile à Israël. Aucune solution, reconnaît-on ici, ne peut réussir si elle ne bénéficie pas au moins d'un « soutien tacite » des chiites. « Même le jour où nous serons totalement retirés du Liban, ce qui reste notre objectif, souligne notre interlocuteur, il nous faudra cohabiter avec les chiites qui sont et resteront nos voisins. »

On pense dans l'armée israélienne que le président Gemayel devrait plus facilement s'entendre avec les chiites qu'avec les Druzes et qu'il serait donc tout intérêt à conclure un accord équilibré avec M. Berri pour renforcer son assise parmi la population face aux éléments radicaux qui la travaillent. On guette donc attentivement ici les négociations de Beyrouth. De leurs éventuelles répercussions sur le terrain dépendront la rapidité et l'ampleur du redéploiement israélien. L'armée israélienne reste attachée au principe de base qui consiste désormais à n'abandonner le terrain qu'à des forces capables de « combler la vide ». Cela n'empêche pas Israël d'avoir renoncé à son ancienne exigence d'un retrait simultané du Liban de « toutes les forces étrangères ».

J.-P. L.

Le bilan du raid israélien sur Baalbek est d'au moins cent morts et trois cents blessés

Un camp de réfugiés palestiniens a été atteint de plein fouet

De notre correspondant

Beyrouth. - Les bombardiers israéliens ont durement frappé Baalbek, devenue le fer de lance du chiisme militant le plus extrémiste, où l'Iran a envoyé ses Gardiens de la révolution et où l'on retrouve côte à côte des chiites libanais d'Amal islamique (1), des Iraniens, des dissidents palestiniens, le tout dans une zone sous contrôle syrien. Le bilan était, au lendemain de l'opération, de cent morts et trois cents blessés, mais le nombre des morts pourrait augmenter car les recherches continuent dans les décombres.

Le raid avait deux cibles bien distinctes : une ancienne caserne des forces de sécurité intérieure libanaises à l'entrée sud de Baalbek et un centre de formation professionnelle, la cité El-Sadr, appartenant à la communauté chiite, sise à 10 kilomètres au sud-ouest de Baalbek, au village de Taybé. Les avions sont revenus à la charge par deux fois à Baalbek même : le bâtiment bombardé est attenant à un terrain où se tenait un marché aux bestiaux ainsi qu'à un camp de réfugiés palestiniens, tous deux touchés de plein fouet. Ce qui explique que parmi les victimes se trouvent un grand nombre de civils, enfants, femmes et vieillards. La caserne avait été occupée en octobre 1983 par les miliciens d'Amal islamique et les Gardiens de la révolution iranienne. Mais des gendarmes libanais continuaient d'y assurer une présence symbolique. Trois d'entre eux ont été grièvement blessés.

Le raid a suscité la panique à Baalbek, les habitants se précipitant pour retrouver leurs enfants

qui, à cette heure-là, étaient sur le chemin de l'école. Certains ont essayé de fuir la ville, provoquant embouteillages et cohue, alors que d'autres se dirigeaient vers les lieux pour porter secours aux victimes.

Seize appareils israéliens ont participé à l'opération : des Kfir, pour le bombardement proprement dit, et des F-16 pour la couverture. Ils n'ont pas essayé de tirer de fusées syriennes, mais seulement ceux de la D.C.A. classique.

A l'appel du Front du salut national d'opposition libanais, la Bekaa observe, aujourd'hui, une journée de grève et de deuil, sans que Beyrouth-Ouest ou sa banlieue sud, cependant, aient été invitées à s'y associer, malgré la densité de la population chiite qui s'y trouve. M. Hussein Moussaoui, chef d'Amal islamique, s'est engagé à poursuivre la lutte « contre les Etats-Unis et le sionisme ». Les principaux dirigeants chiites, plus modérés, notamment le cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine et M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal, ont fortement réprouvé l'opération. Le dignitaire religieux a déclaré : « la Barbarie israélienne s'attaque à un Liban isolé, au vu et au su du monde entier, sans que personne ne bouge le petit doigt pour venir à son secours. » Le chef du gouvernement libanais, M. Wazzan, musulman sunnite, a, de son côté, vigoureusement condamné le raid israélien, soulignant qu'il « ne peut pas mettre un terme à la revendication d'un peuple réclamant sa

liberté ni garantir la sécurité de la Galilée ». Il a ajouté : « Seuls le retrait israélien du Liban et l'octroi de leurs droits aux peuples libanais et palestiniens peuvent mener à la paix. »

On note que Radio-Liban (station officielle) a adopté, ces jours-ci, un ton nettement nationaliste et anti-israélien.

Face à la pression des attentats quotidiens dont l'armée est l'objet, Israël envisage un nouveau retrait partiel au sud du Liban (voir l'article de J.-P. Langellier). Mais, à moins d'un accord préalable permettant à l'Etat libanais de combler le vide, soit par l'envoi de son armée, soit par un recours à la Force d'interposition des Nations unies (FINUL), déjà sur le terrain, des troubles sont à craindre et même à prévoir, tout comme après le retrait israélien du Chouf, en septembre 1983.

Le gouvernement libanais compte beaucoup sur le « plan sécurité » actuellement en gestation à Beyrouth pour remonter le courant et éviter une nouvelle dégradation de la situation. La Syrie paraît, ces jours-ci, se montrer coopérative pour stabiliser la situation au Liban, et l'on attribue sa modération à la volonté de créer les conditions permettant aux Etats-Unis de se retirer du Liban sans perdre la face, quitte à ce que les Syriens reviennent à la charge par la suite.

LUCIEN GEORGE.

(1) N.D.L.R. : Branche dissidente de l'organisation Amal, plus modérée, de M. Nabih Berri.

LE NUMERO SPECIAL DE

L'histoire de l'AMOUR ET LA SEXUALITE

• L'AMOUR N'EST PLUS CE QU'IL ETAIT
Par Georges Duby

• BABYLONE : L'AMOUR EN LIBERTE
Par Jean Bottéro

• SAPHO DE LESBOS
Par Claude Mossé

• LES DEBUTS DE LA CONTRACEPTION
Par François Lebrun

• LE TRIOMPHE DE L'ADULTERE AU XIX^e
Par Alain Corbin

• LES NOCES DU COUPLE ROMAIN
Par Paul Veyne

• LE REFUS DU PLAISIR
Par Jacques Le Goff

• LA LONGUE MARCHÉ DU DIVORCE
Par Arlette Lebigre

• SADE ET IL EXISTE ?
Par Guy Chausinand-Nasrany

• LE PROCES OSCAR WILDE
Par Maurice Lever

• LA PETITE BIBLE DES JEUNES EPOUX
Par Alain Corbin et...

L'amour et la sexualité
Le sexe à Babylone. Le mariage médiéval. Le siècle de l'adultère. Sapho. Le couple romain. Sade. Le procès Wilde, etc...

EN VENTE PARTOUT AU MOIS DE JANVIER N° 63/26F.

PROCHE-ORIENT

A TUNIS

Une partie de la direction du Fath s'accommoderait d'un « éclatement » de l'O.L.P.

Le colonel dissident palestinien Abou Moussa a été exclu du Conseil militaire suprême de l'O.L.P. réuni à Tunis, à l'indiqué ce jeudi 5 janvier, en milieu de journée l'agence de presse palestinienne Wafa. La plus haute instance militaire palestinienne, présidée par M. Yasser Arafat, chef de l'O.L.P., et par Abou Jihad, commandant adjoint des forces palestiniennes, a également exclu quatre autres officiers supérieurs : les colonels Mohamed Tarik et Mohamed Zahran, le lieutenant-colonel Mahmoud Hamdane, dit Abou Adou, et le commandant Youssef El-Ajjouri, représentant du F.P.L.P. - Commandement général (organisation pro-lybienne dirigée par M. Ahmad Jibril).

Tunis. - Le Fath ayant rétabli en son sein (le Monde du 5 janvier) un semblant d'unité avec la publication, mercredi soir 4 janvier, d'une longue déclaration de son comité central, les dirigeants de la principale organisation de la résistance se sont aussitôt attelés à la tâche de sauver l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) de l'éclatement.

La centrale des fedayin n'a plus qu'une existence formelle. Six des huit mouvements qui la constituent ont suspendu leur participation aux organes dirigeants, en particulier au comité exécutif, et ont fait savoir qu'ils se retireraient définitivement si M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., n'était pas destitué. Il ne resterait plus alors au sein du front palestinien que le Fath et sa sous-secrétariat d'obédience irakienne, le Front de libération arabe. Une seconde O.L.P., regroupant les six groupes dissidents, pourrait alors se constituer à Damas.

Tel est l'enjeu des négociations engagées, mercredi soir, entre le Fath et les représentants de trois mouvements contestataires qui

De notre envoyé spécial

étaient arrivés dans la journée à Tunis, venant de la capitale syrienne : MM. Abdelhalim Malkouh, membre du bureau politique du Front populaire (de M. Georges Abacha), Yasser Abd Rabbo, secrétaire général adjoint du Front démocratique (de M. Hawatmeh), et M. Soliman Najab, membre du bureau politique du Parti communiste palestinien, devront déterminer si la visite de M. Arafat au président Mubarak, au Caire, le 22 décembre, constitue ou non un revirement politique équivalent à une « trahison ».

Les trois autres organisations absentes de Tunis, d'obédience syrienne ou libyenne - la Salika, le Front populaire - commandement général (de M. Ahmad Jibril) et le Front de la lutte (de M. Samir Ghoch), - ont vraisemblablement d'ores et déjà pris la décision de rompre. D'ailleurs, les dirigeants du Fath estiment qu'ils ne peuvent plus coexister avec des mouvements qui, fin 1983, ont combattu les armes à la main les loyalistes regroupés à Tripoli autour de M. Arafat. « Un bain de sang nous sépare », déclare Abou Jihad, le commandant en chef adjoint des fedayin, qui a dirigé la résistance aux assauts de l'armée syrienne et de ses alliés palestiniens. Et il ajoute : « Ils ont été pires que les Israéliens. Nous avons subi davantage de pertes à Tripoli que lors du siège de Beyrouth en 1982. Ils ont tué un millier de nos combattants et blessé deux mille autres. C'est la première fois dans notre histoire que des Palestiniens massacrèrent d'autres Palestiniens. »

La déclaration publiée mercredi 4 janvier par le comité central du Fath dénonce ces dissidents comme étant des « traîtres » et des « agents stipendiés » de la Syrie et de la Libye; celles-ci sont mises dans le même sac qu'Israël et les Etats-Unis, dont l'action convergente a abouti à chasser les fedayin lyonnais.

listes, d'abord de Beyrouth, ensuite de Tripoli.

Le divorce étant ainsi consommé avec les trois groupements d'obédience syrienne et libyenne, les dirigeants du Fath s'appliquent à récupérer les trois autres organisations qui n'ont pas participé aux combats de Tripoli. Leur retour au bercail de l'O.L.P. est d'autant plus souhaitable qu'elles entraînent dans leur sillage plus du quart des membres du Conseil national palestinien (le « parlement » de la résistance) et peut-être davantage si la contestation de M. Arafat devait se répandre parmi les sympathisants du Fath.

La déclaration du comité central de cette organisation a été conçue, semble-t-il, pour résorber le mécontentement qu'a suscité la rencontre Arafat-Mubarak au Caire. L'initiative personnelle du président de l'O.L.P. est jugée contraire aux règles de la « direction collective », et des mesures disciplinaires seront prises pour que de tels actes ne se reproduisent plus », indique le texte. Les dirigeants du Fath confieront sans doute à leurs interlocuteurs venus de Damas qu'un blâme et un sévère avertissement ont été adressés au chef de l'O.L.P.

L'aide du Caire

Ce dernier, expliquent-ils en privé, ne pourra plus agir à sa guise. Deux commissions ad hoc ont été constituées pour définir, avec précision, le contenu et les limites du double dialogue que la résistance a l'intention d'engager avec l'Egypte et la Jordanie. Les décisions prises par ces commissions devront obtenir la sanction d'abord du comité exécutif de l'O.L.P., - dans lequel les organisations dissidentes sont représentées, - ensuite du Conseil national palestinien. Ainsi, tout « dérapage » pourrait être évité. En guise de « garantie » supplémentaire, le comité central du Fath réitérera solennellement son opposition aux accords de Camp David et au plan Reagan, et il précise que M. Arafat n'a consenti aucune action politique au président Mubarak.

Pourquoi le président de l'O.L.P. s'est-il, dès lors, rendu au Caire ? Le chef palestinien a répondu qu'il ne pouvait pas faire autrement, compte tenu du soutien multiforme (on parle d'armements) que l'Egypte lui avait fourni pendant le siège de Tripoli, et surtout lors de son évacuation de la métropole septentrionale du Liban. Il a affirmé que des navires de guerre égyptiens avaient rejoint les bâtiments français pour escorter le bateau vers le canal de Suez. Mieux : le président Mubarak a obtenu du premier ministre israélien, M. Shamir, au cours d'une conversation téléphonique, l'assurance que l'Etat hébreu n'entraverait pas le déplacement du président de l'O.L.P. Représentant à son compte les explications de M. Arafat, le comité central du Fath salue l'attitude de l'Egypte, qui, souligne-t-il, est le seul pays arabe à avoir assuré, avec la France, la sécurité des fedayin et de leur chef.

Concernant le contenu de sa conversation avec le président Mubarak, M. Arafat assure qu'il n'a accepté de discuter que d'une éventuelle initiative diplomatique franco-égyptienne destinée à favoriser le règlement du conflit au Proche-Orient. Le président de l'O.L.P. souhaite que Païss et Le Caire remettent sur le tapis le projet de résolution que les deux capitales avaient présenté en août 1982 au Conseil de sécurité pour susciter des négociations entre Israël et la centrale des fedayin.

Cette version de la visite du Caire risque fort de ne pas satisfaire les représentants des organisations dissidentes, qui soupçonnent M. Arafat de vouloir s'intégrer dans un « processus de paix américain » par rallié par l'Egypte et la Jordanie. Ils ont sans doute relevé dans le communiqué du comité central du Fath l'absence de toute référence au traité de paix signé entre Le Caire et Jérusalem. De toute évidence, le dialogue avec l'Egypte que le Fath appelle de ses vœux n'est pas conditionné par la dénonciation des accords de Camp David.

Si cette ambiguïté et d'autres encore ne sont pas dissipées au cours des présentes négociations, il est probable que l'éclatement de l'O.L.P. ne pourra pas être évité. Certains dirigeants du Fath disent, en privé, que une telle éventualité ne serait pas, malgré tout, catastrophique. « Nous serions ainsi libérés, nous confie l'un d'eux, des contraintes que nous imposent nos partenaires, et nous appliquerions, seuls, une stratégie réaliste que comprennent et approuvent au moins 75 % des Palestiniens. »

ERIC ROULEAU.

Israël

LE PROCÈS D'UN UNIVERSITAIRE FRANÇAIS ACCUSÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'O.L.P.

« C'est la faute à la presse ! »

De notre correspondant

Tel-Aviv. - La presse peut-elle influencer le jugement d'un adolescent au point de l'inciter à embrasser une cause - palestinienne en l'occurrence - servie par des méthodes violentes ? Quel rôle jouent les médias dans le modelage idéologique des jeunes conscients ? Ou s'agit-il du devoir d'informer ? Ou commence la mise en condition ?

Ces vieilles questions ont été débattues ont resurgi, mardi 3 janvier, dans une salle d'audience du tribunal de district de Tel-Aviv où comparait un enseignant alsacien de vingt-sept ans, Henri Eichholtz, accusé d'espionnage par l'Etat d'Israël.

Son avocat, M. Roland Roth, avait choisi, en guise de défense, d'instruire le procès de deux jours nouveaux français. Libération et le Monde, qui, selon lui, ont contribué à créer « l'ambiance idéologique où baignait la jeunesse étudiante française des années 70 » et à cause de laquelle l'accusé a pu « sincèrement croire obéir à un impératif moral en se mettant au service des Palestiniens ». Pendant une matinée les experts chés par la défense ont cherché à étayer cette thèse.

Les faits, eux, ne sont pas contestés, l'accusé ayant passé des années complètes dès le soir de son arrestation, le 10 juillet 1983. Après avoir subi un entraînement militaire dans des camps palestiniens du Liban, il vint en Israël en mai 1978 avec une mission de photographier le marché en plein air de Tel-Aviv et la tour Shalom, un impressionnant bâtiment du centre-ville. Ces deux bâtiments devaient servir d'objectifs à des attentats programmés par l'O.L.P.

L'accusé reconnaît aussi avoir remis deux passeports, dont le sien, à des militants palestiniens. Accomplissant quelques mois plus tard son service militaire en Algérie, il transmet un rapport à son « contact », accompagné, assure-t-il, d'une lettre où il exprimait son désir de rompre avec l'O.L.P. « Je me posais, a-t-il dit, des questions sur l'usage qui serait fait des photos. Comme je répugnais à la violence, je me sentais mal à l'aise. »

En septembre 1982, l'armée israélienne met la main, à Beyrouth, sur les archives de l'O.L.P. Elles servent aux services secrets de Jérusalem à identifier tous les compagnons de route de la centrale palestinienne qui, par le monde, lui ont, un jour ou l'autre, prêté main forte. Revenu en Israël comme touriste en juillet dernier, il est aussitôt arrêté, avoue et exprime des regrets. La première audience de son procès eut lieu début septembre. Un mois plus tard, il était sérieusement brulé lors d'une mutinerie provoquée par des prisonniers qui protestaient contre leurs conditions de détention, et il souffre encore aujourd'hui de ses blessures.

Mardi, à Tel-Aviv, M^{me} Annie Kriegel, professeur à l'université de Paris et éditorialiste au Figaro, a déploré ce cathédra et les ravages intellectuels causés par les idéologies religieuses qui encouragent au fanatisme dans la mesure où elles empêchent le libre fonctionnement de l'intelligence. Elle a fustigé le « radicalisme chrétien tiers-mondiste » qui a conduit à une « déjudaïsation du Christ présenté comme un Christ palestinien, vision particulièrement attrayante pour un jeune chrétien alsacien ».

Ouvrages et citations à l'appui, le professeur Hayim Hertzitz fit grief à Libération et au Monde « d'avoir, pendant des années, présenté une information biaisée à l'adresse de la jeunesse qui le gouvernement d'Israël s'inspirait des pratiques nazies, tandis que les Palestiniens étaient assimilés aux juifs victimes du nazisme ». Ni l'accusation ni les juges n'ont paru impressionnés par ces outrances. « Il est impossible, a lancé l'avocat général à l'adresse de l'accusé, que vous n'ayez pas lu dans ces mêmes journaux l'exposé d'attentats tels que celui survenu aux Jeux olympiques de Munich. » La président du tribunal a souligné l'incohérence qu'il n'y a à faire le procès de la presse quand celle-ci n'est pas là pour se défendre.

J.-P. LANGELLIER.

AFRIQUE

LES ÉMEUTES EN TUNISIE

DANS TUNIS DÉVASTÉE

Les symboles de l'Occident...

Tunis. - « Quand ils sont arrivés, le jour si dit : « Prenez tout. Je pense qu'ils ne seraient rien. Regardez. » Le vieux bonnetier du quartier du Passage montre sa boutique dévastée, en balayant le trottoir jonché de débris de sa vitrine. Ils étaient, mercredi 4 janvier, des centaines et des centaines à faire de même avenue de Paris, rue Charles-de-Gaulle, rue de Palestine et pratiquement dans toutes les artères de Tunis ravagées par les émeutes de la veille.

Le spectacle est désolant. Les dégâts, considérables, sont plus importants que lors de l'explosion sociale du 26 janvier 1978, qui avait déjà traumatisé le pays. Presque tous les magasins ont souffert, mais les émeutes se sont particulièrement acharnées contre quelques symboles de l'Occident, et plus généralement

De notre envoyé spécial

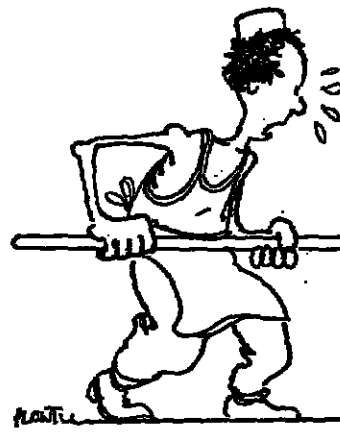
de la société de consommation : Air France, les agences de voyages, les banques, les pharmacies, une boutique à l'enseigne de la « Dolce Vita » et surtout les supermarchés. Ici ou là, il ne reste rien, strictement rien que les quatre murs noircis par des braisiers. « C'est un miracle si notre immeuble n'a pas brûlé. Le feu commençait déjà à se propager depuis le magasin », raconte un habitant de la rue du Caire. Ailleurs, comme à Téhéran en 1978, on a annoncé le matériel au milieu de la chaussée pour y mettre le feu.

Comment ne pas penser aussi à l'iran devant ces quelques débris d'objets qui ont permis de se donner libre cours, quasiment en toute quiétude, pendant plusieurs heures. - P. B.

chier ultra-modernes rendues inutilisables, ces carcasses de voitures particulières calcinées ou les quatre roues en l'air ? Heureux étaient les automobilistes qui n'avaient qu'à remplacer leur pare-brise.

Mercredi soir, la télévision a montré toutes ces images de dévastation, « des biens achetés avec l'argent du peuple », a souligné le présentateur. Et l'on parle de plus de 1 million de dinars (1) de pertes. L'indignation des Tunisiens n'en a été que plus grande, et ils se demandent « comment a-t-on pu en arriver là ? » Mais la question porte surtout sur le vandalisme en lui-même que sur les circonstances qui lui ont permis de se donner libre cours, quasiment en toute quiétude, pendant plusieurs heures. - P. B.

(1) 1 dinar = 11,50 Francs.



Une révolte en deux temps

(Suite de la première page.)

La colère, apparemment spontanée, s'est traduite par de petites jacqueries auxquelles personne - même dans l'opposition - n'a d'abord accordé grand intérêt. Dans un pays où, généralement, la rumeur précède l'événement, l'écho de cette agitation n'est parvenu que plusieurs jours après à Tunis.

Entre-temps le mouvement s'est étendu très progressivement à tout le Sud. Dans un deuxième temps, et surtout dans les grandes agglomérations, l'orchestration politique a été évidente. La tactique sophistiquée utilisée par les émeutiers a alors été la même que celle employée ensuite à Tunis de façon spectaculaire. Certains des slogans étaient également significatifs, tel celui-ci : « Il n'y a qu'un Dieu unique et Bourguiba est l'ennemi de Dieu ». De là à mettre en cause des courants islamistes, il n'y a qu'un pas que certains n'hésitent pas à franchir.

D'autres tournent plus volontiers leurs regards vers la Libye, et une information donnée par l'agence de presse libyenne n'a pas manqué de provoquer à Tunis une grande surprise sinon quelque irritation. En effet, l'agence JANA a annoncé que, après s'être entretenu avec le premier ministre, M. Mzali, le colonel Kadhafi avait décidé de dépêcher une délégation à Tunis en vue d'une « coordination et d'une coopération » visant à dépasser la conjoncture actuelle. Pour autant que l'on sache, l'offre n'a pas été prise en considération. « La Tunisie a besoin de personne sinon qu'on lui fiche la paix », nous a déclaré un responsable tunisien. Néanmoins une délégation déléguée par le « guide » de la révolution libyenne serait arrivée dans la soirée de mercredi à Tunis, non pas pour proposer une quelconque assistance mais pour assurer au gouvernement de M. Mzali que la Libye n'est pour rien dans les événements actuels.

Alors que le pays irradie dans l'agitation de l'indépendance, le texte devra être approuvé vendredi par la commission administrative. C'est d'ores et déjà un important acquis pour le gouvernement, qui ne devrait plus craindre de renous syndicaux, voire une grève générale, dont M. Achour avait brandi, un peu bâativement, semble-t-il, la menace.

PAUL BALTA et MICHEL DEURÉ.

Des réformes modernistes inachevées et contestées

La scène se passe au quartier Latin, à Paris, il y a quelques semaines. Pour un débat sur l'islam sont réunis des Tunisiens vivant à Paris, en grande majorité étudiants. Tous sont opposés au président Bourguiba. Certains croient encore que Marx peut « sauver » leur pays. D'autres pensent que seul Mahomet a ce pouvoir.

Alors que les premiers, conscients de l'impact populaire des seconds, se montrent désireux de coopérer avec eux, ceux-ci récusent leur soutien, au jeune bairin - le signe extérieur du militant islamique - lançant soudain à l'adresse d'un étudiant communiste : « C'est aux gens comme vous que nous réglerons leur compte les premiers quand nous en aurons le pouvoir ! »

Commentaire désabusé d'un universitaire tunisien en poste en France : « Nous sommes guetés par un islamisme botté (1) plus ou moins populaire, qui n'aura rien de plus pressé que de remettre en cause les changements opérés par Bourguiba. »

Alors que la Tunisie fait souvent figure, en Occident, de nation arabo-islamique sagement modernisée, dans le respect de son identité culturelle et religieuse, la réalité, à l'intérieur, est souvent différente. Au reste, le débat autour de l'adaptation de la société tunisienne à son temps ne date pas d'aujourd'hui.

La cabale du grand mufti

Dans l'entre-deux-guerres déjà, sous le protectorat français, alors que le réformiste Tahar Haddad écrivait : « Notre salut est au prix de l'éducation de la femme », le grand mufti de Tunis était l'un des éléments moteurs de la cabale qui, à travers le monde arabe, conduisit à la disqualification du cheikh non conformiste égyptien Ali Abderrazak, auteur de la théorie - au reste très défendable - si on s'en tient au Coran - selon laquelle Mahomet n'a pas institué de symbiose entre l'islam et l'Etat.

Aujourd'hui, aux yeux de nombre de Tunisiens qui ne se réclament pas du mouvement islamiste, « Tahar Haddad ne veut guère mieux qu'Ali Abderrazak », et, partant, sont « condamnables » des réformes bourguibistes comme le statut de la femme. Celui-ci fut promulgué dès août 1956 à la demande de M. Bourguiba par le bey Lamine, alors que l'indépendance venait à peine d'être restaurée. Les principales innovations de ce texte furent le remplacement de la répudiation unilatérale à l'initiative de l'homme par le divorce judiciaire, l'interdiction de la polygamie et le droit de garde des enfants réservé à la mère.

Il fallut toute la poigne du Commandant suprême pour imposer des

modifications qui nous paraissent aller de soi mais furent et sont encore figure de « révolution », voire de « sacrilège », en Tunisie. La résistance passive fut telle que le vote vers l'égalité complète de l'homme et de la femme ne dépassa jamais le stade des vœux pieux : en Tunisie, encore aujourd'hui, l'homme bécote d'une part double de celle de la femme. De même, les efforts personnels du président Bourguiba pour démontrer le caractère à son avis « anti-économique » du jeûne de Ramadan tournèrent court, à tel point qu'on a pu voir, ces dernières années, à Sfax notamment, des jeûneurs s'en prendre publiquement à des non-jeûneurs.

Les partisans d'un retour à l'application à la lettre de la loi coranique, comme déjà dans une dizaine d'Etats, de la Mabroutia au Pakistan en passant par l'Iran, le Soudan ou les Emirats arabes unis, ne cachent plus aujourd'hui leur hostilité à une entreprise d'aggiornamento qui, à leurs yeux, n'est qu'« occidentalisation » et « contamination de l'islam par des méthodes chrétiennes ou abêtes, étrangères à la vraie religion de Dieu », selon le prédateur tunisien d'une mosquée de la région garténienne.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) En août 1983, dix-neuf militaires tunisiens, dont un capitaine, ont été condamnés à des peines de six à huit ans de prison pour appartenance au parti clandestin de la Libération islamique (le Monde du 17 août).

« L'Union des travailleurs immigrés tunisiens accuse le gouvernement. - Le gouvernement tunisien « porte l'entière responsabilité de la situation » actuelle et de « ses conséquences tragiques », a estimé, mardi à Paris, l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UITIT), qui « réclame contre la répression aveugle et sanguinaire » menée par le « pouvoir tunisien ».

(Publié)

économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, la DUCO-ENERGIE, matériau en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD-5, rue Chérot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.88.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentours.

مقتل من الرصاص

Prenez une lumière
Johanna
Austrian Air

قناة العالم

AMÉRIQUES

L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE M. REAGAN
FAIT UNE TOURNÉE AU COSTA-RICA, AU SALVADOR ET AU NICARAGUA

Agitation diplomatique et affrontements armés

M. Richard Stone, envoyé spécial permanent du président Reagan pour l'Amérique centrale, a lancé, le mercredi 4 janvier, à San-José-de-Costa-Rica, un appel en faveur de la « démocratisation » de la région.

« Il y a deux rôles : celui de la démocratie et celui du conflit », a déclaré M. Stone, avant de se rendre, ce jeudi, au Salvador et au Nicaragua, les deux pays les plus agités de l'Amérique.

Généralisation des conflits ou perspectives de paix ? Au seul de 1984, la situation reste dangereuse en Amérique centrale. Les diplomates repréparent leurs valises et leurs dossiers ; mais, dans le même temps, les affrontements se multiplient au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

M. Stone, envoyé spécial de M. Reagan, visite une nouvelle fois au pas de charge des capitales qui reflètent mal les tensions croissantes de l'intérieur. La commission Kissinger pour l'Amérique centrale, composée de douze membres appartenant aux deux partis, démocrate et républicain, doit remettre son rapport à la Maison Blanche le 10 janvier.

L'Assemblée européenne envoie dans la région, du 7 au 13 janvier, une délégation dirigée par M. Piet Denker. Enfin, les représentants des pays du groupe dit « de Contadora » (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) doivent se retrouver cette semaine pour faire le point sur une mission de bons offices, déjà bien difficile, qui a été sérieusement affaiblie.

El Salvador

DES OFFICIERS COMPLICES DES « ESCADRONS DE LA MORT » SONT MUTÉS À L'ÉTRANGER.

Plusieurs officiers supérieurs salvadoriens ont été mutés à l'étranger sous la pression des États-Unis, a-t-on appris le mercredi 4 janvier à San-Salvador, de sources militaires. Parmi eux figurent deux membres des services de renseignements accusés de complicité avec des membres des Escadrons de la mort d'extrême droite. Ces sanctions suivent de peu le passage, en décembre, du vice-président américain, M. George Bush, qui avait remis à ses interlocuteurs une liste de personnalités officielles, dont plusieurs membres des forces armées compromises dans ce genre d'activités. Il avait indiqué que leur mutation devait être acquiescée avant le 10 janvier 1984, faute de quoi l'aide militaire de Washington au Salvador serait réduite.

D'autre part, l'armée a reconnu, le 4 janvier, la mort de cent soldats et de plusieurs officiers lors de l'attaque, le 30 décembre, de la caserne d'El-Paraíso (à 60 kilomètres au nord de la capitale) par un groupe de guérilleros. De même source, on indique que les rebelles auraient perdu deux cent cinquante hommes. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.) assure, pour sa part, avoir capturé deux cents gouvernementaux.

Enfin, le ministre de la défense a donné, le 4 janvier, des instructions aux militaires afin qu'ils observent la plus stricte neutralité lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 25 mars prochain. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

bile par la décision nicaraguayenne de saisir directement l'Assemblée générale des Nations unies des tensions en Amérique centrale. Une initiative jugée intempestive même par le gouvernement nicaraguayen qui reste pourtant le principal avocat des sandinistes.

Le nouveau départ de M. Stone pour l'Amérique centrale a été salué avec une chaleur particulière par M. Reagan, comme s'il voulait répondre publiquement aux critiques de plus en plus acerbes des « conservateurs » de la Maison Blanche à l'égard d'un homme qui a engagé un dialogue direct avec des représentants qualifiés de la guérilla salvadorienne. Comme s'il tenait aussi à réaffirmer que Washington n'écoute pas une « solution négociée » des crises d'Amérique centrale, tout en maintenant la pression militaire et économique sur le régime sandiniste et en réclamant au Congrès une augmentation de l'assistance militaire à une armée salvadorienne durablement touchée « au moral » par les derniers et spectaculaires succès de l'insurrection.

Selon le Wall Street Journal, la commission Kissinger va prochainement mettre l'accent dans son rapport sur la faiblesse « sécuritaire » et proposer de porter l'assistance militaire au Salvador à 180 millions de dollars. Elle recommanderait, d'autre part, d'écarter le Nicaragua d'une éventuelle aide économique américaine importante à la région. L'équipe — bien loin d'être homogène — dirigée par M. Kissinger est chargée de dépeindre des perspectives à long terme ; mais elle doit aussi préparer le terrain pour la renouveau parlementaire de fin janvier, où la politique de Reagan en Amérique centrale risque à nouveau d'être sur la sellette.

L'année

de la paix honorable ?

« M. Stone, lui, travaille dans le « court terme » et il s'efforce de rassembler les maigres indices d'espoir. Il attend beaucoup, semble-t-il, de la région, à la fin de cette semaine, à Panama, les représentants des pays du groupe de Contadora avec les ministres des affaires étrangères du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa-Rica. M. Paz Berrica, le Hondurien, se veut résolument optimiste.

Il est vrai qu'il a été militant des droits de l'homme dans son pays avant d'être au gouvernement et qu'il entretient des relations personnelles très amicales avec M. Miguel d'Escoto, son collègue nicaraguayen. Il estime aujourd'hui que le Nicaragua « a montré ces dernières semaines des signes de souplesse dans la recherche d'une solution pacifique » et il « espère que 1984 sera l'année d'une paix honorable assurée par les Centra-Américains eux-mêmes ».

Il reste que les contrôles de la mise en œuvre de cette « paix » ne sont ni faciles à imaginer ni aisés à appliquer. Et le Nicaragua, qui a multiplié les « gestes » de bonne volonté depuis deux mois sans convaincre vraiment ses adversaires de l'intérieur et de l'extérieur, se retrouve à la table de négociation en face d'un « bloc » de quatre pays (Guatemala, Salvador, Honduras, Costa-Rica) dont les propositions de règlement sont encore très éloignées des siennes.

Comment contrôler réellement le trafic d'armes et les frontières, per-

fois théoriques et souvent difficiles d'accès, où se déroulent des affrontements sporadiques ? Comment s'assurer du départ réel de tous les conseillers militaires étrangers de tous les États de la région ? Deux thèmes délicats, parmi d'autres, qui ont contribué jusqu'ici à bloquer les négociations proposées par le groupe de Contadora. Le seul vrai succès dont pouvait, à la fin de l'année dernière, se prévaloir le groupe était d'avoir finalement réussi à faire s'asseoir à la même table pour une séance de travail les ministres des affaires étrangères du Nicaragua et du Honduras, qui ne cessent d'autre part à longueur d'année de s'adresser des « notes de protestation » sur les incidents de frontière.

Une situation bloquée

Politiquement et militairement, la situation est bloquée. Au Salvador d'abord, où les enjeux restent importants pour Washington dans la perspective des élections du 25 mars. Le major d'Abuissón, leader de l'extrême droite et vainqueur des élections générales de mars 1982, se présente cette fois à l'élection présidentielle. Son adversaire principal est M. Napoleón Duarte, dirigeant d'un parti démocrate chrétien que les États-Unis souhaitent remettre en selle. Il y a deux ans et qui est aujourd'hui sur la défensive. C'est la droite la plus dure qui fait la loi à San-Salvador, et les exodes des escadrons de la mort ont contraint le représentant de Washington à menacer publiquement les dirigeants salvadoriens d'une suspension de l'aide américaine.

Celle-ci apparaît pourtant indispensable pour maintenir l'équilibre militaire, bien que les derniers exploits de la guérilla — en particulier le dynamitage d'un nouveau pont sur le río Lempa — doivent être situés dans leur vrai contexte. Les insurgés ont tenté de manifester leur force et leur présence dans la perspective d'une éventuelle et encore improbable négociation, les savent aussi qu'ils ne peuvent dépasser le seuil qui déclencherait une intervention directe des États-Unis.

MARCEL NIEDERGAU.

BONNE ANNÉE 1984!

JUSQU'AU 14 JANVIER 1984

DANS LES 9 BHV

CRÉDIT GRATUIT*

9 MOIS

* À PARTIR DE 2 000 F D'ACHATS, VERSEMENT 20% COMPTANT APRÈS ACCEPTATION DU DOSSIER CRÉDIT COFINOGA. INTÉRÊTS À LA CHARGE DU BHV.

tv

électroménager

HI-FI

LITERIE

MEUBLES

SIEGES



Sauf points verts.
Dans la mesure où le rayon correspondant existe.
Offre valable du 21/11/83 au 14/1/84.

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

Devenez une lumière en anglais!

COURS TRIMESTRIELS
le 7 janvier 1984
INSCRIPTION IMMÉDIATE



INTERNATIONAL
LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



Doha

Tous les jeudis, départ 20 h 50 d'Orly-Sud,
arrivée 08 h 25 via Vienne.

Choisissez la qualité!
En Première classe comme en classe Touriste,
Austrian Airlines vous offre un service de
haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - ☎ 347.21.32

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION



Pour cette rubrique s'adresser :
7, rue Ste-Anne - 75008 Paris Cedex 01 - 261.51.52

Vente Palais de Justice de Pontoise (95) - Jeudi 19 janvier 1984, à 14 heures
PROPRÉ À PARMAN (95) s/TERRAIN M. à Px 200 000 F
de 3841 M²
8 bis, R. DU VIEUX-CHEMIN-DU-POTAGER et R. Valentin-Bely - 8 Pces
cuisine - garage - Consign. 20 000 F - Renseignements à Pontoise (95)
SCP PETIT-MALAVOY Avocats. T. 032-20-77. 23, rue de la Brotonnerie

VENTE au Palais de Justice, NANTERRE - Mercredi 25 janvier 1984 à 14 h.
IMMEUBLE - BOIS-COLOMBES (92)
21, r. JEAN-JAURES 2 APPARTEMENT - 52 LOGEM. - Cont. 790 m²
M. à P. : 1.500.000 F S'ad. M^r BOISSEL, avocat Paris
14, rue Sainte-Anne. Tél. : 261-01-09

Vente au Palais de Justice de Meaux (77), le Jeudi 19 janvier 1984 à 10 h.
PROPRÉ À VAUDOY-EN-BRIE (77) Lieudit « Monzauban »
Superficie : 72,08 a
Mise à Prix : 300 000 F Rens. M^r NORET, avocat à Meaux (77)
19, place Henri-IV. Tél. : 434-00-27.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (Seine-et-Marne)
le MARDI 17 JANVIER 1984, à 14 heures
UN PAVILLON situé à IGNY
(Seine-et-Marne)
31, allée du Québec. MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Consignation préalable indispensable pour accéder par chaque certifié ou en
espèces. Renseignements : M^r TRUKILLO et AKOUN, avocats associés à
EVRY (91), 4, bd de l'Europe. Tél. : 079-39-45.

VENTE par adjudication sur licit. en l'étude et par le ministère
de M^r PETTIE, notaire à Ecouen (95), 52, rue du Maréchal-Leclerc,
le JEUDI 12 JANVIER 1984 à 15 heures, en TREIZE LOTS :
à ECOUEN (95)
1) MAISON D'HABIT., libre à la vente - M. à P. 450.000 F
4, rue de la République - Contenance : 817 m²
2 à 13) DIVERSES TERRES DE CULTURE
18 a 20 ca : M. à P. 54.600 F ; 1 ha 11 a 19 ca : M. à P. 111.190 F ;
11 a 69 ca : M. à P. 35.070 F ; 1 ha 11 a 30 ca : M. à P. 55.650 F ;
1 ha 35 a 60 ca : M. à P. 135.600 F ; 3 ha 92 a 40 ca : M. à P. 392.400 F ;
10 a 70 ca : M. à P. 4.280 F ; 8 a 90 ca : M. à P. 3.560 F ;
97 a 10 ca : M. à P. 43.695 F ; 26 a : M. à P. 10.000 F ;
4 ha 97 a 50 ca : M. à P. 223.975 F ; 26 a : M. à P. 52.000 F.
Rens. et vis. : M^r PETTIE, Notaire à Ecouen (95). Tél. : 990-04-01.

AMÉRIQUES

Argentine

Un millier de prisonniers auraient été jetés d'hélicoptère en haute mer durant la période de répression

Les langues commencent à se délier en Argentine à propos de la période de répression des années 1976-1978 contre la guérilla d'extrême gauche et ses présumés « complices », progressistes ou libéraux, marxistes ou chrétiens, intellectuels ou syndicalistes.

Le mercredi 4 janvier, l'hebdomadaire la *Semana* a publié un certain nombre de détails sur les méthodes utilisées durant ces années de la « sale guerre » à l'encontre de détenus. Ils sont donnés par un sous-officier, M. Raul Vilarino, trente-cinq ans, ex-membre du Groupe de répression n° 3, créé dès 1975 sur l'ordre de l'amiral Emilio Massera à l'école de mécanique de la marine. M. Vilarino dénonce, en particulier, les tortures ordonnées et pratiquées par le chef des études de l'école, le capitaine Arduino, ainsi que par le capitaine Astiz, et par le chef des services de renseignement, le capitaine de corvette Jorge Eduardo Acosta, et par un médecin présumé Alberto, surnommé « Mengela ».

Le terrain de sport de l'école, situé à quelques mètres du Rio de la Plata, servait de lieu de crémation des cadavres. D'autres détenus étaient lancés d'hélicop-

tères en mer, après avoir été mis dans un état comateux par des injections de drogue.

Un témoignage concordant, publié par l'hebdomadaire *Siete Días*, a été fourni par un officier participant sous couvert de l'anonymat. Selon cet homme, qui fait partie de la marine, « les zéroisés ou répartis tels étaient envoyés, torturés, puis anesthésiés. Dès qu'ils dormaient, ils étaient déshabillés, frottés les uns aux autres et jetés hors des appareils », où ils avaient été emmenés. Plus d'un millier de personnes auraient subi ce sort, selon ce personnage. Au début, les militaires n'avaient pas étudié les points de chute des corps, de sorte que des cadavres réapparaissent sur la côte au sud de Buenos-Aires.

Le témoin confirme que des incinérations de cadavres ont eu lieu à l'école de mécanique de la marine à Buenos-Aires. Il indique, enfin, que l'une des disparues de nationalité étrangère, dont la presse internationale avait fait grand cas, la jeune Suédoise Dagmar Hagelin, a été exécutée d'une balle dans la tête par le capitaine Alfredo Astiz. — (A.F.P.)

Buenos-Aires s'efforce de hâter le règlement de plusieurs différends territoriaux

L'Argentine et le Chili vont trouver dans les quelques mois à venir une solution pacifique à leur différend territorial à propos des îles de Beagle, à l'extrême sud du continent américain, a déclaré, le mercredi 4 janvier, le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo.

Les deux pays en étaient arrivés au bord de la guerre, fin décembre 1978, à propos des îles Picton, Nueva et Lennox, revendiquées par l'Argentine. Le Saint-Siège avait alors offert sa médiation. Le cardinal Samoré avait mis au point une proposition de règlement, aussitôt acceptée par le Chili, mais refusée par la partie argentine.

D'autre part, le gouvernement britannique s'est déclaré prêt à étudier le nouvel appel formulé la veille par le président argentin, M. Raul Alfonsín, en vue d'un règlement de la question des Malouines; mais il a également rappelé que la question de la souveraineté de l'archipel n'est pas négociable pour Londres.

La Grande-Bretagne, indique un communiqué du Foreign Office, souhaite renouer des relations normales avec l'Argentine, mais « en commençant par des domaines pratiques où un accord serait possible ». Londres a déjà fait des propositions en ce sens : reprise des relations commerciales et économiques normales; rapatriement sur le continent améri-

cain des morts argentins de la guerre de mai-juin 1982, et, enfin, reprise des relations diplomatiques.

La déclaration de M. Alfonsín, le 3 janvier, précisait que Buenos-Aires était disposé à garantir sérieusement les intérêts des quelque mille huit cents Kelpers (habitants des Malouines) en vue d'un transfert de la souveraineté. Aux « droits démocratiques garantis par la Constitution » argentine s'ajouteraient des « droits spéciaux » en faveur des Kelpers, à négocier entre Londres et Buenos-Aires. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

● **Départ de l'ambassadeur d'Argentine en France.** — Nommé ambassadeur d'Argentine en France, en août 1981, à un moment difficile des relations entre Paris et Buenos-Aires — en raison principalement du problème des « disparus » — M. Gerardo Schamis doit quitter la France à la mi-janvier pour les Etats-Unis, afin d'y diriger un institut de relations internationales. Il part en ayant réussi à instaurer d'excellentes relations avec les dirigeants français (il a, en particulier, contribué à la libération de neuf ressortissants franco-argentins, qui étaient détenus dans son pays) et il a su, en 1982, pendant la guerre des Malouines, obtenir le soutien de tous les diplomates latino-américains en poste à Paris.

Etats-Unis

LES ENFANTS NOIRS « PARTICULIÈREMENT » BIEN NOURRIS...

Washington (A.F.P.). — La faim n'est pas un problème majeur aux Etats-Unis, et les enfants noirs comptent parmi les mieux nourris de la population américaine, a affirmé, mercredi 28 décembre, le Dr George Graham, membre de la commission d'enquête sur la faim créée en août dernier par le président Reagan.

Le Dr Graham, qui est pédiatre et professeur à l'université Johns Hopkins de Baltimore, a reconnu que certains Américains étaient mal nourris, notamment des enfants et des vieillards. Mais, a-t-il dit, « ce n'est pas un problème national ». Il a ajouté que les enfants noirs « forment probablement le groupe de population le mieux nourri des Etats-Unis » et en a donné pour preuve le nombre important de Noirs parmi les athlètes américains.

La commission sur la faim, qui est composée de treize membres, doit se réunir le 9 janvier pour approuver un texte final qui indiquerait notamment que les rapports sur l'étendue du phénomène aux Etats-Unis sont « exagérés ».

La conférence des maires américains, plusieurs gouverneurs et les associations humanitaires sont cependant d'un avis contraire. Ils ont manifesté leur préoccupation, affirmant que la malnutrition a été considérablement aggravée dans le pays par les économies budgétaires.

DÉMISSION DU SECRÉTAIRE ADJOINT A LA DÉFENSE

Washington (A.F.P., Reuter). — M. Paul Thayer, secrétaire adjoint à la défense, accusé d'infraction à la loi sur les transactions boursières, a remis mercredi 4 janvier sa démission au président Reagan. Ancien directeur général de plusieurs sociétés, dont la firme d'armement L.T.V., basée à Dallas, M. Thayer avait été nommé par M. Reagan au Pentagone en janvier 1983. Dans sa lettre de démission, il dénie « tout fondement » aux accusations formulées contre lui par l'agence gouvernementale chargée de surveiller les marchés boursiers.

Les faits qui sont reprochés à M. Thayer — la divulgation d'informations confidentielles, — et qui sont antérieurs à son entrée au Pentagone, auraient permis à certaines de ses relations d'affaires de réaliser d'importants profits.

Le fait qui sont reprochés à M. Thayer — la divulgation d'informations confidentielles, — et qui sont antérieurs à son entrée au Pentagone, auraient permis à certaines de ses relations d'affaires de réaliser d'importants profits.

FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

DIPLOMATIE

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE SUR LE DÉSARMEMENT EN EUROPE

L'Union soviétique n'avancera aucune proposition nouvelle

indique M. Gromyko

M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, a évoqué, mercredi 4 janvier, au cours d'un déjeuner offert à Moscou à son collègue allemand, M. Oskar Fischer, les conditions dans lesquelles s'ouvrira, le 17 janvier prochain à Stockholm, la Conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.). « Les Etats-Unis et les pays de l'OTAN, qui ont prêté leur territoire au déploiement des missiles américains, a-t-il déclaré, tentent maintenant de calmer les peuples d'Europe de l'Ouest. Ils essaient de donner l'impression que rien ne s'est produit, et appellent l'U.R.S.S. à reprendre les négociations de Genève. (...) Que personne n'espère que l'Union soviétique et les Etats socialistes feront le jeu de ceux qui recourent à la rhétorique pacifique en cherchant à camoufler des actions à caractère diamétralement opposé ».

« Poursuivre, les négociations après que les Etats-Unis ont commencé à déployer leurs missiles nucléaires, c'est-à-dire dans les conditions où elles serviraient à camoufler les projets de l'OTAN d'accumulation des armements, signifierait contribuer à tromper les peuples. (...) Si les pays de l'OTAN font montre d'une approche réaliste des questions de sécurité, s'ils prouvent qu'ils ont la volonté de revenir à la situation qui existait avant le déploiement des missiles, je le répète, l'Union soviétique sera prête, de son côté, à le faire ».

M. Gromyko a indiqué que son pays avait la « ferme intention » d'ouvrir, à la conférence de Stockholm, à la conclusion d'accords qui serviraient réellement le renforcement de la paix sur le continent. Mais il a laissé entendre que

l'U.R.S.S. n'avancerait aucune proposition nouvelle à l'occasion de la C.D.E., et a rappelé que M. Andropov avait dressé, dans sa déclaration du 24 novembre dernier (par laquelle il justifiait notamment le retrait soviétique des pourparlers européens de Genève et annonçait un accroissement important du potentiel nucléaire de l'U.R.S.S.), un véritable « programme d'action pour l'avenir », programme qui serait mis en œuvre « dans son intégralité ».

Le Kremlin et ses alliés vont en fait proposer aux Occidentaux, à Stockholm, a encore indiqué M. Gromyko, de « procéder à un examen pratique » des propositions soviétiques sur la conclusion d'un traité « de non-recours à la force et de sauvegarde des relations de paix » entre l'OTAN et le pacte de Varsovie. Mais, comme l'a fait remarquer la Pravda, le ministre soviétique a insisté sur le fait que les Occidentaux avaient tort de présenter la rencontre prévue dans la capitale suédoise par la C.S.C.E. de Madrid comme une sorte de reprise des négociations de Genève.

Sa rencontre avec M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, est toujours fixée au 18 janvier. La veille de l'ouverture de la C.D.E., le 16, il doit s'entretenir en tête à tête à Stockholm avec M. Claude Cheysson et rencontrer son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe. M. Shultz, de son côté, profitera de sa venue à Stockholm pour se rendre également à Oslo. Avant d'assister à l'ouverture de la conférence, le secrétaire d'Etat américain doit avoir, en outre, les 15 et 16 janvier, une série d'entretiens à Londres avec les responsables britanniques. — (A.F.P., A.P., Tass.)

ASIE

Afghanistan DES COMBATS AURAIENT LIEU QUOTIDIENNEMENT A KANDAHAR

Des affrontements ont lieu quasi quotidiennement depuis plusieurs semaines à Kandahar, seconde ville d'Afghanistan, dans le sud-ouest du pays. Selon des sources diplomatiques occidentales à Islamabad, les résistants qui occupent une position à proximité de l'agglomération ont bombardé au mortier et à la roquette, le 22 décembre, le quartier général de la seconde armée afghane, tuant trente et un militaires, dont un certain nombre de Soviétiques. Les moudjahidins auraient perdu une douzaine d'hommes au cours de l'attaque.

Des avions et des hélicoptères ont riposté le jour de Noël par un raid sur la ville, dont on ignore s'il a fait des victimes et des dégâts. Les Soviétiques, soupçonnés de complicité avec la résistance, ont perquisitionné leurs logements, indique-t-on de mêmes sources.

Selon celles-ci, les gouvernements ne contrôlent pratiquement pas Kandahar la nuit. La plupart des écoles sont fermées, les résistants contraignent le bazar à cesser ses activités chaque jour à midi et auraient installé un « tribunal islamique » non loin de la ville. Devant la rareté des combats, de nombreux habitants auraient cherché refuge au Pakistan. — (A.P., A.F.P., U.P.I., Reuter.)

MORT DE RICHARD HUGHES doyen des correspondants étrangers en Extrême-Orient

Richard Hughes, considéré comme le doyen des correspondants de presse étrangers en Extrême-Orient, est décédé le 4 janvier à Hongkong. Il était âgé de soixante-dix-sept ans.

Il est à Melbourne en 1906, Richard Hughes avait commencé sa carrière de journaliste au début des années 30. En poste à Tokyo au commencement de la seconde guerre mondiale, il avait ensuite travaillé aux Etats-Unis et en Afrique du Nord, avant de rejoindre à nouveau le Japon. Il s'était plus tard installé à Hongkong pour y couvrir notamment les événements de Chine. Ancien collaborateur de multiples journaux australiens, britanniques et américains, il était encore au moment de sa mort correspondant du Times, ainsi que l'un des chroniqueurs les plus lus de la revue de Hongkong, *The Far Eastern Economic Review*.

A TRAVERS LE MONDE

Cambodge

● **ACCROCHAGES ENTRE LES FORCES VIETNAMO-CAMBODGIENNES ET KHMERS ROUGES.** — Des accrochages ont eu lieu, dimanche 1^{er} et lundi 2 janvier, entre forces vietnampo-cambodgiennes et éléments khmers rouges, à proximité de la frontière thaïlandaise, dans le district de Poipet, a-t-on appris de source militaire à Bangkok. — (A.F.P., A.P.)

Guinée

● **APPELS EN FAVEUR DES VICTIMES DU SEISME.** — Le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu, président en exercice de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), a lancé un appel, mardi 3 janvier, à tous les membres de l'Organisation, en faveur des victimes du tremblement de terre de Guinée. D'autre part, l'association Solidarité guinéenne a également lancé un appel à tous les « Guinéens de l'étranger », ainsi que, plus généralement, à la solidarité internationale, pour venir en aide aux sinistrés.

« Les dons en argent doivent être adressés au compte C.E. 23418-39, Crédit industriel et commercial, 64, rue de la Chapelle d'Antin, 75009 Paris (établir les chèques à l'ordre de Solidarité guinéenne) ». « Système Guinée ». Les dons en nature doivent être adressés au Secours populaire français, 106, rue du Bac, 75007 Paris. (Préciser « Système Guinée »).

Haute-Volta

● **DÉBUT DES PROCÈS POLITIQUES.** — Le général Sangoulé Lamizana, ancien président de la République voltaïque de 1966 à 1980, a été accusé, mardi 3 janvier, par un tribunal populaire de la révolution de Ouagadougou d'avoir « détourné ou dissipé » plus de 490 millions de francs C.F.A. (9,8 millions de francs français). Plusieurs anciens responsables politiques, parmi lesquels l'ancien président, le colonel Zaye Zombo, qui gouverna de 1980 à 1982, doivent être jugés dans les prochains jours. — (A.F.P.)

Irak

● **REMANIEMENT MINISTÉRIEL.** — M. Karim Mahdoun Hussein, ministre irakien de la jeunesse, a été nommé directeur du bureau présidentiel et secrétaire général du Conseil du commandement de la révolution; M. Nouri Fayal Shalib, gouver-

EUROPE

U.R.S.S.

Un projet de réforme scolaire

MARXISME-LÉNINISME LANGUE RUSSE ET FORMATION TECHNIQUE

Moscou (A.F.P., Reuter). — Les petits Soviétiques vont bientôt à l'école à partir de l'âge de six ans, au lieu de sept ans, ils devront être mieux formés aux « conceptions marxistes-léninistes », se débiter de leur « culture politique », mieux maîtriser la langue russe, quelle que soit leur nationalité d'origine, et acquérir plus tôt une formation technique : tels sont les principes de l'important projet de réforme scolaire, rendu public mercredi 4 janvier par la presse de Moscou.

Selon le projet de loi, l'école primaire et secondaire devra non seulement transmettre des « connaissances », mais aussi former des « constructeurs actifs du communisme », conformément aux recommandations formulées par M. Iouri Andropov au cours du plénum « idéologique » du comité central, en juin dernier. Le projet insiste aussi sur le « développement du patriotisme soviétique et de l'internationalisme prolétarien » et sur « l'augmentation de la vigilance envers l'impérialisme », rendue nécessaire par la trop grande « candeur politique » des jeunes.

D'autre part, la langue russe, « choisie volontairement comme moyen de communication entre les nationalités de l'U.R.S.S. », devra désormais être « maîtrisée » à l'issue des cours des écoles — ce qui, visiblement, n'est pas le cas jusqu'à présent dans diverses Républiques « non russes ».

La réforme prévoit aussi que l'accent sera mis sur l'enseignement technique, pour pallier, semble-t-il, le manque de main-d'œuvre qualifiée. Enfin, les maîtres seront désormais formés en cinq ans au lieu de quatre, et les hommes seront encouragés à choisir cette profession, exercée actuellement essentiellement par des femmes.

Tchécoslovaquie

TROIS NOUVEAUX PORTE-PAROLE POUR LA CHARTE 77

Prague (A.F.P.). — La Charte 77, principal mouvement dissident de Tchécoslovaquie, aura, vendredi 6 janvier, trois nouveaux porte-parole : M^{rs} Jana Stornova, M^{me} Jiri Ruzi et Václav Benda, a-t-on appris mardi à Prague. Ils remplacent M^{rs} Ruzi Kizikova et Anna Marvanova et M. Jan Kozlik, tandis que deux autres porte-parole de la Charte 77 sont emprisonnés : il s'agit de M^{rs} Radolfa Buncik (depuis le 4 juin 1980) et Ladislav Lis (depuis le 5 janvier 1983).

M^{rs} Stornova, soixante-deux ans, femme de chambre, a été exclue du parti communiste en 1969 pour son opposition à l'intervention soviétique. Journaliste et vétéran militant communiste, M. Ruzi, cinquante-huit ans, actuellement ouvrier, a été exclu du parti en 1969 pour les mêmes raisons. Il avait été arrêté en 1979 et détenu treize mois sans être jugé. Il avait déjà été exclu du P.C.T. en 1963 pour avoir critiqué la censure de la déstalinisation, mais il avait été réhabilité pendant le « printemps de Prague » (1968). M. Václav Benda, trente-sept ans, docteur en philosophie, diplômé de mathématiques et d'informatique, est un militant catholique exclu de tout emploi lié à ses compétences en raison de son militantisme à la Charte 77 et au VONS (comité de défense des personnes injustement poursuivies). Il a été chauffagiste d'hôtel avant d'être arrêté en 1979, et condamné à quatre ans de prison dans le « procès du VONS ». Il a été libéré le 28 mai dernier.

Pologne

LA MORT D'UN PROCUREUR STALINISTE

Stefan Kalinowski, procureur de la République populaire de Pologne de 1953 à 1956, et à ce titre grand figure de la « ligne dure » du régime stalinien, est mort à l'âge de soixante-seize ans, a-t-on annoncé mercredi 4 janvier à Varsovie. Titulaire des plus hautes distinctions du régime, Kalinowski avait notamment organisé une série de procès dirigés contre des centaines d'officiers de l'armée de l'insurrection (l'organisation de la résistance polonaise pendant l'occupation allemande) et joué un rôle important dans la lutte contre l'Eglise catholique, et en particulier le cardinal Wyszyński, emprisonné de 1953 à 1956.

La veille de sa mort, survenue vendredi 30 décembre, l'ancien procureur général avait retrouvé plusieurs de ses anciens « partenaires » de l'époque, au cours d'une cérémonie de remise de médailles commémorant la création, quarante ans plus tôt, du premier Parlement du régime communiste. Il y avait là, parmi les personnes honorées, Jakub Berman, ancien membre du bureau politique et patron de fait de la police secrète, et l'ancien ministre de l'Intérieur Stanislaw Radkiewicz — deux hommes aux carrières considérées comme responsables des emprisonnements et des tortures que subissent, au début des années 50, plusieurs milliers d'opposants « anticomunistes », et aussi des peines de mort qui furent prononcées dans certains cas. — (U.P.I.)

C.E.E.

Mme Thatcher menace

La Grande-Bretagne « prendra des mesures pour sauvegarder sa position » si la Commission européenne ne lui verse pas 42 millions de livres (504 millions de francs) en 1984, a déclaré mercredi soir 4 janvier à Londres le premier ministre, Mme Margaret Thatcher.

Si ces argent n'est pas remboursé, et si quelque 450 millions de livres dus au titre du budget de 1983 ne le sont pas non plus comme prévu en mars, « Nous aurons à prendre des mesures pour sauvegarder notre position », a déclaré Mme Thatcher dans une interview à la télévision commerciale Channel Four.

Pressée de dire si elle « prendrait effectivement » des mesures, Mme Thatcher a répondu : « Mais certainement nous avons besoin de cet argent. Il est à nous, il nous est dû, il nous a été promis ».

La résolution de la Grande-Bretagne de « prendre des mesures » a été notifiée ce mercredi dans une lettre du secrétaire au Foreign Office, sir Geoffrey Howe, qui a été remise à Bruxelles au président de la commission européenne M. Gaston Thorn, a précisé Mme Thatcher. La déclaration du premier ministre contient, selon les observateurs à Londres, une menace implicite de gel des versements britanniques au budget communautaire.

Pays-Bas

● **MANIFESTATIONS DE MOULOUIS.** — Des affrontements violents ont opposé, mercredi 4 janvier, de jeunes Moulouis armés de barres de fer et de cocktails Molotov à une centaine de policiers dans la ville de Capelle Aan De IJssel, près de Rotterdam. Les jeunes gens s'opposaient à l'expulsion des locataires de sept maisons qui ne payaient plus leur loyer. — (A.F.P.)

Pérou

● **ATTENTATS DU SENTIER LUMINEUX A CHICLAYO.** — Deux bombes, posées sans doute par des guérilleros du Sentier lumineux, ont explosé dimanche 1^{er} janvier à Chiclayo, à 800 kilomètres, au nord de Lima, causant des dégâts évalués à 7 000 dollars environ. Par ailleurs, les autorités ont attribué à des attentats terroristes contre six pylônes à haute tension les « panes » d'électricité qui ont plongé dans l'obscurité totale plusieurs villes dont la capitale, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. — (A.F.P.)

LIBRAIRIE DUCHÊNE

histoire contemporaine
spécialités des
1^{re} et 2^{de} guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-35
27, rue de la Butte-aux-Cailles
75013 PARIS

قضايا إسرائيلية

Le Monde

politique

L'affaire des « avions renifleurs »

Le président de la République fera connaître « en temps voulu » son opinion sur l'affaire des « avions renifleurs ». Il refuse pour le moment de faire une mise au point dans « ce tourbillon de polémique ». C'est ce qu'a affirmé M. François Mitterrand, interrogé mercredi 4 janvier à l'Élysée lors de la traditionnelle présentation des vœux de la presse.

« A aucun moment, je n'ai été personnellement mêlé à cette affaire », a encore indiqué M. Mitterrand. « J'ai appris qu'il y avait un problème, une affaire, je ne saurais pas laquelle, il n'y avait pas de document ». « Je savais quoi ? » a encore demandé le président de la République. « Je savais bien ce qu'ils m'ont fait transmettre. Ils m'ont dit qu'ils le diront. Certains ont dit qu'ils le diront depuis dix-huit mois. A supposer que cela soit juste, les autres avaient depuis beaucoup plus longtemps ».

Pour M. Mitterrand, « le premier ministre s'est très bien exprimé à ce sujet ». « Il faut aborder ce problème avec beaucoup de sagesse en évitant de se laisser entraîner par des passions humaines », a-t-il ajouté. Sa seule conviction est finalement qu'« il vaut mieux laisser les papiers aux autres ».

L'affaire des « avions renifleurs » présente un « caractère exceptionnellement grave » et devrait conduire « certains responsables politiques et notamment MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac à manifester moins d'arrogance », affirme d'autre part le bureau exécutif du parti socialiste, le mercredi 4 janvier.

Le parti socialiste, qui estime que, rendant le rapport public, « le

gouvernement répond à l'attente des Français », note que cette affaire « montre que la pratique du secret, le rejet de la méthode scientifique, la légèreté en matière de contrôle (...), sont un danger pour le bon fonctionnement des entreprises et de l'Etat, un dévoiement des règles de la République ». « Au mépris des conclusions du rapport, aucune poursuite n'a été alors engagée contre les auteurs étrangers de cette escroquerie, aucune sanction n'a été prise sur le plan intérieur ; au contraire, une tentative systématique d'étouffement a été mise en œuvre à l'initiative de ces mêmes autorités politiques », ajoute la déclaration du P.S.

M. André Chénedegat, premier président de la Cour des comptes, a reçu la lettre du premier ministre demandant à la Cour de déterminer la nature juridique des exemplaires du rapport Giquel remis par M. Bernard Beck. Cette lettre accompagnait l'exemplaire remis par un collaborateur de M. Barre à l'hôtel Matignon le 23 décembre 1983.

Selon un sondage réalisé par téléphone, les 3 et 4 janvier, par l'Institut Louis Harris et publié par le *Matin* de Paris du 5 janvier, 44 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement a eu raison de publier le rapport rédigé par M. Giquel. Pour 23 %, il a eu tort. Le même sondage indique que 31 % des personnes interrogées voient la position de M. Valéry Giscard d'Estaing affaiblie par cette affaire (contre 8 % qui pensent qu'elle est renforcée, et 40 % qui l'estiment sans changement), 32 % font le même constat à propos de M. Raymond Barre (contre 5 % et 37 %) et 21 % à propos de M. Pierre Mauroy (contre 18 % et 35 %).

De notre envoyé spécial

Le rôle de M. Pesenti, brasseur d'affaires lombard

Milan. — La composante italienne de l'affaire des « avions renifleurs » se précise. Elle conduit au monde politico-financier catholique et le Vatican se profile à l'arrière-plan. Le premier élément nouveau est le rôle d'intermédiaire qu'a joué, à partir de 1976, une société financière de Zurich, la Ultrafin, dans la distribution des fonds reçus d'ELFERAP par la Fisalma, société des « inventeurs », aux différents créanciers : italiens, de celle-ci. Or, il s'avère que l'Ultrafin était une filiale du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi, dont on connaît les liens avec l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican.

Le second élément, le plus important, est évidemment la présence dans l'opération de M. Carlo Pesenti, brasseur d'affaires lombard, le seul parmi les membres du consortium étranger parrainant l'affaire dont le nom soit mentionné par le rapport de la Cour.

M. Carlo Pesenti, âgé de soixante-seize ans, qui vit quasiment retiré à proximité de la frontière franco-italienne, gérant de loin son empire, après avoir été victime de plusieurs infarctus, est l'un des grands personnages de la haute finance italienne. Au temps de sa toute-puissance, il ne cédait le pas qu'à Agnelli, qui lui avait racheté la firme automobile Lancia, en 1969. Aujourd'hui, son empire, qui allait du ciment à la banque en passant par la presse et les assurances, commence à vaciller.

Par sa société financière Italmobiliare, il contrôle certes encore la banque provinciale lombarde, la RAS (seconde société d'assurances italiennes), Italciment, qui détenait 50 % du marché italien, Francotese (électromécanique), la Financière Bastogi et deux quotidiens, *Il Tempo* de Rome et *La Voce* de Milan. Seulement, il a aussi des dettes considérables. En outre, M. Pesenti est poursuivi pour trois affaires : un prêt mystérieux de l'I.O.R. et deux opérations révélées par le krach de la Banco Ambrosiano.

Lorsque, en 1946, M. Carlo Pesenti prit en main les rênes de l'affaire familiale, seule l'Italciment existait, société créée à la fin du siècle dernier par son oncle Antonio, ami personnel de Mussolini, qui fit sa fortune dans l'exportation de ciment en Abyssinie. Trop compromis avec le fascisme, celui-ci préféra passer la main à Carlo qui, bien que ses idées ne fussent pas très éloignées de celles de son oncle, s'était montré plus prudent. Celui qu'on a surnommé « Carletto pigliatutto » (« le petit Charles qui rattrape tout ») ne tardera pas à se constituer un empire industriel et surtout financier.

Le grand atout de cet homme, qu'on dit être au gain et prudent, originaire de Bergame, une citadelle de l'Italie blanche, fut précisément ses liens avec le monde politique et financier catholique. Ami de M. Giulio Andreotti, actuel ministre des affaires étrangères, et de M. Emilio Colombo, qui avait ce portefeuille dans les précédents gouvernements, il va contribuer au milieu des années 60 au sauvetage des six banques du sénateur démocrate-chrétien Terenzio Guglielmo, évitant ainsi à la D.C. le scandale de leur faillite pour créer, en les regroupant, l'Institut bancaire italien (IBI).

Ses liens avec le monde catholique ne s'arrêtent pas là. Avec Roberto Calvi, M. Pesenti a été l'un des grands banquiers alliés étroitement à l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), la banque du Vatican. D'abord comme coactionnaire dans la banque provinciale lombarde et dans Italciment, puis pour différentes opérations, dont l'une fut ce prêt de 50 milliards de lires consenti, en 1972, par la banque vaticane à Italmobiliare, qui, indirectement, allait se transformer en franc suisses, allait se transfor-

mer en 1979 en un remboursement de 160 milliards de lires : une opération pour le moins mystérieuse et peu rentable pour un fin financier comme M. Pesenti. A moins que cette opération n'ait été qu'une couverture à une sorte de 160 milliards de lires des caisses de l'Italmobiliare, à laquelle se serait donc prêt Mgr Marcinkus, alors administrateur délégué de l'I.O.R., qui signa l'accord (dont, au demeurant, il n'y a plus trace).

Qui dit bien avec l'I.O.R. suppose lien, également, avec Roberto Calvi. Ce dernier, retrouvé mort en juin 1982 à Londres, était président du Banco Ambrosiano. Une bonne partie des actions des sociétés du groupe Pesenti avaient été déposées en garantie auprès du Banco Ambrosiano, afin d'obtenir des financements. En outre, en 1981, lorsque la famille Agnelli revendit les 10 % d'actions qu'elle possédait dans l'Italmobiliare, c'est l'Ambrosiano qui les acheta pour les revendre aussitôt aux sociétés financières de Panama... couvertes par les fameuses lettres de parrainage de l'I.O.R., source de la controverse, aujourd'hui, sur la responsabilité ou

non de la banque vaticane dans la faillite de l'Ambrosiano. Enfin, M. Pesenti fut le principal actionnaire de la banque de Roberto Calvi détenant 4 % du capital (il a perdu dans ce krach quelque 100 milliards).

Tout est loin d'être limpide dans les relations Calvi-Pesenti. Ce dernier est en effet poursuivi par la justice, d'une part comme membre du conseil d'administration du Banco Ambrosiano, et également pour avoir, par le biais de l'une de ses sociétés financières, racheté en sous-main, pour le compte de Calvi, quelque 50 milliards d'actions de la banque de ce dernier.

Un dernier point concerne les rapports de M. Pesenti avec l'Union de banques suisses et, en particulier, avec M. Philippe de Weck. Au milieu des années 60, l'Italciment risqua de tomber dans les mains de Michele Sindona (vraisemblablement banquier de la Mafia très lié au Vatican, en prison aux Etats-Unis pour banqueroute frauduleuse). Sur une intervention de M. Colombo, alors ministre du Trésor, Sindona accepta de vendre à M. Pesenti les actions en sa possession (45 milliards de lires). C'est auprès des banques suisses, et notamment de l'U.B.S., qu'il trouva les fonds. Depuis 1969, il reste très lié aux milieux bancaires helvétiques (il possède une banque à Zurich).

Or, l'U.B.S. paraît très mêlée à des opérations accomplies par des personnalités de la vie italienne dont l'honorabilité s'est avérée quelque peu douteuse. L'U.B.S. fut notamment la banque de Sindona, celle de Licio Gelli, maître de la loge P2. Elle fut également utilisée par Roberto Calvi pour payer, avant sa fuite, 20 millions de dollars à Carboni, l'affairiste arrêté pour complicité dans sa disparition.

M. Pesenti était donc lié à des personnes mêlées directement ou indirectement à l'opération des « avions renifleurs ». Il reste que, dans les milieux financiers milanais, on est étonné qu'un homme aussi méfiant que lui se soit laissé attirer dans cette affaire. La seule explication plausible est qu'il y ait été poussé par ses relations, notamment dans les milieux politico-financiers catholiques. La présence d'un cardinal parmi les « parrains » de l'opération semble attester, en tout cas, que ces milieux n'y étaient pas étrangers. On fait valoir en outre la présence, parmi les membres du consortium de parrainage, d'une banque espagnole. Certains, à Milan, se demandent s'il ne s'agirait pas du Banco occidentale de Madrid, mise en liquidation, qui a pour particularité une participation croisée avec l'I.O.R., et dans laquelle les intérêts de l'Opus Dei étaient largement représentés.

PHILIPPE PONS.

Liaisons ecclésiastiques et romaines

Dans ce roman embrouillé, M. Pesenti, lié étroitement à l'Institut pour les œuvres de religion (I.O.R.), n'est pas le seul personnage lié au Vatican. M. Daniel Boyer, homme d'affaires américain, très lié à l'inventeur belge Alain de Villegas, contrôle la Prieta Corporation. Cette société de droit luxembourgeois est dépositaire exclusive du copyright de la Biblioteca apostolica vaticana. Elle édite dans plusieurs pays d'Europe des ouvrages d'art sur les collections du Vatican. Un contrat qui suppose de bonnes relations avec le Saint-Siège.

L'ancien président de l'Union de banques suisses, M. Philippe de Weck, fut pour sa part l'une des trois personnalités nommées par le pape pour examiner les liens entre la Banco Ambrosiano et l'I.O.R. (le *Monde* du 15 juillet 1982). Il est catholique, a fait exceptionnel (à son poste) dans les milieux bancaires suisses, note le rapport Giquel.

Au détour de ce rapport, on apprend aussi que de mystérieuses « personnalités ecclésiastiques » ont assisté, le 24 juin 1978, à la signature du second accord entre la société Fisalma, la comte Alain de Villegas et ELFERAP. Une autre source indique qu'il s'agissait simplement, en fait, d'un religieux suisse.

invité personnel de M. de Weck. D'autres ecclésiastiques pouvaient à l'occasion servir de caution morale au consortium qui a soutenu les « inventeurs ».

M. Violet, un des hommes-clefs de toute l'affaire, a été fait commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire sous le pontificat de Paul VI. M. Violet connaît apparemment bien M. Pesenti. Le 6 mai 1979, par exemple, les deux hommes ont participé ensemble à un « dîner Charlemagne » à Aix-la-Chapelle, en compagnie d'autres personnalités de la droite européenne, dont M. Antoine Pinay et le comte de Villegas.

M. Pesenti y avait été invité par Fiorindam Damman, président de l'Académie européenne des sciences politiques, un club bruxellois anticomuniste, proche de la démocratie chrétienne, sur recommandation personnelle de M. Violet. « *Ecrivez à M. Pesenti à l'adresse d'Italciment et faites-lui envoyer une invitation* », relatait M. Violet à Fiorindam Damman dans une lettre du 20 mars 1970. M. Giulio Andreotti, ministre italien des affaires étrangères, était lui aussi assidu aux réunions organisées par M. Violet.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRESSE

Le gouvernement et les députés socialistes maintiennent leur volonté de ne pas exclure les journaux des partis politiques de la réforme

La presse des partis politiques n'échappera pas aux règles sur la transparence et la concentration que le projet de loi gouvernemental veut imposer à l'ensemble des journaux français. L'affaire semble maintenant pratiquement réglée. Le premier ministre, en recevant le lundi 2 janvier les responsables socialistes de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, puis les dirigeants communistes en charge du dossier, avait maintenu sa position de départ. Il n'est guère de difficultés à convaincre ses premiers interlocuteurs, ceux-ci étant depuis longtemps persuadés de l'impossibilité d'exclure les partis politiques du champ d'application de la loi ; tous les socialistes ne partagent pas, pour autant, cette position ; M. Jean-Pierre Michel (P.S., Haute-Saône), rapporteur pour avis de la commission des lois, a encore rappelé dans le *Quotidien de Paris* du 4 janvier sa préférence pour une décision différente. Mais, sur ce point il est minoritaire.

Les communistes ont, de leur côté, évolué : ils ne s'opposent plus formellement au choix de M. Pierre Mauroy, et donc au principe du maintien de l'article 2 du projet, qui définit les personnes physiques ou morales à qui il s'applique. Ils ont obtenu en compensation la limitation des pouvoirs de la commission pour la transparence et le pluralisme, puisqu'un amendement socialiste à l'article 20 devrait préciser que pourraient lui être opposés, dans sa recherche de renseignements, des limitations « résultant du libre exercice de l'activité des partis politiques » ; ainsi, par exemple, elle ne pourrait se faire communiquer le fichier des abonnés à un journal d'un parti qui, bien souvent, est aussi celui de ses adhérents. Le P.C., pour autant, n'est pas entièrement satisfait de la rédaction de l'article 20 et, en attendant un accord définitif, il maintient ses réserves sur l'article 2.

Mais, au cours de cette rencontre à l'hôtel Matignon, c'est la seule modification importante aux pouvoirs de la commission qui a été admise, avec, en plus, probablement, une nouvelle rédaction de l'article 21, qui énumère les agents de l'administration « habilités à effectuer aux vérifications requises par la commission », ne serait-ce que pour tenir compte de la récente décision du Conseil constitutionnel qui a annulé l'article 89 de la loi de finances pour 1984 sur les pouvoirs d'investigation des agents du fisc. Il est aussi prévu de réduire le délai de trois mois — prévu par l'article 14 — pendant lequel la commission pour la transparence peut suspendre le rachat d'un titre.

Mais tous les élus socialistes ne partagent pas cette vision des choses ; ceux qui sont membres de la commission des lois sont plus sensibles que ceux de la commission des affaires culturelles et que l'entourage de M. Mauroy au risque d'inconstitutionnalité. Les députés socialistes, convoqués le mardi 10 janvier, devaient avoir à trancher entre les deux thèses, jusqu'ici le groupe en réunion plénière n'a pas discuté des points délicats de ce projet.

Pour le reste, le premier ministre a accepté les autres amendements souhaités par les socialistes : exclusion des hebdomadaires des limitations à la concentration ; définition par la zone de diffusion l'importance accordée aux informations nationales et internationales des quotidiens nationaux ; possibilité de détenir un quotidien national et un quotidien régional, à condition de ne

pas dépasser, dans chaque cas, du marché ; obligation pour l'éditeur rédactionnelle d'être composé journalistes professionnels.

Dans ces conditions, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, convoquée par le gouvernement, s'est mise au travail, mercredi 4 janvier à 15 heures. L'opposition — et particulièrement les députés U.D.F. — continue sa part ses manœuvres de retard : longue défense des amendements, dépit de s'amendements... Les tentatives de débats en s'appuyant sur le moment de l'Assemblée n'ont, l'heure pas été couronnées succès, le R.P.R., venant au secours de l'U.D.F. Aussi, mercredi soir, la commission n'avait-elle pas l'examen de l'article 2, mis en réserve lors des réunions du 4 décembre. Il est donc difficile de savoir quand elle pourra avoir l'examen de ce texte, alors M. Evry aurait souhaité que ce soit le mercredi 11 janvier.

De cette partie de bras armée engagée entre l'opposition à majorité à la commission depuis la date de convocation du Parlement en session extraordinaire pour permettre de débattre de ce projet de loi sur la presse.

THIERRY BRÈME

M. CHIRAC : l'essentiel est de rassembler notre nation

M. Chirac, en adressant ses vœux mercredi 4 janvier, à l'ensemble des Français, a tenu à rassurer la majorité municipale aussi bien l'opposition, a mis l'accent sur le souhait de voir l'unité des Français « renforcée en 1984 tant au local que national. Le maire, capitale a déclaré : « Ce qui est essentiel aujourd'hui est de rassembler notre nation. C'est la carte d'appartenance à une même nation, un même peuple qui impose limites à la division ».

Parlant des relations entre l'opposition et la majorité, il a rappelé la formule de Georges Pompidou disant : « Le gouvernement a l'opposition, et c'est la loi ». « Que les opposants aient des divergences sur les moyens à mettre en œuvre, c'est la démocratie. L'important est de travailler un esprit constructif en évitant querelles et les procès d'intent, qui dénaturent le jeu normal de la compétition entre la majorité et l'opposition ».

M. Chirac a émis le vœu que le redressement de la situation économique du pays puisse s'amorcer en 1984 et que « davantage d'initiative et de responsabilité soient aux Français ».

Le maire de Paris a enfin souligné que « le gouvernement s'efforce de faire un effort maximum en faveur d'une meilleure sécurité ». Aux Français français servant au Liban, Tchad il a souhaité que la mission puisse être couronnée succès et qu'il n'y ait pas d'autres victimes.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTIC
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

4 vols par semaine
à destination du Golfe. Départs
de Roissy à 22 heures.

Gulf Air. 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons et une possibilité de détente incomparables. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaîne des Restaurateurs. Elue pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.

طيران الخليج
GULF AIR

L'envergure.

Pour plus d'information appelez Gulf Air
9 BOULEVARD DE LA MAURÉLLE, 75008 PARIS. TÉLÉPHONE 361 61 20
APPELÉZ DE PROVINCE SANS FRAIS 10 05 42 61 20

هكذا من الاميل

... LE MONDE - Vendredi 6 janvier 1984 - Page

L'ANTI-RIDES



Doyle Dane Bernbach, V.A.G. France S.A. 02600 Villers-Collelès. Tél. 96.08.03.

Tout le monde cherche à réparer des ans l'irréparable outrage. Tout le monde souhaite voir l'objet aimé garder une triomphante jeunesse... Tout le monde devrait posséder une automobile Volkswagen.

Car les Volkswagen sont garanties. Très bien garanties. Pour une raison bien simple : Volkswagen est certain de leur qualité.


D'abord, il y a la garantie pièces et main-d'œuvre qui protège votre voiture pendant 1 an, sans limitation de kilométrage.

Ensuite, la garantie-peinture. Volkswagen est tellement sûr de la solidité de ses peintures qu'elles sont garanties pendant 3 ans.

Enfin, la garantie anti-corrosion. La plus précieuse, peut-être, car la rouille ne s'attaque

pas seulement à l'aspect de votre voiture, elle est aussi un danger pour sa santé.

C'est pour cela que la garantie anti-corrosion est la plus longue : 6 ans. Pour les voitures comme pour les gens, la jeunesse est le bien le plus précieux. Volkswagen le sait. Et voilà pourquoi votre voiture ne prendra pas une ride.

VOLKSWAGEN, C'EST TOUJOURS POUR LONGTEMPS 

DANS LA REVUE «ÉTUDES»

Le Père Verspieren accuse certains hôpitaux français d'accélérer la mort de malades qui souffrent

La revue jésuite *Études* publie, dans son numéro de janvier, un article de Patrick Verspieren, ancien directeur du centre Laennec (numéro de médecins catholiques), qui dénonce le recours, par le personnel soignant de certains hôpitaux français à des « cocktails lytiques », mélanges de drogues destinés à soulager des douleurs, mais qui plongent le patient dans l'inconscience et accélèrent le processus de la mort.

Si certains soignants en sont ravis, malgré les moyens dont dispose la médecine, écrit le Père Verspieren, membre de la Compagnie de Jésus, c'est que la notion même d'un soulagement efficace des souffrances extrêmes « se heurte vite en France à l'incrédulité et au scepticisme ». Les médecins, outre-à, restent pour la plupart étrangers à la souffrance de celui qui meurt.

Cette attitude psychologique des ignants provoque, écrit le Père Verspieren, par contrecoup, une autre réaction : « Si la médecine devient incapable de maintenir un état minimum de santé, il vaut mieux que l'homme meure (...). » « Telle est la conviction qui, à mon avis, se répand de plus en plus dans la société. »

Il s'agit en fait, ajoute l'auteur, de la peur « d'entrer en relation avec le mourant », un mur de silence (...). Anxiété et douleur s'amplifient mutuellement, et le malade est ainsi entraîné dans le cercle vicieux de la « souffrance totale » qui devient rapidement insupportable non seulement à l'intéressé, mais aussi à son entourage.

D'où le recours aux « cocktails lytiques » que dénonce le Père Verspieren : « De tels mélanges de drogues sont employés constamment, systématiquement même dans certains services hospitaliers. Ils y sont devenus la médication habituelle des derniers jours de la vie. »

« Notre société a perdu l'habitude de côtoyer la mort », ajoute le Père Verspieren. Elle doit s'attaquer résolument au problème du soulagement de la souffrance. Ainsi l'ont fait en Grande-Bretagne notamment certains professionnels de la santé qui savent trouver le temps, la disponibilité nécessaires et le courage d'affronter la relation avec celui qui meurt. « La création en France de quelques petites unités de soins où l'on manierait avec précision les thérapeutiques de la douleur de celui qui meurt est donc une nécessité impérieuse », conclut le Père Verspieren.

ren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants à où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves. Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Le Père Verspieren a joué depuis longtemps, à la tête du centre Laennec, un rôle de pionnier sur que changent des attitudes qu'il dénonçait vigoureusement à l'égard de la douleur. Non, disait-il, il ne s'agit pas de rédemption. Elle n'est que celle qu'elle apporte et la longé dans la solitude et la tristesse.

Son message a été mal compris, parfois mal reçu et quasiment toujours mal appliqué. Les praticiens, angoissés, à part de très rares exceptions, ignorent tout en effet du traitement de la douleur, et ils ne reçoivent aucun enseignement à ce sujet, si ce n'est des infirmières. Les « centres de la douleur » créés en France avec un grand retard survent avec difficulté et n'ont pu venir la reconnaissance officielle

qui leur permettrait d'organiser un enseignement systématique. Le recours aux moyens extrêmes, tel le placement d'une perfusion plongeant le malade dans l'inconscience, reste extrêmement rare bien qu'il soit dans certains cas indispensable. Un tel acte n'est pas, en effet, monnaie courante dans les hôpitaux, ne serait-ce que parce qu'un malade inconscient pose des problèmes de prise en charge particulièrement difficiles, et parce que ceux qui savent manipuler ce type de cocktail lytique sont très peu nombreux.

Il appartient aux facultés de médecine et de pharmacie et aux écoles d'infirmières de remédier à ces carences, conduisant, et c'est sans doute cela qu'a voulu dénoncer avec quelque excès le Père Verspieren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants à où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves.

Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

ren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants à où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves. Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Les folles dépenses d'une maîtresse femme

Et si les carnets de Léonce Boissonnet, ces pièces maîtresses de l'accusation, n'étaient pas à tout coup écrits d'évangile ? La question a surgi, mercredi 4 janvier. Et M^{me} Jacqueline Fayard a fait montre, à soixante-trois ans, de la pugnacité d'une maîtresse femme, avec un je-ne-sais-quoi qui fait croire à l'affirmation d'un bon droit.

M^{me} Fayard fut avec son mari, une pionnière de l'industrie du plastique. A Sainte-Sigolène (Haute-Loire), ils employaient quatre cents salariés. A l'automne de leur vie, il se trouva que des groupes européens leur proposaient d'acheter leurs usines et leurs biens. Après examen, ils donnèrent la préférence, en avril 1977, aux Hollandais d'Unilever.

Jusque-là, ils ignoraient l'un et l'autre. Dans leur province, la B.N.P. locale et la Société lyonnaise leur suffisaient. Ce furent ces Hollandais qui demandèrent que l'opération se fit par le canal de Paribas. Il en fut donc ainsi et, pour 16 600 000 francs, les Fayard se donnèrent un droit luxueux à la retraite. La somme fut versée pour un quart sur un compte bloqué pendant quatre ans, à titre de garantie. Le reste, plus de 12 millions, allant à un compte joint au nom de M. et M^{me} Fayard, libres d'en disposer immédiatement comme ils l'entendaient.

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention « M^{me} Fayard » suivie de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Pour une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne M^{me} Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, chacun l'admet, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

« On a moissonné ma vie »

Alors, si cette M^{me} Fayard des carnets n'était pas l'épouse de Sainte-Sigolène ? Elle le dit haut et fort. M^{me} Jacqueline Fayard. « Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept M^{me} Fayard parmi les clients. »

Du reste, M^{me} Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guides. Achat de tableaux de maître, Ingres, Sisley, Corot, etc. pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux, 900 000 francs encore pour des voyages de rêve, comme celui de l'Orient-Express, des croisières, sans parler des 3 530 000 francs qu'il fallut payer au fisc et des 1 200 000 francs de bijoux. A cela, aucune honte :

« Moi, monsieur le président, quand je fais des dépenses, je les fais et je me dépêche aussitôt de les oublier. »

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention « M^{me} Fayard » suivie de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Pour une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne M^{me} Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, chacun l'admet, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

« On a moissonné ma vie »

Alors, si cette M^{me} Fayard des carnets n'était pas l'épouse de Sainte-Sigolène ? Elle le dit haut et fort. M^{me} Jacqueline Fayard. « Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept M^{me} Fayard parmi les clients. »

Du reste, M^{me} Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guides. Achat de tableaux de maître, Ingres, Sisley, Corot, etc. pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux, 900 000 francs encore pour des voyages de rêve, comme celui de l'Orient-Express, des croisières, sans parler des 3 530 000 francs qu'il fallut payer au fisc et des 1 200 000 francs de bijoux. A cela, aucune honte :

« Moi, monsieur le président, quand je fais des dépenses, je les fais et je me dépêche aussitôt de les oublier. »

AU PROCÈS PARIBAS

Les folles dépenses d'une maîtresse femme

Et si les carnets de Léonce Boissonnet, ces pièces maîtresses de l'accusation, n'étaient pas à tout coup écrits d'évangile ? La question a surgi, mercredi 4 janvier. Et M^{me} Jacqueline Fayard a fait montre, à soixante-trois ans, de la pugnacité d'une maîtresse femme, avec un je-ne-sais-quoi qui fait croire à l'affirmation d'un bon droit.

M^{me} Fayard fut avec son mari, une pionnière de l'industrie du plastique. A Sainte-Sigolène (Haute-Loire), ils employaient quatre cents salariés. A l'automne de leur vie, il se trouva que des groupes européens leur proposaient d'acheter leurs usines et leurs biens. Après examen, ils donnèrent la préférence, en avril 1977, aux Hollandais d'Unilever.

Jusque-là, ils ignoraient l'un et l'autre. Dans leur province, la B.N.P. locale et la Société lyonnaise leur suffisaient. Ce furent ces Hollandais qui demandèrent que l'opération se fit par le canal de Paribas. Il en fut donc ainsi et, pour 16 600 000 francs, les Fayard se donnèrent un droit luxueux à la retraite. La somme fut versée pour un quart sur un compte bloqué pendant quatre ans, à titre de garantie. Le reste, plus de 12 millions, allant à un compte joint au nom de M. et M^{me} Fayard, libres d'en disposer immédiatement comme ils l'entendaient.

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention « M^{me} Fayard » suivie de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Pour une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne M^{me} Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, chacun l'admet, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

« On a moissonné ma vie »

Alors, si cette M^{me} Fayard des carnets n'était pas l'épouse de Sainte-Sigolène ? Elle le dit haut et fort. M^{me} Jacqueline Fayard. « Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept M^{me} Fayard parmi les clients. »

Du reste, M^{me} Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guides. Achat de tableaux de maître, Ingres, Sisley, Corot, etc. pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux, 900 000 francs encore pour des voyages de rêve, comme celui de l'Orient-Express, des croisières, sans parler des 3 530 000 francs qu'il fallut payer au fisc et des 1 200 000 francs de bijoux. A cela, aucune honte :

« Moi, monsieur le président, quand je fais des dépenses, je les fais et je me dépêche aussitôt de les oublier. »

Or voici qu'en 1980, après la saisie par les Douanes des carnets Boissonnet, on trouve sur une de leurs pages une mention « M^{me} Fayard » suivie de chiffres en francs suisses correspondant à une valeur de 2 300 000 francs, assortis d'indications de revenus correspondants disponibles. Pour une observation s'impose. Pourquoi est-il fait mention, pour ce qui concerne M^{me} Fayard, de revenus pour l'année 1976 ? A cette époque, ni elle ni son mari, chacun l'admet, n'ont jamais mis les pieds à Paribas.

« On a moissonné ma vie »

Alors, si cette M^{me} Fayard des carnets n'était pas l'épouse de Sainte-Sigolène ? Elle le dit haut et fort. M^{me} Jacqueline Fayard. « Les Fayard ? Rien que chez nous, il y en a trente-quatre, et à Paribas, il y avait dix-sept M^{me} Fayard parmi les clients. »

Du reste, M^{me} Fayard de Sainte-Sigolène et son époux vécurent à grandes guides. Achat de tableaux de maître, Ingres, Sisley, Corot, etc. pour 4 230 000 francs, 1 000 000 de francs de travaux, 900 000 francs encore pour des voyages de rêve, comme celui de l'Orient-Express, des croisières, sans parler des 3 530 000 francs qu'il fallut payer au fisc et des 1 200 000 francs de bijoux. A cela, aucune honte :

« Moi, monsieur le président, quand je fais des dépenses, je les fais et je me dépêche aussitôt de les oublier. »

Alors, non, vraiment, pas de compte en Suisse et pas de point pour le sol. Que reste-t-il ? Il reste que toutes les folles dépenses évoquées par M^{me} Fayard n'atteignent pas, malgré tout, les 16 600 000 francs de la vente de l'usine.

« On arrive à 14 millions, dit le président. Il en manque 3. »

— Heureusement, dit cette femme superbe, Mais je vous garantis qu'ils ne sont pas en Suisse.

— Comment expliquez-vous pourtant ces détails des carnets de Boissonnet ?

— Qu'est-ce qui vous dit que c'est moi qui suis nommée ? Tenez, on trouve à côté de mon nom cette mention vraiment curieuse : « pour son petit copain ». « Dites froidement que j'avais un gigolo ! Ce sont là des choses humiliantes pour moi. Par les sergents qui courent, je fais peut-être vieux jeu, mais c'est comme ça. »

— Cela pourrait vouloir désigner votre mari.

— Mon mari, petit copain ? Mais quoi encore !

— Je vous propose une interprétation qui puisse ne pas vous blesser.

— Vous êtes vraiment trop aimable. Depuis cinq ans, on a moissonné ma vie dans tous les sens. On m'a promise partout. Vous croyez que c'est agréable ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Incompétence ou archaïsme

Le Père Verspieren a joué depuis longtemps, à la tête du centre Laennec, un rôle de pionnier sur que changent des attitudes qu'il dénonçait vigoureusement à l'égard de la douleur. Non, disait-il, il ne s'agit pas de rédemption. Elle n'est que celle qu'elle apporte et la longé dans la solitude et la tristesse.

Son message a été mal compris, parfois mal reçu et quasiment toujours mal appliqué. Les praticiens, angoissés, à part de très rares exceptions, ignorent tout en effet du traitement de la douleur, et ils ne reçoivent aucun enseignement à ce sujet, si ce n'est des infirmières. Les « centres de la douleur » créés en France avec un grand retard survent avec difficulté et n'ont pu venir la reconnaissance officielle

qui leur permettrait d'organiser un enseignement systématique. Le recours aux moyens extrêmes, tel le placement d'une perfusion plongeant le malade dans l'inconscience, reste extrêmement rare bien qu'il soit dans certains cas indispensable. Un tel acte n'est pas, en effet, monnaie courante dans les hôpitaux, ne serait-ce que parce qu'un malade inconscient pose des problèmes de prise en charge particulièrement difficiles, et parce que ceux qui savent manipuler ce type de cocktail lytique sont très peu nombreux.

Il appartient aux facultés de médecine et de pharmacie et aux écoles d'infirmières de remédier à ces carences, conduisant, et c'est sans doute cela qu'a voulu dénoncer avec quelque excès le Père Verspieren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants à où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves.

Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

ren, à l'usage de moyens lourds ou inopérants à où des méthodes plus simples mais insuffisamment connues ont fait leurs preuves. Aucune de ces méthodes n'exige la technologie complexe qui caractérise les grands hôpitaux. Il importe donc également de développer l'hospitalisation à domicile, inexistante en France, et les lieux d'accueil du type Saint-Christophe ou les Dames-du-Calvaire, à Paris, qui est, cette fois, du ressort des pouvoirs publics.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

Lois de « favoriser l'euthanasie active », le corps médical français et son autorité de tutelle gardent, à l'égard de la douleur et de la mort, des attitudes, hélas, largement dominées par l'incrédulité, l'indifférence ou l'archaïsme.

L'usage de la cocaïne se répand aux Etats-Unis et en Europe

L'usage de la cocaïne est en augmentation aux Etats-Unis. Selon les estimations officielles, cinq millions de personnes environ consomment au moins une fois par mois de cette drogue et vingt millions d'Américains en auraient pris au moins une fois.

L'ampleur de l'usage a entraîné une saturation du marché et une baisse des prix. Les trafiquants ont de plus en plus de difficultés pour écouler leur marchandise. Ils cherchent actuellement à ouvrir des marchés en Europe, où la consommation de cocaïne a également augmenté au cours de cette année. Pour la première fois en France, les saisies de cocaïne en 1983 ont dépassé les saisies d'héroïne (180 kilos d'héroïne et 200 kilos de cocaïne).

Une récente enquête établie à partir des réponses de milliers d'usagers américains s'adressant à Cocaine Helpline, un service téléphonique d'aide aux toxicomanes, met l'accent sur les dangers d'une drogue qui passe pour ne pas entraîner d'accoutumance. Selon le New York

Times, de nombreux correspondants de Cocaine Helpline auraient fait état de troubles dépressifs, d'anxiété et de panique.

Ces indications sont confirmées dans un pré-rapport que publie le Traité d'union, une association d'aide aux toxicomanes sortant de prison, que dirige le docteur Francis Cutler.

« Le bond en avant de la consommation de la cocaïne, indique-t-il, est le fait marquant de l'évolution de la toxicomanie en France, en 1983. Elle représente cette année 15,2 % des drogues consommées par les consultants du Traité d'union (ce chiffre n'était que de 9,7 % en 1982). » « Ce fait est extrêmement grave, souligne de responsable du Traité d'union, car il confirme que le mode des Etats-Unis est en train de s'implanter en France, malgré nos mises en garde répétées à l'encontre d'une drogue presque aussi dure que l'héroïne, contrairement à ce que voudraient laisser croire certains milieux de la jet society et du show-business. »

« Un événement de grande ampleur »

Ces conclusions, qui ont rendu perplexes des scientifiques, ont été publiées dans un rapport du GEPAN (Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés). Tout en constatant qu'il s'agit d'un événement de grande ampleur, le rapport reste prudent. Au plan physique, il estime que « les interprétations possibles (choc, frottement...) restent cependant trop diverses et vagues pour que l'on puisse considérer qu'elles fournissent une confirmation définitive des

« Un événement de grande ampleur »

Ces conclusions, qui ont rendu perplexes des scientifiques, ont été publiées dans un rapport du GEPAN (Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés). Tout en constatant qu'il s'agit d'un événement de grande ampleur, le rapport reste prudent. Au plan physique, il estime que « les interprétations possibles (choc, frottement...) restent cependant trop diverses et vagues pour que l'on puisse considérer qu'elles fournissent une confirmation définitive des

« Un événement de grande ampleur »

Ces conclusions, qui ont rendu perplexes des scientifiques, ont été publiées dans un rapport du GEPAN (Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés). Tout en constatant qu'il s'agit d'un événement de grande ampleur, le rapport reste prudent. Au plan physique, il estime que « les interprétations possibles (choc, frottement...) restent cependant trop diverses et vagues pour que l'on puisse considérer qu'elles fournissent une confirmation définitive des

L'usage de la cocaïne se répand aux Etats-Unis et en Europe

L'usage de la cocaïne est en augmentation aux Etats-Unis. Selon les estimations officielles, cinq millions de personnes environ consomment au moins une fois par mois de cette drogue et vingt millions d'Américains en auraient pris au moins une fois.

L'ampleur de l'usage a entraîné une saturation du marché et une baisse des prix. Les trafiquants ont de plus en plus de difficultés pour écouler leur marchandise. Ils cherchent actuellement à ouvrir des marchés en Europe, où la consommation de cocaïne a également augmenté au cours de cette année. Pour la première fois en France, les saisies de cocaïne en 1983 ont dépassé les saisies d'héroïne (180 kilos d'héroïne et 200 kilos de cocaïne).

Une récente enquête établie à partir des réponses de milliers d'usagers américains s'adressant à Cocaine Helpline, un service téléphonique d'aide aux toxicomanes, met l'accent sur les dangers d'une drogue qui passe pour ne pas entraîner d'accoutumance. Selon le New York

Times, de nombreux correspondants de Cocaine Helpline auraient fait état de troubles dépressifs, d'anxiété et de panique.

Ces indications sont confirmées dans un pré-rapport que publie le Traité d'union, une association d'aide aux toxicomanes sortant de prison, que dirige le docteur Francis Cutler.

« Le bond en avant de la consommation de la cocaïne, indique-t-il, est le fait marquant de l'évolution de la toxicomanie en France, en 1983. Elle représente cette année 15,2 % des drogues consommées par les consultants du Traité d'union (ce chiffre n'était que de 9,7 % en 1982). » « Ce fait est extrêmement grave, souligne de responsable du Traité d'union, car il confirme que le mode des Etats-Unis est en train de s'implanter en France, malgré nos mises en garde répétées à l'encontre d'une drogue presque aussi dure que l'héroïne, contrairement à ce que voudraient laisser croire certains milieux de la jet society et du show-business. »

« Un événement de grande ampleur »

Ces conclusions, qui ont rendu perplexes des scientifiques, ont été publiées dans un rapport du GEPAN (Groupe d'études des phénomènes aérospatiaux non identifiés). Tout en constatant qu'il s'agit d'un événement de grande ampleur, le rapport reste prudent. Au plan physique, il estime que « les interprétations possibles (choc, frottement...) restent cependant trop diverses et vagues pour que l'on puisse considérer qu'elles fournissent une confirmation définitive des

histoire

Un Américain au secours de Louis XVI

● **Un ambassadeur plein d'entre-gent**

B RILLANT orateur, fin politicien, spécialiste des questions financières, ayant participé à la lutte pour l'indépendance, à la rédaction de la Constitution et à la création de la Banque d'Amérique du Nord, l'avocat et homme d'affaires Gouverneur Morris (qui doit ce prénom curieux au nom de famille de sa mère, Sarah Gouverneur, descendante d'immigrés protestants français) semblait destiné à faire partie de cette cohorte d'hommes illustres qui ont gouverné la nouvelle république des États-Unis. Mais l'homme était trop non conformiste pour se plier aux contraintes d'une carrière politique classique. Aussi décida-t-il de prendre de l'air et de venir, par un heureux hasard, le témoin direct - d'abord comme observateur, puis comme conseiller occulte, enfin, de 1792 à 1794, comme ambassadeur des États-Unis - du grand chamboulement de la Révolution française.

De son arrivée en France en janvier 1789 à son retour aux États-Unis en 1798, il note presque chaque jour, dans son Journal, ses impressions, ses réflexions sur les événements, ses rencontres, les menus faits de sa vie quotidienne. Esprit libre et réaliste, curieux de tout, brillant causeur, grand amateur de femmes (il a perdu une jambe à Philadelphie en fuyant précipitamment la maison d'un mari trompé), il est facilement admis

dans la haute société et devient un habitué des salons parisiens.

Son opinion sur la situation sociale et politique est claire et ne variera pas pendant tout son séjour : pour lui, une réforme profonde des institutions est nécessaire, mais la France n'est pas assez riche pour supporter la république, celle-ci ne pouvant mener qu'à l'anarchie, puis à la dictature. La France a besoin d'un exécutif fort, qui ne peut être que le roi, et celui-ci doit s'appuyer sur les forces montantes pour réaliser un gouvernement d'union. D'où ses efforts désespérés pour sauver Louis XVI à la fois de l'influence de son entourage et des assauts des « démagogues » et le convaincre de s'allier aux plus sérieux des jacobins pour prendre la tête de la révolution. Dans ce but, il ne ménagera pas ses avis et ses ententes, allant jusqu'à faire parvenir au roi des projets de discours et de réformes, et à préparer des plans d'évasion lorsque la situation de Louis XVI devient désespérée.

Après le 10 août 1792, Gouverneur Morris, tout en constatant l'échec de cette politique, reste à son poste, estimant qu'un peuple a le droit de se donner le gouvernement qu'il désire, même si c'est pour son malheur et qu'il faut préserver à tout prix les relations d'amitié entre les États-Unis et la France. Il est alors le seul représentant d'un pays étranger à Paris. Il passe la période de la Terreur dans sa propriété de Seine-Port, en s'efforçant d'aider ses amis aristocrates en péril.

Lorsqu'il est mis fin à ses fonctions d'ambassadeur, il ne peut se résoudre à quitter un continent où il se passe des choses si intéressantes. Il parcourt l'Europe, faisant le tour des cours royales et des cercles d'émigrés (il ne désespère pas de voir Louis XVIII jouer le rôle que Louis XVI n'a pas su assumer) et continuant à vaquer à ses affaires. Il rentrera aux États-Unis avec une solide fortune (les périodes troublées sont toujours bonnes pour le négociant), un peu las, mais ravi d'avoir été mêlé à des aventures aussi excitantes, la tête pleine du souvenir de ses bonnes fortunes.

Il finira par se marier avec une femme pauvre et vertueuse, qui adoucirait ses vieux jours et se plongera, après la mort de son épouse en 1816, dans la lecture des deux volumes de son Journal, dont elle avait gardé les passages les plus intéressants.

S'appuyant sur ce document, Jean-Jacques Fiechter nous présente avec cette biographie de Gouverneur Morris, une vision très particulière de la Révolution française, qui a la chaleur de l'amitié et le charme de l'exotisme.

FREDERIC GAUSSEN.

★ **UN DIPLOMATE AMERICAIN SOUS LA TERREUR. LES ANNEES EUROPEENNES DE GOUVERNEUR MORRIS (1789-1798)**, de Jean-Jacques Fiechter, Fayard, 460 p., 98 F.

★ **Signaux de la révolution du siècle. LES SENS COMMUNS**, écrit en 1776 par un homme qui fut, lui aussi, directement mêlé aux deux révolutions américaines et françaises : Thomas PAINÉ, (Aubier, 218 p., 69 F.).

Germaine de Staël, cette belle intelligence

(Suite de la page 11.)

Derrrière le faible monarque, la cour songe moins à préserver un principe qu'à maintenir des privilèges. La sévère Germaine exerce son aveuglement d'une phrase, elle aussi applicable à d'autres circonstances : « Il fallait sacrifier ce qui était impossible à défendre pour sauver ce qui pouvait être maintenu ». Aux privilèges de combien de régimes la remarque ne s'applique-t-elle pas encore ?

Ce témoignage intelligent ne doit pourtant pas se confondre avec quelques précautions. Émotive, mais aussi sous son calme helvétique, la noble dame ne résiste pas toujours à ses nerfs ou à ses passions. Extatique devant son père, dithyrambique pour le roi, elle encaisse très scrupuleusement ses amis et la Constitution anglaise, mais se livre à d'innombrables horreurs à ses adversaires. En 1789, elle rencontre Robespierre dans le salon paternel et frémit devant ses traits « ignobles », son « teint pâle », ses « veines d'une couleur verte ». La royaliste M^{me} de La Tour du Pin croisa aussi le député d'Arras, à la même époque. Elle en garde le souvenir moins repugnant d'un personnage « en habit vert pompadour et superlativement coiffé avec une forêt de cheveux blancs ».

Pareil à Frankenstein ou pimpant comme un maître des cérémonies, l'incorruptible partagera bientôt avec Mirabeau, Barnave, Sieyès et quelques autres illustres orateurs de la Constituante la cruelle déception de ne pas dominer les forces qu'il déchaine. Au sujet de ses amis aristocrates ralliés au tiers état, M^{me} de

Staël constate qu'ils manquent de ressources : « à cause de leur petit nombre ». Cette formule s'applique à d'autres. Elle concerne même tous les meneurs successifs du mouvement.

À la différence de son modèle anglais ou de son imitation russe, la Révolution française ne trouva ni son Cromwell pour la conduire ni son Lénine pour l'arrêter. Du serment du Jeu de paume au 18 Brumaire, Mirabeau, La Fayette, Danton, Robespierre, Barras, s'épuisent à la tâche, pour ne rien dire des Lameth, Adrien Dupont, Brissot et consorts, disparus dans ses tourbillons. Si le véritable homme d'État se reconnaît à l'œuvre de longue haleine, aucun de ces messieurs n'en mérite le nom. Richelieu et Bismarck, c'est quand même autre chose.

Réfugiée en Suisse pendant la Terreur, Germaine regagne Paris sous le Directoire. Elle ouvre son salon, et dispose d'un grand pouvoir pour biser Talleyrand jusqu'au ministère des relations extérieures. « M. de Talleyrand avait besoin qu'on l'aiderait pour arriver au pouvoir ; mais il se passait ensuite très bien des autres pour s'y maintenir », gémit-elle plus tard, quand cet amant aussi expéditif qu'utilitaire l'abandonnera aux représailles de Napoléon.

Sur la tombe des enthousiastes rétrogrades de 1789 se profile maintenant un personnage d'une autre dimension. Ce jeune, ce glorieux général d'Italie, Germaine voudrait bien l'embobiner. Aux femmes de talent, il préfère argement les amoureuses.

Sans arrière-pensée, car il en existe. Sans doute estimait-il leurs rivaux intellectuelles assommantes dans l'intimité. A peine au lit, voilà qu'elles attrapent un livre ou récitent un discours. Par compensation, Talleyrand épousera une imbécille, ce qui pose au peu fol le besoin de respect.

Germaine ne pardonnera jamais à Bonaparte son indifférence. Toujours méthodique, elle le poursuit de sa hargne jusqu'à Waterloo. Rendue presque sourde par la fièvre, elle lui dédie, cependant quelques beaux passages. De même qu'elle voyait, dix ans plus tôt, Louis XVI décapité à quelques pas, Napoléon de Staël regardait maintenant Bonaparte enrouler en maître dans le palais de l'Élysée. « Quand sa voiture fut arrivée dans la cour des Tuileries, rapporte-t-elle, ses vagues coururent la portière et précipitèrent le manchepied avec une violence qui semblait dire que les choses physiques elles-mêmes étaient insolentes lorsqu'elles retardent la marche de leur maître. » Dans ces quelques mots, passe aussi le souffle d'un grand livre, et l'énergie d'une belle intelligence.

GILBERT COMTE.

★ **CONSIDERATIONS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, de M^{me} de Staël, présentée et annotée par Jacques Guichet, Tallandier, collection « La-Texte », 693 p., 95 F.

★ **Signaux de la révolution du siècle. LES SENS COMMUNS**, écrit en 1776 par un homme qui fut, lui aussi, directement mêlé aux deux révolutions américaines et françaises : Thomas PAINÉ, (Aubier, 218 p., 69 F.).

au fil des lectures

Poésie

Les derniers recueils de Luc Bérinmont

Parisien ennemi des parisiens, Luc Bérinmont, mort il y a quelques jours (le Monde du 30 décembre), s'est toujours tenu à l'écart des avant-gardes et des écoles littéraires. Fils proche de l'école de Rochefort, qu'illustrèrent en particulier René-Guy Cadou et Jean Rousselot, il a préféré l'éclat à l'obscurité et l'éloge à la satire - façon moderne - à la remise en cause philosophique. Spontané, gracieux, il a été le poète des émotions immédiates et des descriptions qui savent allier l'image joyeuse à un sentiment de sympathie avec les hommes, les plantes, les bêtes. Cette inspiration au grand air ne le dispensait pas de longs préparatifs : on se plaisait à le lire comme le message direct d'un tempérament à cœur ouvert.

Les deux derniers livres de Luc Bérinmont publiés simultanément, *Reprise du récit* et *Ouvrir des carreaux*, traduisent un ton nouveau et donnent l'impression d'une nécessité autrement tendue, comme si les profondeurs du poète, soudain, apparaissaient sous son parti pris de joie, de bonhomie et d'esthète léger. Après le bonheur vient l'angoisse du bonheur. Les certitudes vacillent, et le verbe, jadis un calin ou enjoué, va, en ligne directe, vers la plaie et l'interrogation. La simplicité même se fait pathétique.

« On se rencontre en sa maison / Le feu tiré / La lampe étrange / On se voit coq sans fumier / Un loup sans loi / Un champ sans trèfle / On est le fer pour le volet / On se cogne à soi »

On bat vide »

Gravité des carreaux, surtout, contient d'admirables poèmes où la glorification de la vie et de l'amour, de la présence et de la nature n'exclut plus la dimension tragique. À la fin de la rue perpétuelle, il ne reste que la nostalgie. À la sortie de l'amour, il y a l'impossibilité de le revivre. Lorsque le poète radieux s'est écrit, il convient de réviser son envers, c'est-à-dire la strophe qui ne pardonne rien et qui enregistre la peur du néant. Au plaisir sans arrière-pensée, Luc Bérinmont substitue une grande dignité, grave et nue.

ALAIN BOSQUET.

★ **REPRISE DU RÉCIT**, de Luc Bérinmont, Rougerie, 148 p., 60 F.

★ **GRENIER DES CARAVANES**, de Luc Bérinmont, les gravés de Roger Toulouse. Éditions Caracères (7, rue de l'Arbalète, Paris-5), 118 p., 1000 F.

Lettres étrangères

La grise Irlandaise de McGahern

Les enfants de l'Irlande sont tristes. De James Joyce à Flann O'Brien en passant par J.M. Synge, ils portent jusqu'à leurs rires le poids d'une mémoire fourrée par les ombres de la nostalgie. John McGahern ne déroge pas à la « loi » du pays : en témoignent des récits comme *l'Obscur* (1) ou le *Porno-graphie* (2). *Journa d'adulte*, qui vient de paraître, s'inscrit chronologiquement entre les deux romans précités.

On y retrouve le narrateur sous les traits d'un insouciant qui effectue, dans l'école où il a travaillé plus de neuf ans, sa dernière journée de service. Il est en effet licencié pour ne pas avoir déclaré aux autorités religieuses son mariage. Suprême péché ! Tout au long de ces ultimes heures, il revivra les événements qui l'ont conduit à cette situation : la mort de sa mère, le conflit l'opposant à un père violent et autoritaire, des aventures amoureuses.

Si McGahern respecte la linéarité du déroulement des faits, il ne s'oblige pas à présenter les retours en arrière comme cela. Dans sa logique, le passé et le présent font partie du même moule, et ce, pour une raison très simple : face à sa mère, qu'il adore, ou face au directeur de l'école qui l'emploie, il se retrouve toujours confronté au carcan des relations sociales obligées et de la religion.

La seule façon pour lui de s'en sortir, c'est de se mettre hors la loi. D'où le regret. Mais aussi une certaine liberté, la possibilité de s'affirmer hors les divines sentiers, que ceux-ci mènent à l'église ou au pub. Il n'en reste pas moins le sentiment d'appartenir à un peuple enfoncé dans sa tourbe, isolé sur son île. C'est ici que McGahern nous donne son plus bel effet, celui où il s'inscrit avec la certitude de la terre qu'il porte en lui. Sa topographie n'a rien à voir avec celle des guides touristiques : on devrait davantage parler d'une sorte de géographie intérieure du narrateur. Ses déchirements, ses passions, apparaissent comme autant de gouffres et de rocs impenetrables. C'est un paysage émuant, poignant parfois.

BERNARD GENIÈS.

★ **JOURNÉE D'ADULTE**, de John McGahern, traduit de l'anglais par Alain Delahaye, Presses de la Renaissance, 276 p., 79 F.

(1) Éditions de la Sphère.

(2) Éditions Presses de la Renaissance.

Alphonse Tiérou

LA DANSE AFRICAINE

C'est la vie

L'une des plus intéressantes pratiques que l'Afrique puisse offrir aujourd'hui à l'homme occidental

Un volume illustré, 156 pages : 70 F

Chez tous les bons libraires et chez l'éditeur

MAISONNEUVE ET LAROSE

18, rue Victor-Cousin - 75005 Paris - Tél. : 534.32.70

Ah, ces lecteurs...

On se souvient de la polémique qui avait surgi - à l'initiative de Jean-Edern Hallier - à propos du dernier livre de Jacques Attali, *Histoires du temps* : l'auteur était accusé de ne pas avoir cité toutes ses sources et d'avoir purement et simplement réécrit certains livres dont il était inspiré. Jacques Attali avait répliqué en disant que sa bibliographie était si abondante (elle comptait 274 titres...) qu'il n'avait pas voulu surcharger son livre d'innombrables appels de notes - et qu'il avait bien pu oublier quelques guillemets par-ci, par-là...

Mais pour la publication de son ouvrage en livre de poche il a pris ses précautions. La bibliographie est passée de 274 références à 308, et il a fait précéder son texte de la note suivante : « Le présent livre ne se prétend pas un ouvrage historique à proprement parler, mais, notamment dans ses premières parties, une réflexion à partir de matériaux et d'analyses accumulés au fil des temps par témoins et chercheurs. Afin de mettre en évidence ces références à l'ample bibliographie qui figure en fin de volume, l'auteur, répondant à l'attente d'un certain nombre de lecteurs, a fait figurer dans cette nouvelle édition l'ensemble des appels de notes correspondants. » Et il termine auprès de ceux qui pourraient au contraire estimer que la fiabilité de son livre s'en trouve amoindrie : « Ah ces lecteurs ! Jamais contents... » - F. G.

Les premières manifestations de l'Année Diderot

On n'attendra pas le 30 juillet, jour de la mort du philosophe, pour faire de 1984 l'Année Diderot. Dès le 12 janvier sera créée, à Reims, une pièce insolite de Jacques Kraemer, le *Manuscrit trouvé à Langres* : « La fille infatuée » de Diderot. Le 20 janvier, toujours à la Maison de la culture de Reims, une journée entière marquera l'ouverture officielle de l'Année : en une « Rencontre des régions autour de l'Encyclopédie vivante », des conférences, des « tables rondes », une exposition, évoqueront aussi bien l'œuvre de Diderot que les problèmes posés, aujourd'hui, par tout projet encyclopédique. MM. Jack Lang et Bernard Stasi prendront la parole au cours de cette

vient de paraître

Roman
HENRI DE LATOUCHE : *Frugalité*. - Les éditions Desquignes réalisent un roman d'aventures, d'amour et de politique au sous-titre évocateur : *Naples et Paris en 1799*. Henri de Latouche fut le premier rédacteur en chef du *Figaro* et influence sans aucun doute sur les grands du romanistique. (Éditions Desquignes, 354 p., 79 F.)

Poésie
JEAN MARCENAC : *Poésies 1932-1969*. - Poésie politique « est la seule qualification que Jean Marcenac revendique pour son œuvre, lui qui se sent héritier du surréalisme et poète de la Résistance. (Temps actuels, 227 p., 75 F.)

Histoire littéraire
PIERRE MASSON : *André Gide, voyage et écriture*. Une relecture de l'œuvre de Gide, écrivain et voyageur. Il accomplissait une sorte de « voyage à la poursuite d'un éternel absent ». (Presses universitaires de Lyon, 431 p., 115 F.)

Archéologie
COLIN RENFREW : *Les Origines de l'Europe*. - Directeur du département

la vie littéraire

manifestation assurée du concours de l'UNESCO et de nombreuses instances gouvernementales, régionales et locales (on ne s'étonne que de l'absence de l'université de Reims) ; en soirée sera présenté le spectacle de J. Kraemer.

D'autres initiatives jalonnent l'Année Diderot. À Paris : la Comédie-Française une reprise nouvelle de *Est-il bon, est-il méchant ?* (Métivier), un numéro spécial d'*Europe* (mai), une « table ronde » sur l'édition des *Œuvres* (le C.N.R.S., le plus bien) et un grand colloque international (juillet), une exposition sur les « Salons » à l'Hôtel de la Monnaie (octobredécembre) ; à Langres : une exposition de peintures, des concerts, des conférences, une pièce de Christophe Delachaux (*la Philosophie*). À l'étranger, les points forts seront des colloques avec une importante participation française, notamment à Leningrad (mai), Edimbourg (septembre), Kyoto (novembre), Halle et Tunis (décembre). - ROLAND DESNÈS.

★ Pour la journée du 20 janvier, demander renseignements et invitations à : Maison de la Culture, 3, chaussée Boissacq, R.P. 1183, 51057 Reims Cedex. Tél. : (26) 40-23-26.

★ Pour les manifestations langroises, s'adresser à : Roland May, Musée du Breuil, 52200 Langres.

★ Pour le colloque international de Paris : Jacques Chaillet, 7, rue de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt.

L'indispensable complément du « Mourre »

On dit « le Larousse », « le Littré », « le Robert » et, depuis cinq ans, « le Mourre ». Une excellente vente au moment des étrennes, cette année encore. De fait, les historiens, mais également le grand public, trouvent, dans les huit volumes du *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, pratiquement infatigable, toutes les références qu'ils peuvent souhaiter.

La *Chronologie universelle*, de Jacques Boudet (Bordas, 656 pages reliées, 290 F.), qui peut être employée séparément, en est le très utile complément. Quand la « nouvelle histoire » minimise les événements pour valoriser le vécu des hommes et les forces profondes qui régissent leur devenir, il convient de disposer de repères, faits de quoi on s'égare dans le tourbillon des années et des siècles comme

dans le magma des populations dispersées sur le globe de la préhistoire à nos jours.

Ici, une double annuaire : des tableaux juxtaposés montrant l'évolution de ce qui s'est passé en France et ailleurs, dans le même temps, le recensement appliqué aussi bien aux actes politiques qu'administratifs importants qu'aux faits économiques, scientifiques, religieux, artistiques, culturels, techniques, etc. Exemple : l'abbaye de La Chaise-Dieu est fondée par Robert de Turpin, d'origine normande, en Espagne, le Cid Campeador, alors que le patriarche de Constantinople, Michel Kouroukios, dénonce l'Église d'Orient de Rome.

Un précis d'histoire comparée, parfaitement maniable, ainsi peut se définir l'ouvrage de Jacques Boudet, dont la consultation est facilitée par un index alphabétique des noms d'hommes et de lieux. - GINETTE GUSTARD-ALVISTE.

« Europe » indésirable à Dreux

La revue *Europe*, fondée par Romain Rolland, qui a célébré cette année ses soixante ans et désormais inséparable de la bibliothèque municipale de Dreux (Eure-et-Loir). Avant la suppression de la revue, la revue des rayons de la bibliothèque, MM. Pierre Guesne et Charles Dobzynski ont écrit au nom du comité *Europe*, à M. Jean Hesse, maire de Dreux (proche du R.P.R.), pour s'en étonner.

« Votre revue n'a pas été interdite », a notamment répondu M. Hesse. « Notre intention a été de proposer aux Dreuxiens un éventail de publications. Nous avons notamment prévu des titres dans les domaines économiques, financiers, artistiques et spirituels. Le domaine littéraire étant particulièrement bien représenté, a conclu le maire de Dreux, il a été décidé de réduire le nombre de revues touchant à ces domaines. »

Cette réponse de M. Hesse ne fait que confirmer que les habitants de Dreux ne trouveront plus désormais *Europe* sur les rayons de leur bibliothèque, estime M. Guesne, même si cette interdiction de fait s'applique aussi les journaux contradictoires et propose un éventail d'ouvrages et « à réduire le nombre des revues ».

en bref

★ **LE PRIX FRANCE-BELGIQUE**, décerné alternativement à un écrivain belge et à un écrivain français, vient d'être attribué à Henri-Paul Eyraud pour les *Châteaux de soie* (Librairie académique Perrin). Le jury franco-belge, constitué par l'Association des écrivains de langue française (ADELF), dont le siège est à Paris, s'est réuni le 19 décembre à Bruxelles. Il comprenait, de côté belge, M. Albert Ayguy, de côté français, M. Albert Ayguy, M. Louis Dubray, Georges-Henri Dumont et Georges Simenon. Les jurés français étaient MM. Alain Buisine, Robert Cornevin, Auguste Viala, et M^{me} Françoise Mallet-Joris. L'ouvrage couronné est une découverte des nombreux écrivains du Proche-Orient établis par les croisés.

(Pyrrhus-Orientales), assurant le support du prix littéraire. En quelques semaines, l'ouvrage, *Le roman*, un illustré, fut jugé et publié sur le plan politique. (Éditions du Chêne, Mureaux, 66320 Vincennes, 205 p., 65 F.)

★ **L'ASSOCIATION DES ÉCRIVAINS DE LANGUE FRANÇAISE (ADELF)** a attribué son vingt-quatrième grand prix littéraire de l'Afrique noire à l'écrivain congolais Sany Labou Tadi pour son roman *l'Amant-éternel* (Seuil).

★ **PRÉFÈRES**. - Dans l'article de Jacques Collard, *Préfères et déshabillés* (*Le Monde du 26*), il est dit que l'écrivain, nous avons eu de nombreux éditeurs de la Folio de France de Paul Schmitt. Il s'agit des éditions Langes (25, rue Beaumarchais, 75010 Paris), éditeur Payot.

★ Les Éditions de Charles Lemaire (10, rue Saint-Hippolyte, 41100 Vendôme, Tel. (54) 25-13-05) ont publié le *Follet de la France* et de l'Europe, deux ouvrages édités par les croisés.

Magazine littéraire

Contes

REVUE SPECIALE

Magazine littéraire

essais

Les dernières « annotations » de Lou Andreas-Salomé

Une dialectique permanente

DANS une de ses dernières grandes lettres à Freud, en 1929, Lou Andreas-Salomé lui faisait gloire d'avoir élaboré la psychanalyse en dépassant constamment « la contradiction entre l'orientation personnelle du désir et celle qui lui impose l'existence ». Elle était ainsi la première à définir l'une des données fondamentales du drame de Freud et à la poser comme le noyau même de la psychanalyse.

Ainsi les annotations de ces carnets paraissent-elles un peu dans le

vide. Ce sont des essais, presque des aphorismes développés, qui rappellent, « non pas des thèmes, mais des atmosphères » et des « intentions ».

Les autres chapitres parlent de personnages jusqu'ici inconnus sous sa plume : Otto Weininger, Ludwig Klages et surtout Kleist. Ou bien elle brode sur des mots qui la ramènent toujours indirectement à la période de sa vie antérieure à la rencontre avec la psychanalyse. Il s'agit de l'« affaire » de la « pensée » dans le souvenir mais dans une sorte d'éternel présent sont bien celles qui rendaient cette rencontre inévitable : qu'est-ce que le « sujet » ? L'affrontement du « vrai » et du « réel » ? La conciliation de l'« objectivité » avec la « réalité » ? Les poids respectifs du « vrai historique » et du « vrai psychique » ? De quel prix le sujet paie-t-il le transmissibilité initial qui résulte du processus initial de « différenciation » ?

Or c'est dans une dialectique permanente, voire dans un véritable déchirement, que Lou Andreas-Salomé s'interroge, n'hésitant pas à dire que « la psychanalyse freudienne » a été à la fois le lieu où sa « pensée » s'est trouvée convaincue au plus haut point d'être chez elle et celui à l'intérieur duquel elle s'est éprouvée simultanément « comme détachée, absolument étrangère ».

Associant les contraires dans un même souffle, sinon dans les mêmes mots, cette formulation est très freudienne. Les pages suivantes expliquent les raisons de son adhésion à la thérapeutique ou à la méthode d'investigation de Freud. Ailleurs, des réflexions sur les concepts freudiens — en particulier sur le refoulement — conduisent à conclure à de décisives méconnaissances de ces concepts si une lecture plus attentive n'y faisait déceler précisément l'opposant combat entre « l'orientation personnelle du désir et celle qui lui impose l'existence », ce combat même qui fonde le dialogue de Lou et de Freud.

Elle était portée au mysticisme, très sensible aux philosophies du « Lebenspathos », qu'évoque Jacques Le Rider dans sa préface très nourrie. Elle était toujours fascinée par les lectures nées de l'imagination, hantée par la quête de l'Unité, de l'incorporation au Tout, et prompt à basculer « chez les constructeurs de systèmes, Jung ou Adler », comme l'admettait Freud. Et ces annotations le montrent bien.

Les faits pourtant sont là : elle n'a pas basculé, a nettement rejeté les synthèses prématurées et par consé-

quent tout a fait stériles » de Jung, toutes les « naïves philosophies », et les « abris fabriqués avec des visions du monde ». Elle a constamment tenu « le fil conducteur de la notion de sexualité » mise en lumière par Freud, comme le relève Marie Moscovici dans sa préface au recueil *L'Amour du narcissisme* (Gallimard, 1980), dont ces carnets reprennent plusieurs thèmes. Et ses plus anciennes préoccupations concernant la métaphore du miroir, la place du scopique dans l'individu, jamais contestées par Freud, en ont fait une anticipatrice extrêmement actuelle.

Or, écartant une fidélité à Freud si largement attestée, la réduisant implicitement à une parenthèse à l'intérieur d'une autre fidélité possible, Jacques Le Rider estime que Lou Andreas-Salomé « aurait succombé à la tentation du jacobisme, si elle l'avait mieux connu ». Présupposée ou conclusion de son travail, cette interprétation oriente des équivalences de termes qui précèdent à dé-

batre. Introduire « l'âme », lorsqu'il s'agit de « psychisme », intuition lorsqu'il est question de « contemplation visuelle » (*Schauung*, terme repris à Klages comme le développe une note de l'édition allemande),

« confessions » lorsque Lou pose que toute découverte, toute reconnaissance (*Erkenntnis*), se fonde sur une association, une profération langagière (*Bekennen*), cela apparaît indubitablement Lou à Jung, privilégié le philosophique, en gommant tout ce qui relève du physique (la vue, la parole). Cela renvoie Lou à ces « visions du monde », dont elle a toujours éprouvé mais rejeté la tentation, en pronant la rigueur freudienne de l'observation des faits.

Le débat n'est pas nouveau. Les philosophes germanistes français, traducteurs de Freud, l'ont provoqué depuis longtemps. Il n'est pas clos car il engage, pour les psychanalystes, l'essence même de la théorie freudienne. Si l'on se désolidarise n'est pas nier le prix du travail de Jacques Le Rider. Sa version des « carnets intimes » ou des « annotations » contraste pourtant avec ce que les traductions des œuvres antérieures et de la correspondance nous disent de Lou. Cette mise en perspective permet difficilement une récupération par le jacobisme.

JACQUES NOBECOURT.

* CARNETS INTIMES DES DERNIÈRES ANNÉES, de Lou Andreas-Salomé. Hachette, 214 p., 72 F.

Extraits

« On distingue parmi les humains ceux qui se sentent divisés en un passé et un avenir, et ceux qui vivent le présent avec toujours plus de densité, toujours plus de plénitude, — si bien que le sens du vieillissement change considérablement. Les Orientaux trouvent naturel d'insister moins sur la perfection de ce qui passe que sur la perfection de ce qui s'achève, comme approfondissement de la réalité. Nous au contraire, nous commençons à ne plus voir ce qui advient que sous l'aspect toujours plus sinistre de la mort — comme tout ce qu'on observe d'un regard extérieur, donc mortifère. La vieillesse de Goethe a réalisé un changement de perspective, en même temps que s'affirmait sa prédilection pour l'Orient. »

« Ma vie durant, tous les enjeux intellectuels ont pris pour moi l'ature de passions, tandis que toutes mes passions restaient soumises à un besoin de clarification. Je me souviens d'une discussion avec Freud sur ce sujet. Il y avait une forme de sensibilité non féminine, car elle ne conduisait pas à désirer particulièrement un embellissement amoureux réciproque. Comme je lui objectais que rien justement n'éveillait en moi plus ardent reconnaissance que le pouvoir d'un homme de me rendre amoureuse, Freud répondit avec son fin sourire : « Certes, » pour ce genre de personnes, être « rendu amoureux est même plus nécessaire que d'être aimé, et c'est ce qu'il y a en eux de non-féminin. » Car savez-vous ce que c'est en proie ? De la froideur. »

« Après avoir rédigé mes souvenirs dans Me, vie, j'ai compris qu'ils appelaient une correction fondamentale qui me classerait nettement dans la lignée des caractères de non-refoulement, peut-être même au-delà de la complète normalité. Toute ma vie, en et fait l'expérience : que de fois ce qui me paraissait tout naturel et innocent s'est précisément révélé choquant, que de

fois la chose toute simple que j'avais en vue a tourné à la sensation publique ! J'avais beau essayer, sans esprit de défi, de me plier au jugement d'autrui, je ne tardais pas à l'oublier et je reprenais mon indépendance au point que, sans propos délibéré, mes oreilles devenaient sourdes aux louanges ou aux reproches. »

« Ma vie durant, tous les enjeux intellectuels ont pris pour moi l'ature de passions, tandis que toutes mes passions restaient soumises à un besoin de clarification. Je me souviens d'une discussion avec Freud sur ce sujet. Il y avait une forme de sensibilité non féminine, car elle ne conduisait pas à désirer particulièrement un embellissement amoureux réciproque. Comme je lui objectais que rien justement n'éveillait en moi plus ardent reconnaissance que le pouvoir d'un homme de me rendre amoureuse, Freud répondit avec son fin sourire : « Certes, » pour ce genre de personnes, être « rendu amoureux est même plus nécessaire que d'être aimé, et c'est ce qu'il y a en eux de non-féminin. » Car savez-vous ce que c'est en proie ? De la froideur. »

correspondance

A propos de la lecture à Clermont-Ferrand

A la suite de notre enquête sur la lecture à Clermont-Ferrand (« Le Monde des livres » du 2 décembre 1983), où nous déplorions notamment l'insuffisance des bibliothèques de cette ville, son maire, M. Roger Quilliot, ancien ministre, apporte les précisions suivantes :

La ville de Clermont-Ferrand consacre actuellement plus de 12 % de son budget global aux dépenses culturelles, ce qui la place à un rang excellent en pourcentage du budget total parmi les communes de France. (...) La ville s'est attachée tout à la fois à tenir compte de la nécessité de conforter les secteurs dits « traditionnels » de la culture et de promouvoir des actions innovantes.

Dans le domaine des bibliothèques, je note que les crédits qui leur sont attribués atteignent 12,5 % des dépenses culturelles de la ville.

Jusqu'en mars 1982, les bibliothèques de lecture publique disposaient de 1 042 mètres carrés ouverts au public, qui s'ajoutent aux 4 810 mètres carrés de la bibliothèque municipale et interuniversitaire, qu'il faut bien prendre en compte puisqu'elle est ouverte à tous les Clermontois.

En mars 1982, l'ouverture de la bibliothèque de Croix-de-Neyrat a augmenté ces surfaces de plus de 380 mètres carrés, auxquels s'ajoute une salle polyvalente de 250 mètres carrés. Il existe également deux bibliothèques de quartier et deux bibliobus.

Enfin, le personnel de cette bibliothèque correspond à la demande : une municipalité ne peut, sous prétexte de normes, attendre des coûts de fonctionnement hors de proportion avec la demande : la culture

n'échappe pas aux règles d'une saine gestion.

En 1984, nous commencerons la construction et l'aménagement d'une médiathèque, en centre-ville, de 1 370 mètres carrés, afin de moderniser et de rationaliser le service de lecture publique (...).

Vous avez par ailleurs commis deux erreurs : je n'ai jamais été « le secrétaire » de Camus. Universitaire, je lui ai consacré près de quinze ans de ma vie, éditant en particulier ses œuvres dans la « Pléiade ».

D'autre part, j'ai écrit cinq livres. Comment pouvez-vous dire que la lecture ne me paraît pas essentielle ? J'ai seulement dit et répété que, comme Camus et les Grecs, je respecte autant le sport que la culture intellectuelle.

De son côté, M. Claude Wolff, maire de Chamalières, nous écrit :

La ville de Chamalières dispose depuis une quinzaine d'années d'une bibliothèque populaire dont l'importance s'accroît chaque année. (...) Elle compte, à l'heure actuelle, plus de 10 000 ouvrages, et 4 500 cartes de lecteurs ont été délivrées. (...) La participation de la ville de Chamalières au fonctionnement de la bibliothèque municipale de Clermont-Ferrand n'est pas conséquence d'un sous-développement de cette commune en la matière, mais s'inscrit dans le souci de la municipalité de permettre l'accès des habitants de cette commune à un équipement culturel beaucoup plus important, beaucoup plus étendu, résultant de l'importance même des moyens de la ville de Clermont-Ferrand et de son caractère de ville universitaire.

Au bal masqué avec Schopenhauer

C'EST que l'on peut attendre de la philosophie, c'est qu'elle nous rende la vie plus légère, en nous en dévoilant la nature fictive et ludique, en nous renseignant sur son caractère facultatif et en nous aidant à nous désencombrer des idoles, des préjugés, des croyances, des illusions et des sentiments qui conspiraient à notre asservissement. A la fin de son existence, le seul conseil moral que donnait Wittgenstein à ses étudiants était : « Apprenez à vous débarrasser de tout », faisaient ainsi écho à Socrate, qui, à la vue d'objets de luxe exposés pour la vente, se serait écrié : « Combien il y a de choses dont je n'ai pas besoin ! »

Arthur Schopenhauer, que l'on peut qualifier d'une vision plutôt réaliste de l'humanité lorsqu'il comparait cette dernière, d'un point de vue intellectuel, à un asile d'aliénés, d'un point de vue moral, à un repaire de brigands et d'un point de vue esthétique à une taverne d'ivrognes, a néanmoins jugé utile de publier, sous le titre : *Aphorismes sur la sagesse dans la vie*, un bref traité d'eudémonologie. Il s'en explique dans son introduction : « Je prends ici la notion de sagesse dans la vie dans son acception immanente, c'est-à-dire

que j'entends par là l'art de rendre la vie aussi agréable et heureuse que possible. »

Il faut se féliciter que l'oncle Arthur, après avoir fait passer dans nos esprits le souffle froid du néant, ait condescendu à nous offrir ce vaticane : il rendra d'éminents services aux jeunes gens et aux jeunes filles qui s'en imprégneront. Ils pourront juger de la valeur exacte de leur moi dans les très belles pages où Schopenhauer met en parallèle la supériorité intellectuelle et le goût de la solitude.

Ces aphorismes réjouiront également par leur style sarcastique et leur psychologie de vieux garçon misanthrope tous ceux qui, approchant du terme de leur existence, prennent enfin conscience que cette dernière n'était qu'un bal masqué ou une comédie « dont la représentation, commencée par des hommes vivants, s'achève par des automates revêtus des mêmes costumes. »

ROLAND JACCARD.
* APHORISMES SUR LA SAGESSE DANS LA VIE, d'Arthur Schopenhauer, traduit de l'allemand par J.-A. Cantautze. P.U.F., collection « Quadrige », 174 p., 36 F.

Des fragments inédits d'Otto Weininger

OTTO WEININGER, « juif viennois converti au protestantisme, antiféministe et antisémite avoué », est le grand oublié de la fièvre produite par la traduction de *Vienne fin de siècle* (1), de Carl E. Schorske. Admirateur de Karl Kraus, Adolf Loos, Alban Berg ou Ludwig Wittgenstein, l'auteur de *Sexe et Caractère* (2) nous est pourtant familier depuis l'étude remarquable de Jacques Le Rider, le *Cas Otto Weininger* (3).

Dans le dernier numéro de la revue *l'Infini*, Le Rider propose de « relire les principaux aphorismes de Sexe et Caractère comme autant de diagnostics de la « décadence » viennoise ». Le « cas » de Weininger n'est pas aussi isolé qu'on fait mine de le croire. Comme l'inquiétude de Nietzsche et de Baudelaire, sa « misogynie héroïque » n'est qu'une forme de l'attente et de l'horreur d'un monde nouveau.

A la suite de son essai, Le Rider propose des *Fragments et aphorismes* de Weininger, inédits en français. *L'imminence du suicide*, écrit-il, dépouille ces lignes de toute gratuité. » Nous en donnons quelques-unes.

RAPHAËL SORIN.

« Le maître du chien est celui qui n'a rien de canin en soi. C'est pourquoi il a un chien. Il possède l'élément canin de l'extérieur. »

« Le chien est ce criminel qui tente sans cesse de contredire les autres afin de se justifier (aboyer !). Il ne le peut cependant qu'en devenant l'esclave d'un maître. »

« L'homme qui rate son suicide ? C'est le criminel parfait, car il veut la vie pour se venger. Tout mal est vengeance ! »

« Le saint sourit sans savoir pourquoi. Il ne rit pas librement. Le saint est l'homme le plus malheureux, bien qu'il ne cherche que le bonheur. »

« La femme serait le sphinx ? Pas d'impression ni de sottise plus lamentable. On veut à tout prix chercher quelque chose derrière la femme, parce qu'on s'attend à tout. »

excepté à ceci : il n'y a précisément rien. On en vient ainsi à l'idée de l'identifier au sphinx avec lequel elle n'a pourtant pas la moindre ressemblance. »

* OTTO WEININGER, FÉMINISME ET VIRILITÉ À VIENNE, de Jacques Le Rider, in : *l'Infini* 4, Editions Denoël, 54 F.

(1) Seul (voir le Monde du 9 décembre 1983).

(2) L'Age d'Homme, 1975.

(3) P.U.F., 1982.

AIRCURIAL LIBRAIRIE
UNE VRAIE LIBRAIRIE D'ART CONTEMPORAIN
7000 titres français et étrangers disponibles.
Catalogues sur demande
9, avenue Matisse Paris 8, 75014, 359 29 81
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

OUI LA PHILOSOPHIE

Revue trimestrielle de philosophie
n° 1 nov. 83. Thème : « Masculin/Féminin »

OUI
LA PHILOSOPHIE

« Revue jeune, chic, pertinente... »

Libération

« Pour renouer avec une certaine tradition de la modernité post-hegélienne, faite de souci moral et d'attention à l'art et à la littérature. »

La Quinzaine littéraire

«...Où la philosophie, la chose mérite d'être saluée. »

Les Nouvelles

Prix de 36 F. Abonnement (4 n°) France : 100 F. - Etranger : 120 F. Diffusion : Librairie Classique-Gallimard Diffusion

Bulletin d'abonnement (à retourner avec un chèque à l'ordre des Editions Bruno Huisman, 15/17, rue Campagne Première, 75014 Paris. Tel. (1) 327.69.70.)

Nom Prénom
Adresse
Ville Code postal
Pays

magazine littéraire
Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées
JANVIER
N° 203
Cendrars
Sa vie par Robert Jarry. Les témoignages de Robert Delannoy, René Frank, Pierre Seghers, René Hissin et Georges Chénou. Cendrars : autobiographie par Monique Chénou. Cendrars poète par Bernard Delvalle. Cendrars romancier par Harry Miller.
Manuel Scorza par Claude Couffon et Bryce Echenique. Son dernier texte.
Entretien : Julio Cortázar
En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

OFFRE SPECIALE

- 6 numéros : 80 F
Coches sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez
- Cette science humaine, la guerre.
 - Théories du terrorisme, de Hébert à Baader.
 - Maupassant.
 - Jacques Prévert.
 - La Beat Generation : Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
 - James Joyce (+ dossier supplémentaire : Suisse romande).
 - Littérature italienne (1980-1980).
 - Mishima.
 - La littérature espagnole en liberté.
 - Les enjeux de la science.
 - Valéry Larbaud.
 - Jean Genet par lui-même.
 - Figures de Sertre.
 - Les romanciers anglais.
 - Gabriel García Márquez.
 - Julien Gracq.
 - Femmes, une autre écriture ?
 - Le réveil de l'Alcazar.
 - Boris Vian.
 - L'intellectuel et le pouvoir.
 - Musil.
 - Les écrivains de Montmartre.
 - Écrivains du Brésil.
 - Raymond Aron.

Nom : Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris (France)

Une amitié stellaire

ÉTUDIANT à Zurich, Lou Salomé avait impressionné le professeur Alois Biedermann qui l'hébergeait. Ce dernier, subjugué par les dons exceptionnels de son élève, écrivait à la mère de Lou : « Made-moiselle votre fille est une femme très particulière : elle a le caractère pur d'un enfant et, en même temps, elle a un esprit qui n'a rien d'enfantin ni de féminin, une volonté autonome ; sur ces deux plans, elle est un diamant. »

Depuis la publication de leur correspondance (PUF), on sait quelle courtoisie, quels espoirs insensés, quelles aurores sublimes, quels minuits profonds éveilla en Nietzsche l'amitié stellaire de Lou. Il se projetait en elle au point d'écrire : « Je crois que la seule différence entre nous est celle de l'âge. Nous avons vécu et pensé à la même façon. » Mais, à la différence du professeur Biedermann, Nietzsche rêvait de posséder le diamant Lou, ce qui était la plus sûre manière de le perdre.

Anne Boudart analyse finement les relations entre ces deux êtres portés par un « égocentrisme sacré » dans une nouvelle revue trimestrielle : *Oui la philosophie*, dirigée par Jean-François Braunstein et éditée par Bruno Huisman. Ce premier numéro, consacré au masculin-féminin, comporte des études de Jean Aulic, Claire Margat-Barbier, André Sola, François Ribes, Eric Spitz, Bruno Huisman et Bertrand Ogilvie.

R. J.
* OUI LA PHILOSOPHIE, n° 1, Editions Bruno Huisman (15, rue Campagne Première, 75014 Paris), 63 p., 35 F.

هذا من الامم

Le Monde

culture

MUSIQUE

«ORLANDO» de Haendel

L'opéra baroque en tournée

Le grand poème épique de l'Aristote Orlando furioso fut, au dix-huitième siècle, l'une des sources les plus constantes d'inspiration pour les compositeurs lyriques. Composé en 1732 sur un livret auquel il semble que le compositeur lui-même ait participé, mais dont l'auteur demeure inconnu, l'opéra de Haendel culmine, musicalement et dramatiquement, dans les scènes où la folle du héros peut se donner libre cours aux deuxièmes et troisièmes actes. Pour faire contrepoids à cette démenée amoureuse, l'auteur du livret lui oppose ici le sage Zoroastro qui est la sagesse même, tandis qu'une jeune pastourelle, Dorinda, incarne le bon sens, notamment lorsqu'elle chante « l'amour est un vent qui tourne la tête ».

A côté de ces personnages contrastés, l'inséparable Medoro, rival heureux d'Orlando, et le zélé Angelica, sa maîtresse, possèdent un peu : on a peine à croire que Dorinda soupire, elle aussi, pour Medoro, et qu'Angelica s'obstine à préférer au bouillant Orlando un amoureux aussi tûle, mais c'est la condition même des péripéties de l'histoire.

En choisissant cet ouvrage tenu généralement pour l'un des chefs-d'œuvre de Haendel et en obtenant le soutien de la ville de Caen ainsi que du Centre d'action culturelle d'Orléans et du Loiret, le jeune Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique (ARCAL) a fait preuve d'un bel esprit d'initiative. Celle-ci a commencé en juillet 1983 au château de Malherbes, grand domaine situé à la limite de la région Centre et du Loiret, où ont pu assister, sous la direction d'Henri Ledroit (haute-contre et titulaire du rôle-titre en alternance avec Gérard Lesne), à cette unité de style et à cette qualité de l'interprétation qui restèrent sans doute le trait dominant de cette production itinérante créée à Orléans le 27 novembre et qui achèvera son tour de France à Versailles le 27 janvier au terme d'une vingtaine de représentations.

Au parcours, ce spectacle a fait halte à Paris fin décembre et début janvier à la Bastille dans des conditions qui obligent à une certaine prudence dans la critique puisque l'ensemble instrumental, dirigé par Diego Masson et composé de musi-

Le «Mahler», d'Henry-Louis de La Grange

(Suite de la première page.)

Il a tout lu, tout traduit, exploré les archives aux quatre coins du monde, et les articles de presse de l'époque dans chaque ville, recoupé les sources à la limite du possible, qu'on attribue certains imprécisions de l'orchestre et une sorte de laisser-aller qui contrastait avec la justesse d'intonation, l'exactitude de la diction et la finesse stylistique des chanteurs. Après une dizaine de représentations, on pouvait imaginer que la cohésion serait devenue plus intime.

Il y a, dans les trois ans qu'on a vu les qualités éminentes d'Henry Ledroit : la conviction de son interprétation vocale et dramatique du rôle d'Orlando confirmée ce qu'on attendait ; il n'y a donc pas lieu d'y revenir, sinon pour remarquer que ces qualités ne se trouvent pas au même degré chez Vincent Darras qui incarne un Medoro trop exceptionnellement passif, Angelica (Elisabeth Boudry) n'a pas de peine à dominer cet amoureux transi ; pour Zoroastro, on pourrait rêver d'une stature vocale plus impressionnante que celle que lui confère Daniel Salas (une petite réserve ne vise nulle-ment aux qualités virtuoses), en sorte que la révélation de cette distribution, d'une très haute tenue et d'une parfaite homogénéité, il faut le répéter, reste la Dorinda de Catherine Dine, qui possède toute la fraîcheur et la vivacité du personnage, tout dans son comportement, dans sa façon de chanter.

Le décor et les costumes d'Anne Surgeson, façon « dix-huitième siècle regardant le dix-huitième siècle » d'imaginer ce que pouvait être le « dix-huitième », ont de belles qualités esthétiques : la mise en scène de Christian Gignouard est d'une efficacité remarquable dans la récitation, témoignant d'un talent certain dans la direction d'acteurs, mais elle apparaît toujours un peu superficielle dans les arts du par définition, l'art de passer rien qu'un instant, mais en scène, cela donne donc presque toujours une impression de remplissage, mais reste toutefois dans des limites assez raisonnables.

GERARD CONDE.

Une nouvelle raison de vivre et de créer

C'est en effet un aspect capital de son existence et qui révèle autant son caractère que la multiplicité de ses talents. Il cumule les fonctions de directeur, chef d'orchestre et metteur en scène, parce qu'il y voyait l'unique moyen de parvenir (avec le génie décoratif de Rollet) à des représentations parfaites, mais au prix d'un labeur harassant : directeur « tyrannique », dans une tension incessante avec les musiciens et les chanteurs à qui il demande toujours plus, pourchassant l'indifférence et la négligence, remettant en cause à la dernière minute ses mises en scène, répétant incessamment jusqu'à ce que « l'intensité du sentiment musical, l'incandescence d'enthousiasme » tous les exécutants pour « plonger le public dans un état de transe », Mahler finira par brûler sa vie.

S'il fut peut-être le premier directeur d'opéra moderne, s'il a laissé le souvenir de spectacles sublimes, il lui faut reconnaître que « le théâtre d'opéra permanent (avec une troupe d'une lourdeur exceptionnelle) est une institution absolument contraire à nos principes artistiques », car les productions les plus exemplaires, conquises au prix d'efforts inouïs, ne peuvent être maintenues et se dégradent rapidement. C'est la première condamnation du théâtre de répétition et l'on sait que le débat est toujours actuel.

Ce deuxième tome est aussi celui de la rencontre et du mariage de Mahler avec Alma Schindler, et l'on sait l'influence que cette femme merveilleusement belle, complexe et versatile, a eue sur sa vie et son œuvre. Mariage romantique, où le coup de foudre arrache littéralement Alma au sommet de sa passion pour le compositeur Alexandre von Zemlinsky, mariage « à deux brèves » aussi mal assorti que le feu et l'eau, où Mahler s'impose aussi tyranniquement qu'à l'opéra : « Tu dois te don-

DANSE

Rencontre

Carlotta Ikeda, la star du Buto

Pantalon de cuir, ample chandail rehaussé de fils d'or, Carlotta Ikeda se laisse envahir par un sourire qui rehausse ses pommettes. Le temps d'un regard, on retrouve le sphinx, la bête mythique, la sorcière rouge apte à toutes les métamorphoses.

Révisée à Paris en 1978 dans un spectacle apocalyptique, le Dernier Eden, directrice du seul groupe buto féminin, Ariadne, elle est devenue malgré elle une star de la danse dont on subit la présence magnétique. « Non, je ne suis pas une vedette, affirme Carlotta Ikeda, je suis une danseuse d'une classe inférieure et je veux le rester. » Ce qui ne signifie pas qu'elle manque d'ambition.

« A l'origine, dit-elle, je faisais partie du groupe du Dairakudan, mais peu à peu les hommes se sont rarifiés. C'est la raison pour laquelle je me suis retrouvée à la tête d'une compagnie de femmes. Ce n'était pas un choix politique. Mais il m'a paru intéressant d'exposer sur scène la spécificité du corps féminin et de jouer en particulier de sa fragilité. »

Le buto ou plutôt l'ankoku-buto, « danse des ténébreux », est né vers 1980 sous l'impulsion d'Hijikata, qui reste encore aujourd'hui le maître à penser. C'était alors, en réaction contre un Japon américanisé, un mouvement contestataire qui cherchait à frapper par des images choc. Dans les années 70, il a connu un déclin : « Pour la nouvelle génération, explique Carlotta Ikeda, la « danse des ténébreux » ne signifie plus rien. Pour ma part, j'ai pensé que puisque la société changeait, il fallait la suivre dans son évolution. Pour permettre au buto d'évoluer, il fallait donner la priorité à la technique de la danse. »

Au début, le buto était l'affaire de gens de théâtre, de musiciens, d'intellectuels. N'importe qui pouvait le pratiquer. Aujourd'hui, il est devenu une forme moderne de la danse japonaise. Moins conceptuel, il recherche un certain dépouillement, une simplicité, comme le no. Il y a moins d'effets, moins d'images, et le corps a plus d'importance. Mais la technique n'est pas une fin, ce n'est qu'un moyen pour aller au-delà de soi-même. L'important, c'est le désir de danser, un désir mêlé de peur, d'angoisse, et qui peut être douloureux. »

Ainsi Carlotta Ikeda refuse de considérer le buto comme une danse à caractère sacré, même si la symbolique reste attachée au bouddhisme : « Il s'agit tout au plus d'une coutume qui imprègne la vie quotidienne. L'essentiel pour moi est de transmettre une

MARCELLE MICHEL

* Théâtre de Paris

Images

Un album de photographies vient de paraître, réalisé par le journaliste japonais Hasegawa, qui suit l'évolution du buto depuis vingt ans. Il en présente les grands maîtres, comme Hijikata et Kazuo Ohno, les différentes lignées, et les comportements. A travers cette suite d'images sulfureuses, on peut comprendre un des objectifs principaux du buto : « Montrer la beauté au sein du grotesque. »

* The Butoh (Distribution : Flammarion), 80 pages, 160 francs.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Dans un monde de magie...
Ils vivent pour l'amour et meurent pour l'honneur.



LE CHOIX
DES SEIGNEURS

avec (par ordre alphabétique) : EDUARD GYLLA - BARBARA DE BOSS - RICH TUDMAN - ROY WOOD - JANE ROBERTS - JANA ROBERTS - GIOVANNI VENTURA - ROY WOOD

et LEONARDO DI CAPIRO dans le rôle de "Giovanni". Présenté par "MONA CARLINO". En vente partout chez GALLERIE BUTOYU.

Une production : "THE CHOIX DES SEIGNEURS" de "MONA CARLINO" et "GALLERIE BUTOYU".

Musique par "THE CHOIX DES SEIGNEURS" de "MONA CARLINO".

© 1983 Robert Bess Inc. All Rights Reserved.

510.000 spectateurs ont déjà vu

UN HOMME

NOMME

Jésus

avec

RIT

en raison du succès exceptionnel

prolongation jusqu'au 19 février 84

mise en scène

ROBERT HOSSEIN

Location au Palais des Sports tous les jours de 12 h 30 à 19 h - FNAC et toutes agences

Par téléphone : 828.40.90 de 12 h 30 à 19 h tous les jours sauf le dimanche - Renseignements : 828.40.48

PALEIS DES SPORTS

ARIADONE

Avec Carlotta IKEDA

DU 5 AU 11
ET DU 19 AU 25 JANVIER

ZARATHOUSTRA

DU 12 AU 18
ET DU 26 AU 29 JANVIER

UTT Création

"L'an passé Sankai Juku avait été une entrée en matière aussi brutale que fascinante de cette nouvelle forme de danse. Ariadone fait une démonstration aussi étonnante et (peut-être) plus riche encore de la danse Butoh."

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS

Charles DENNER

LE MARIONNETTISTE DE LODZ

Gilles SEGAL

833.16.16 Une création de la Comédie de St Etienne

THEATRE DE LA PORTE ST-MARTIN

CLAUDE RICH

2 COMEDIENS BOULEVERSANTS

BERNARD GRAUDEAU

UN EXPLOIT THEATRAL 100%

Mise en scène de GEORGES WILSON

LOCATION 607.57.53 et AGENCES

Connaissance du monde

SALLES PLEYEL

CANADA DES QUEBECOIS

Récit et film d'Yves SOMMAYLLA

LE FLEUVE SAINT-LAURENT - QUEBEC - MONTREAL - LAURENTIDES INDIENS - FAUNE ET PARCS NATIONAUX

LE ROI VICTOR

DE LOUIS CALAFERTE

MISE EN SCENE DE JEAN PIERRE MIOUET

DECOR ET COSTUMES DE FRANÇOISE DARNE

AVEC (PAR ORDRE D'ENTREE EN SCENE)

PIERRE MONDY

FRANÇOIS LALANDE

DENISE FILATRAULT

MICHEL ROBIN

JEAN PIERRE BECKER - CHRISTINE DESCHAUMES

60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat) - PARIS 16 (16^e)

LOCATION THEATRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris

Téléphone : 246-17-11 - Téléc. : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sauf indications particulières

MERCREDI 11 JANVIER (expositions le mardi 10)

S. 9 - Objets de vitrine, Meubles - M^{re} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

JEUDI 12 JANVIER (expositions le mercredi 11)

S. 8 - Timbres - M^{re} BOSCHER.

VENDREDI 13 JANVIER (Expositions le jeudi 12)

S. 9 - Meubles 18^e, 19^e. Objets de vitrine, porcelaines, art nouveau, art déco. Tapis - M^{re} CORNETTE DE SAINT-CYR.

ETUDES ANNONCANT LES VENTES DE LA SEMAINE

BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002) - 280-87-87.

CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008) - 720-15-84.

PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75008) - 770-88-38.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE ETERNEL - Tourbillon (887-92-47), 20 h 30.

LE SUICIDAIRE - Espace Marais (884-09-31), 20 heures.

SOURIRE ORLAGE - Cité-Galerie (589-38-49), 20 h 30.

L'OISEAU VERT - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.

QUI A FEU DE VIRGINIA WOOLF (en anglais). Galerie 55 (526-62-51), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), 20 h 30 : Fédora.

PETIT ODEON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 : La Princesse de Clèves.

PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 : Clair d'Union.

RENAUD (277-12-33), Dénat, 18 h 30 : La peine capitale : une terreur légale dans cent vingt pays (conversation-recontre organisée par Amnesty International). Cinéma-Vidéo.

13 h. Portrait de B. Beldorin : Vivre à l'école orthodoxique : à 16 h : Albert Camus : à 19 h : Barbaud à Paris : C. de la police : 17 h 30 : De part en part : 19 h : Voir cinématographique.

THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : Sophisticated ladies : CARRE SILVIA-MONFORT (531-78-34), 20 h 30 : L.P. Paré : Le Dernier Soliste.

Les autres salles

A. DEJAZAR (887-97-34), 20 h 30 : Scènes fricatives.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : Zed, zed, zed, zed.

CARTOUCHE (Espace de la rue) (808-39-70), 20 h 30 : Rue noire.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (720-08-24), 20 h 45 : Chacun sa vérité.

COMEDIE ITALIENNE (321-22-12), 20 h 30 : La Manie de la villégiature.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : La Chénille.

DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Les origines de la guerre : 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. - II. 18 h 30 : Récit de la vie.

EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : M. de la Roche.

ESPACE KRON (373-50-25), 20 h 30 : Le Sifflement.

ESSAÏON (278-46-42), I : 21 h : Agatha.

GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.

HEXAGONE (326-98-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Leçon ; 21 h 30 : Plank et Marthe.

LUCENNAIRE (544-57-34), I : 18 h 30 : La Fontaine et le Crâne ; 20 h 30 : Les Jours de la guerre ; 22 h 15 : Journal intime de Sally Mara. - II. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - III. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - IV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - V. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - VI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - VII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - VIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - IX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - X. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XL. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - XLIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - L. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXX. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXXI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIII. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXIV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXV. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVI. 18 h 30 : Récit de la vie ; 20 h 30 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : Le Frigo. - LXXXXXXXVII. 18 h

COMMUNICATION

Jeudi 5 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Deux Filles sur un banc. De A. Le Page et C. Watton, réal. A. Ferrari. Avec E. Wiener, S. Haudepin. *Coverette et Marie, invitées à un mariage, rencontrent deux hommes libres, amables, gais et se laissent prendre au mirage de l'amour.*

22 h 10 Téléthèque : Armand Desjardins ou l'Orient en 16 mm. *Le portrait d'un orientaliste à travers les extraits les plus significatifs de ses œuvres télévisées.*

23 h 10 Journal.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Marco Polo. De D. Butler et G. Montaldi. *Quatrième épisode des aventures du grand voyageur. Très lent.*

21 h 40 Résistances. Magazine des droits de l'homme, de B. Langlois. *Breflet : mort de fém : Pologne : parole de clandestin ; Débat à l'occasion du 35^e anniversaire de la déclaration des Droits de l'homme.*

22 h 55 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 40 Cinéma sans vis : Le jeu de la pomme. Film télévisé de V. Chytilova (1976), avec D. Bichova, J. Mancel, B. Stejskalova (v.o. sous-titrée). *Une jeune sage-femme venue de la campagne travaille dans un hôpital de Prague où les médecins s'interdisent un peu trop aux infirmières. Elle entreprend de donner un leçon à l'un d'eux, Don Juan impénitent. Réduite loupé en silence après la fin du « printemps de Prague », la réalisatrice a retrouvé ici le ton fustigant, insolent, des Potités marguerites et fait passer dans la comédie une certaine critique sociale.*

22 h 10 Témoignages. Avec A. Liehn, écrivain tchèque émigré en France ; L. Peroud, écrivain ; E. Boudy, comédienne, et S. Toublan, rédacteur en chef des Cahiers du cinéma.

22 h 40 Journal.

23 h Prélude à la nuit. Sonate pour flûte, alto et harpe de C. Debussy.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessins animés : Du plomb dans la neige.

17 h 10 Mélo, qu'est-ce qui fait courir la marquisse ?

17 h 23 Monseigneur l'Ordinaire.

17 h 35 Magazine du rock : Rocking chair.

18 h 5 Comptes sur table.

18 h 30 Paul Iribne la magnifique.

18 h 45 François le fidèle (François Moutier).

18 h 55 Dessins animés : Les Misérables.

19 h Informations.

19 h 15 Info régionale.

19 h 35 Elle sauve les naufragés : Argos.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 Nouveau répertoire dramatique : Des chiens en lice, de P. Bouchet. Avec D. Mamel, J.-P. Caillaud, R. Varte, L. Elmi.

22 h 30, Nuits magiques : Le Mozambique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées à Paris) : Lieder, de R. Strauss ; Symphonie n° 4, de Mahler, par le Nouvel-Orchestre philharmonique, dir. M. Jankowski, sol. A. Auger, soprano.

22 h 30, Fréquence de nuit : Fœdeltat Haendel-Hindemith ; 23 h 10, Ouverture sur le Grand Nord.

Vendredi 6 janvier

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 Vision plus ; 12 h : Le rendez-vous d'Ami ; 12 h 30 : Atout cœur.

13 h Journal.

18 h Série : Le nouveau d'Amérique.

18 h 15 Le village dans les nuages.

18 h 40 Variété.

19 h 55 7 heures moins cinq.

19 h Météo.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 35 Variétés : Porte-bonheur, de P. Sabatier et R. Grumbach, avec, entre autres, Jane Birkin, Francis Huster.

21 h 55 Feuilletton : La chambre des dames. D'après J. Bourin. *Troisième épisode d'un feuilleton coquin, une fresque médiévale signée Yvonne André, assistée de Jeanne Bourin. Avec Marina Vlady en mère comblée mais en femme insoumise et Henri Virlogeux, romanesque et pudique.*

22 h 50 Bravos. Magazine du spectacle de J. Artur et C. Garbino. *Théâtre d'aujourd'hui : le nouvel Opéra de la Bastille ; le Roi Victor, au T.R.B. ; l'opéra de rue au Théâtre Antoine, P. Desproges au Théâtre Fontaine, etc.*

23 h 35 Journal.

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT. Résistances, Antenne 2, jeudi 5 janvier, 21 h 40.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE. Journal (à 12 h 45).

12 h 5 Jeu : l'Académie des neuf.

13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.

13 h 50 Aujourd'hui la vie.

14 h 55 Série : Drôles de dames.

15 h 45 Reprise : L'histoire en question. Le dernier jour de Pompéi (diff. le 15 déc.).

17 h 10 trépassés. « Ghetto Blaster », la rencontre de deux cultures et de deux musiques : celles de l'Occident et de l'Afrique.

17 h 40 Récré A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilletton : Fabien de la Drôme. De J. Combes et S. Lorenzi, réal. M. Wyn. *Suite du grand feuilleton-vestrien. Chevauchées, leçons de droit dans la France du Directoire. Une action simple, efficace, une morale manichéenne. Bref un vrai western mais une lecture politique vivante d'une des époques les plus troubles de l'histoire.*

21 h 35 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « Les intellectuels et la vérité », sont invités : Jean-Denis Brodin (l'Affaire), Jean-Marie Domenach (Lettre à mes ennemis de classe), notre collaborateur Roland Jaccard (L'âme est un vaste pays), Hélène Farnell (la Désinvolture), Claude Roy (Permis de séjour).

22 h 50 Journal.

23 h Ciné-club (cycle France années 40) : Paradis perdu. Film français d'A. Gance (1939), avec F. Gravey, M. Preste, E. Popesco, R. Le Vigan, Alerme, G. Landry, L. Markov (N.). *Un jeune couple s'engage d'une coupure et l'épouse après être devenue modiste de haute couture. La guerre de 1914 éclate. La jeune femme meurt en mettant une fille au monde, tandis que son mari est au front. Drôle humain d'un amour brisé et de la vie d'un homme marqué par le souvenir. Grande intensité lyrique, sentimentale, émotionnelle. On appréciera particulièrement le jeu de Fernand Gravey et de Micheline Presle, celle-ci dans deux rôles.*

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 50 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

20 h Les Jeux.

20 h 35 Vendredi : Que sont mes camarades Magazine d'A. Campans. *Les réalisateurs Serge Avédikian et Jacques Kébedian poursuivent leur travail de mise en mémoire de la*

parole arménienne, à travers les exils du vingtième siècle. Ici, un voyage en Arménie soviétique, une photo de classe, vingt ans plus tard, où Avédikian désormais français montre son pays d'origine.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Ben Zimet ou le ballade du petit juif qui a trouvé une demi-lune dans un champ de maïs. Zimet chante des mélodies hébraïques, d'inspiration liturgique, d'une voix d'automate, sort d'un gosse d'os d'échappées des milliers de mots. Un voyage aux confins de l'Europe, dans les maisons obscures des ghettos de Pologne. La réalisation, signée Jean-Paul Sarré, est un mélange de décor réel (le Tarn) et d'effets (superbes) et s'offre parfois quelques folies surréalistes.

22 h 45 Prélude à la nuit. Quatuor n° 14, de Mozart, par le Quatuor Rosamonde.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : du Plomb dans la neige.

17 h 10 Un regard d'arrête. (Les techniques de l'essai.)

17 h 35 Le monde à Paris. (Culture africaine.)

17 h 50 Les 50 de Bourgogne chez M. Lorrain.

18 h 5 Au-delà de l'ombre : Evaristo. (Les inconnus.)

19 h 55 Dessin animé : Les Misérables.

19 h Informations.

19 h 15 Info régionale.

19 h 35 Les Indiens dans le monde contemporain.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mathématiques.

8 h, Les chemins de la connaissance : Martin Buber ; 8 h 32, les métamorphoses de l'espace.

8 h 50, Echo au hasard.

9 h 7, La maîtrise des arts du spectacle.

10 h 45, Le texte et la marge, avec Jean Lartéguy.

11 h 2, Musique : concert à Ville-d'Avray (à 13 h 30 et à 16 h).

12 h 5, Agnès.

12 h 45, Panorama.

14 h, Sans.

14 h 5, Un livre, des voix : Isabelle d'Égypte et autres récits, d'A. von Arnim.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (un prince syrien du XII^e siècle au temps des croisades).

18 h 30, Feuilletton : Le grand décor.

19 h, Actualités magazine.

19 h 30, Les grandes avancées de la science moderne : la paléontologie.

20 h, Documentaire : l'Amérique de Reagan, par E. Laurent.

21 h 30, Musique : black and blue (le Caribbe).

22 h 30, Nuits magiques : Arrêtés fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Fréquence de nuit : 1 h, œuvres de Mozart, Schubert, Beethoven ; 3 h, Rachmaninov, Beethoven ; 4 h 10, œuvres de Brahms, Viotti.

6 h 2, Musique de chambre.

7 h 10, œuvres de Haydn, Elgar.

7 h 45, Le journal de musique.

8 h 12, Magazine.

9 h 2, D'une oreille l'autre : Haydn, Bartok, Weber, Dvorak.

12 h, Actualité lyrique.

12 h 35, Jazz s'il vous plaît.

13 h, Avis de recherche : Ravel, Berberian, Sveridoff.

13 h 30, James scott : E. Elia, piano.

14 h 4, Équivalences : Langlais.

14 h 30, Les enfants d'Orphée.

15 h, L'après-midi des musiciens, dans les partitions : Chopin, Thomas, Spohr, Schubert.

17 h 5, Rapports contemporains : Deboucourt, Harel, Gratton.

18 h, L'histoire.

19 h 5, Concert : Festival estival de Paris : œuvres de Muffat, Stadlmayer, Eberlin, Hoffmann, Houven, Biber, par la Maîtrise et l'Ensemble instrumental de la cathédrale de Salzbourg.

20 h, Jazz : Le clavier bien tempéré.

20 h 30, Concert, donné au Théâtre des Champs-Élysées en novembre 1983 : le Bal masqué, de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes de Radio-France, dir. G. Gohmert, chef des chœurs, M. Lasserre de Rozel, chef de chant, M. Paulon.

23 h, Fréquence de nuit : Ouverture sur le Grand Nord.

L'anniversaire de « Résistances » Deux millions de fidèles

Le magazine Résistances a un an ce mois-ci. Né en janvier dernier, ce magazine « à haut risque » — comme le définit Michel Thoulouze qui l'a créé avant d'en confier la présentation et la préparation à Bernard Langlois —, fait partie aujourd'hui du paysage de la télévision. Fruit du travail de toute une équipe, journalistes de la rédaction ou collaborateurs occasionnels, il bénéficie même d'une image de marque ayant su ériger trois succès majeurs : le parti pris idéologique, la mise en spectacle de l'horreur et le ton de lamentation. Moins après mois, il a démonté les diverses atteintes aux droits de l'homme dans le monde, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud. Un an : une occasion de poser à Bernard Langlois quelques questions, de dresser un bref bilan.

Résistances fait partie des émissions de prestige qu'on envoie à l'étranger dans les grandes rencontres internationales de télévision, dit Bernard Langlois. Le Québec les Pays-Bas sont en discussion avec nous pour en reprendre l'idée en l'adaptant.

— Et le public ?
— Les chiffres d'audience tournent autour de deux millions à deux millions et demi de téléspectateurs. Le courrier révèle des gens très concernés, qui ne manqueraient pour rien au monde à une émission, et extrêmement réactifs. Les militants considèrent qu'il s'agit de leur émission. Chacun des groupes d'Amnesty International, par exemple, souhaiterait que l'on traite du prisonnier politique dont il a la charge. Le magazine crée des liens particuliers avec le public.

Vous pensez qu'il est bon de personnaliser une émission qui traite des droits de l'homme ?
— Ce n'est pas bon : c'est incontournable. Comme les présentateurs des journaux télévisés, je n'ai jamais partagé l'idée « soixante huitarde » que tout le monde peut présenter une émission.

— Peut-on évaluer l'impact des sujets dans les pays concernés ? L'effet de Résistances ?

— Très difficile ! Il y a juste un an, c'était en janvier dernier, on a réalisé à Prague, l'interview de Olga Havel, la femme de l'écrivain alors emprisonné. Il a été libéré trois mois plus tard. Je me garderais bien de prétendre que c'est grâce à l'émission. Mais que cela a hâté les choses ? Comment mesurer ? On se rend parfois compte plus tard de l'effet d'un reportage. Antenne 2, par exemple, n'a pu envoyer de cameraman en Pologne au moment du voyage du pape : on n'a pas eu de visa parce qu'on avait tourné clandestinement.

UNE EXPOSITION DANS LE XIII^e ARRONDISSEMENT

La préfiguration du câble parisien

Il flottait un je-ne-sais-quoi de mystère, mardi 3 janvier, dans la mairie du treizième arrondissement de Paris. Avec comme un léger parfum de défi, M. Jacques Chirac et son adjoint, M. Jacques Toubon, inauguraient l'exposition que le municipalité consacre jusqu'au 12 janvier à « La télévision par câble à Paris » (1), avec le concours du ministère des P.T.T.

Comment faire pour simuler les neuf chaînes que prévoit le projet parisien (le Monde du 11 novembre 1983) ? Il y a, bien entendu, les trois du service public. Et après ?

La Ville de Paris et les P.T.T. ont tout simplement puisé chez nos voisins. Ainsi peut-on voir sur les foras des stands R.T.L.-Télévision, Télé Monte-Carlo (T.M.C.), Sky-Channel la chaîne anglaise par satellite qui reçoit déjà l'hôtel Méri-dien à titre expérimental — T.V. 5 — le groupement des télévisions européennes francophones qui diffuse également par satellite, C.T.E. ou Canal Tour Eiffel, une maquette de la chaîne municipale qui voudrait promouvoir l'entourage de M. Chirac, et Télévidéothèque, autre maquette représentant ce que la vidéothèque de Paris pourrait offrir comme service.

L'ensemble « a de la gueule » si l'on peut dire. Il reste que cette répétition générale, pour avoir lieu à du quelque peu enfreindre ou anticiper les règles du jeu. Comme pour prendre date...

Passons sur le Marginal que C.T.E. propose aux visiteurs alors

Le magnat Rupert Murdoch tente de prendre le contrôle du groupe américain Warner

Le magnat australien de la presse, M. Rupert Murdoch, vient d'annoncer son intention de prendre le contrôle du groupe américain Warner Communications. M. Murdoch, qui avait déjà porté sa participation dans le capital de Warner de 1 % à 6,7 % en octobre 1982, essaye aujourd'hui de racheter 49,9 % du géant américain. Warner avait tenté de s'opposer à cette prise de contrôle en annonçant la semaine dernière, un accord d'association avec la société Chris-Craft.

Célèbre comme « major compagnie » hollywoodienne, le groupe Warner est aussi un des principaux propriétaires de réseaux câblés aux États-Unis par l'intermédiaire de sa filiale commune avec American Express (Warner Amex) et un des leaders du jeu vidéo, grâce à sa filiale Atari. Les pertes récentes de

cette dernière société ont entraîné pour Warner un déficit de 425 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1983.

Le groupe de M. Murdoch possède de nombreux intérêts dans la presse américaine : le Chicago Sun Time, le Boston Herald, le New York Post, le New York Magazine et le Village Voice lui appartiennent. Mais le milliardaire américain s'est récemment diversifié dans l'audiovisuel. Il a pris le contrôle de la société britannique Satellite Television, qui diffuse par l'intermédiaire du satellite européen E.C.S. 1 un programme de télévision privée à destination des réseaux câblés européens. M. Murdoch a acheté, également aux États-Unis, la firme Skyband, qui s'apprête à lancer un service de télévision directe par satellite.

LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 9 (246-95-07).

A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Mairie, 4 (278-47-86).

MARGAMES (A. v.o.) : Forum Orient Express, 15 (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 5 (271-52-36) ; Saint-Germain Boulevard, 5 (533-63-20) ; Publicis Champs-Élysées, 6 (720-76-23) ; Marignan, 3 (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 15 (379-90-81) ; Parisiennes, 14 (329-83-11) ; Kinoparade, 15 (306-50-50) ; 4V.L. : Impérial, 2 (742-72-52) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Bertiz, 2 (742-733) ; Brezgas, 6 (222-57-97) ; Fau-ta, 12 (331-60-74) ; Mistrail, 14 (39-32-43) ; Public Clichy, 18 (222-01) ; Gannon Gambetta, 20 (536-96) ; 10 (A.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-33) ; Épis de Bois, 3 (337-57-47).

Grandes reprises

VOX (Fr.) : Temples (H. sp.), 24-56.

(A. v.o.) : Paramount, 18 (606-34-25).

NOVE NOV (A. v.o.) : (*) : Action, 5 (354-51-00).

ASTORCATS (A. v.o.), Napo-17 (380-41-46).

BAS FORD (Fr.) : St-André, 6 (336-50-25).

DE RUNNER (A. v.o.) : Rivoli Beaubourg, 6 (272-63-32) ; (v.o.) : Les Nuits, 2 (206-42-56).

ET LES SEPT ANS (A. v.o.) : Grand Rex, 2 (236-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-57) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-58) ; Roxy, 8 (256-92-66) ; U.G.C. Esplanade, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 12 (336-23-44) ; Mistrail, 14 (539-39-50-64) ; Mistrail, 18 (651-99-75) ; Mistrail, 17 (755-63-42) ; Public Clichy, 18 (322-46-01).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

LAISSEZ-VOUS INT. CHARNEL (A. v.o.) : Épis de Bois, 3 (337-57-47).

مكتبة الأمل

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

La palette du « blanc »

On retrouve, dans les nouvelles collections de linge de maison, les mêmes tendances qu'en décoration : romantisme et géométrie.

Pour la lit, les tons pastels et charmés poétiques avec les draps « Réverie », « Paysage », « Vierge » (Anne de Solène), « Vierge » (Anne de Solène), « Vierge » (Anne de Solène) crayonnés en rose ou sur fond gris jaspé (Daniel Hechter) et les motifs géométriques en gris et blanc pour « Quartier » de Jallie.

La nappes « Penjab », de Georges Moutet, est traversée par une triple rayure bordée de fils de Lurex, sur fond rose ou noir. « Géométrie » est une nappes gris perle ou bleu turquoise à motifs des années 30 réactualisés par Primrose Bordier (La Jacquard française).

Pour les dynamiques qui aiment les couleurs vives, Mary Quant a dessiné une housse de couette jonchée de grosses fleurs tropicales (« Richmond », de Dorma). Les rayures grises placées sur fond rouge, ou de ton neutre sur bleu vif, pour une housse de couette double de jeune, avec serviettes et peignoirs assortis (La Redoute). Tons aussi, la nappes en toile cirée de Zofia Flostad où le violet des figures éclate sur le rouge uni (Vénit).

Pour la chambre des juniors, le choix des dessins devient intéressant. Les petits aiment le village de couleurs tendres de Frenaux et les pingouins, morses ou chouettes très stylisés dessinés par Clou, Zekine, Française vivant au Canada (Garnier-Thibaut). Les passionnés de jeux vidéo retrouveront leurs graphismes colorés sur les draps, taies et housses de couette « Vidéomania » de Springmaid. Les plus grands rêveront d'exploits dans les draps décorés de motos (Cintex) ou de voiliers (Béni).

En milieu d'après-midi, il fera 2 à 4°C de l'Alsace à la Franche-Comté, 4 à 6°C ailleurs. On aura une pointe à plus de 10°C en bordure de la Méditerranée.

Les nappes sont comme des aquariums : paniers d'où sortent feuillages et fleurs, en rose, jaune, vert et gris (José Houel) et bouquets pastels sur un fond de tonnelles (Livogues).

Des dessins géométriques et des effets de mosaïque représentent la seconde tendance du blanc 84. Primrose Bordier a composé un patchwork de couleurs fraîches pour la parure de lit « Tazalane » de Descamps ; mêmes tonalités pour des motifs américains (Bassett). Des tissus unis, jaunes, verts, roses, gris et marine, sont assemblés pour former un grand dessin géométrique sur la housse de couette « Aïna » d'Agalye. Très sobre, un drap est imprimé de chevrons et de ton bordeaux ou tabac (Galeries Lafayette).

Sur des serviettes en tissu éponge, jeux de triangles en rose, vert, orange ou bleu sur fond gris jaspé (Daniel Hechter) et les motifs géométriques en gris et blanc pour « Quartier » de Jallie.

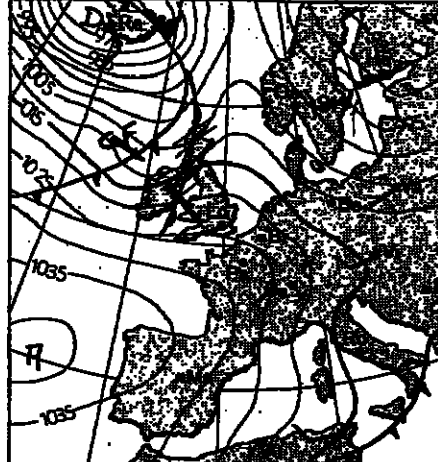
Pour les dynamiques qui aiment les couleurs vives, Mary Quant a dessiné une housse de couette jonchée de grosses fleurs tropicales (« Richmond », de Dorma). Les rayures grises placées sur fond rouge, ou de ton neutre sur bleu vif, pour une housse de couette double de jeune, avec serviettes et peignoirs assortis (La Redoute). Tons aussi, la nappes en toile cirée de Zofia Flostad où le violet des figures éclate sur le rouge uni (Vénit).

Pour la chambre des juniors, le choix des dessins devient intéressant. Les petits aiment le village de couleurs tendres de Frenaux et les pingouins, morses ou chouettes très stylisés dessinés par Clou, Zekine, Française vivant au Canada (Garnier-Thibaut). Les passionnés de jeux vidéo retrouveront leurs graphismes colorés sur les draps, taies et housses de couette « Vidéomania » de Springmaid. Les plus grands rêveront d'exploits dans les draps décorés de motos (Cintex) ou de voiliers (Béni).

JANY AUJAME.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.1.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 5 janvier à 0 heure et le vendredi 6 janvier à midi.

En bordure est de l'anticyclone, un vent de Nord-Ouest rapide et frais balaie la France. Dans ce courant perturbé, des zones de pluie et de neige touchent tour à tour toutes les régions.

Vendredi : début de matinée nuageuse avec pluie en plaine et neige en montagne à basse altitude, des Pyrénées et de l'Aquitaine au Massif Central, au Jura et au nord des Alpes. Localement, sur le Massif Central, attention aux pluies verglaçantes. Sur la moitié nord et en bordure de la Méditerranée, ciel souvent dégagé avec seulement des nuages passagers. Les températures au lever du jour seront à nouveau partout positives, le pôle de fraîcheur restant le Nord-Est avec environ 0°C. Il fera 2 à 3°C dans les régions de l'intérieur et 4 à 5°C sur les côtes de la Manche, de l'Atlantique et de la Méditerranée.

En cours de journée, le temps deviendra variable sur la majeure partie de la France. L'instabilité se développera mais les avertissements seront rares sur la moitié ouest. Les avertissements touchent surtout les régions à l'est de la Seine, le nord des Alpes et le Jura. Ciel assez menaçant également sur les Pyrénées par moment. Dans la vallée de Rhône, le Mistral soufflera.

En milieu d'après-midi, il fera 2 à 4°C de l'Alsace à la Franche-Comté, 4 à 6°C ailleurs. On aura une pointe à plus de 10°C en bordure de la Méditerranée.

Compagnement météorologique pour le week-end. Pendant deux ou trois jours, le vent de nord-ouest continuera à souffler sur la France. Une nouvelle perturbation va traverser le pays du nord-ouest au sud-est dans la journée de samedi.

Depuis le milieu de la semaine, des quantités assez importantes de neige fraîche sont tombées régulièrement sur tous les massifs même à basse altitude.

Samedi matin, neige à basse altitude sur Vosges et Jura. L'après-midi, les Pyrénées seront aussi touchées. Il ne gèlera au-dessus de 1100 mètres, sur le Massif Central.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 5 janvier 1984 :

UNE LOI

Portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant.

DES ARRÊTÉS

Relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neufs à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'Etat.

Relatif aux caractéristiques techniques et aux prix de revient des immeubles bâtis, améliorés ou acquis et améliorés avec l'aide de l'Etat pour y aménager des logements locatifs.

Relatif aux prix témoins des logements améliorés ou acquis et améliorés à usage locatif ou en accession à la propriété bénéficiant de prêts aidés par l'Etat.

Fixant le nombre de postes mis au concours de l'Internat de pharmacie et la répartition de ces postes entre les inter-régions pour l'année 1984.

PRÉVISIONS POUR LE 06.01.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Massif Central, neige vers 300 mètres d'altitude puis vers 900 mètres, dans les Alpes, la limite d'enneigement sera entre 600 et 800 mètres.

Dimanche, le ciel se dégagera en milieu de journée sur les Pyrénées, les Alpes, le Jura et les Vosges, le ciel restera chargé presque toute la journée, mais il ne neigera que par intermittence.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 5 janvier à 7 heures de 1027 millibars, soit 770,3 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

de la journée du 4 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier) : Ajaccio, 12 degrés et 0 ; Biarritz, 9 et 4 ; Bordeaux, 9 et 0 ; Bourges, 5 et -1 ; Brétigny, 8 et 4 ; Caen, 8 et 3 ; Cherbourg, 7 et -1 ; Clermont-Ferrand, 6 et -1 ; Dijon, 5 et -4 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 6 et -1 ; Lyon, 6 et -1 ; Marseille-Marganne, 9 et 4 ; Nancy, 3 et 0 ; Nantes, 8 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 6 et -2 ; Pau-Montouris, 6 et 1 ; Pau, 7 et 0 ; Perpignan, 10 et 5 ; Rennes, 8 et 1 ; Strasbourg, 5 et 2 ; Tours, 6 et 0 ; Toulouse, 7 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 12 et 6 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, 6 et 1 ; Bruxelles, 5 et 0 ; Le Caire, 19 et 10 ; Les Canaries, 21 et 18 ; Coppenhague, 5 et 0 ; Dakar, 24 et 20 ; Djibouti, 16 et 6 ; Genève, 4 et -1 ; Jérusalem, 14 et 5 ; Lisbonne, 13 et 4 ; Londres, 7 et 1 ; Luxembourg, 1 et -2 ; Madrid, 8 et -2 ; Moscou, 3 et -1 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 4 et 3 ; Palma-de-Majorque, 14 et 1 ; Rome, 14 et 0 ; Stockholm, 0 et -5 ; Téhéran, 15 et 5 ; Tunis, 18 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 7 JANVIER

« Exposition Turner », 11 heures, Grand Palais, M° Saint-Germain.

« Le Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, M° Bonquet des Champs.

« Les appartements de la duchesse de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M° Les Halles (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Turner », 17 h 30, Grand Palais (Les amis de l'histoire).

« G. de La Tour et les Le Nain », 10 h 30, Musée du Louvre, porte Denon (Arcus).

« La Comédie », 15 heures, dans le hall (Arts confères).

« Turpin », 15 h 30, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Lassay », 15 heures, métro Chambre-de-Deputés (M° Haubert).

« Enchantement de Mozart », 15 heures, 12, rue Monsieur (Paris et son histoire).

« Turner », 11 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

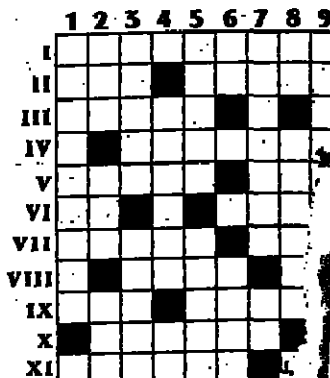
CONFÉRENCES

15 heures : Amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Costa, M. G. Barthélemy : « Technologies appropriées et pratiques » (Université populaire de Paris).

15 heures : 1, rue Malot, M. de Rivel : « La chanson antillaise » ; M. J. Rancy : « Le cirque en-Il en train de mourir » ; M. P. Bertrand : « 1984, année de l'Europe » (Le Nouveau Fan-bourg).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3618



HORIZONTALEMENT

I. Se fâchaient royaleme République, non sans élé. II. Un sage s'en contente. III. N'épargna Louis qu'on lui avait conf. IV. Ce que fait à grande cou- bec un canard agressif. V. Se fait battre avant de se donner, tout masochisme exclu. Accompagne une force de frappe. VI. Eclat de rire. Bombe ou une fin pour celui qui le fait. VII. Un tel chasseur se préoccupe plus de la classe que de la chasse. Dieu grec de l'Aurore. VIII. On se brisent bien des lames. IX. Fit prendre des matras à ses bleus pour une question de Noix. Titi ou Toto. X. Porte les palmes. XI. Victimes d'une purge au sonnet. Alternative.

VERTICALEMENT

1. Doit son succès à des mou- ments de troupes légères ne man- quant pas de panache. 2. Tribu- taire d'un lien affectif ou effectif. Trahit celui qui l'aime. Cardinal que l'on ne saurait concevoir sans aube. 3. Jeter à terre dans un louable dessein. Preuve d'une incontestable bonne foi. 4. Extrémité d'une plante parfois proche de l'ongle. Conclusive. 5. Unité de compte du somnolier. Personnage. Culabo- rateur masqué. 6. Particule d'appui. Ne s'entendent pas toujours bien. 7. Héros romantique de Walter Scott. Personnel. 8. Négation. Se font gratter sur les côtes. 9. Unités de force. Chante au paradis.

Solution du problème n° 3617

Horizontalement

I. Vedette. II. Epica. Ube. III. Niche. An. IV. Téta. V. Ruinai. VI. Ore. Te. VII. Lénifier. VIII. Oe. Pro. IX. Quibus. Ut. X. Us. Ob. XI. Insulté.

Verticalement

1. Ventriloque. 2. Epieu. I. 3. Diction. 4. Echanillor. 5. Tee. A.E.F. Ubu. 6. Sid. I. 7. Eu. Ister. Li. 8. Bal. Ar. 9. Tentis. U.

GUY BROUTY.

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

| TERMI- NATIONS | FINALES ET NUMÉRIQUES | SOMMES GAGNÉES | TERMI- NATIONS | FINALES ET NUMÉRIQUES | SOMMES GAGNÉES |
|-------------------|--|--|-------------------|---|--|
| 1 | 11 81 641 201 891 9 191 49 841 | 200 200 500 500 500 3 000 10 000 | 6 | 43 846 | 10 000 |
| 2 | 42 1 102 9 272 9 342 | 200 2 000 2 000 2 000 | 7 | 7 147 397 657 | 100 600 600 600 |
| 3 | 3 | 100 | 8 | 68 439 2 988 96 748 | 500 500 2 000 10 000 |
| 4 | 384 534 | 500 500 | 9 | 99 359 439 739 959 989 9 789 60 549 671 309 | 200 500 500 500 500 500 2 000 10 000 4 000 200 |
| 5 | 65 9 875 43 285 44 535 50 375 | 200 500 10 000 10 000 10 000 | 0 | 330 960 0 290 2 000 79 030 267 510 | 500 500 2 000 2 000 10 000 1 000 000 |
| 6 | 166 326 4 916 96 556 | 500 500 2 000 10 000 | | | |

LOTTO 2 22 26 27 28 37
Tirage n° 01 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 10

Tranche des Rois

TIRAGE DU 4 JANVIER 1984

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

| Finale et numéro | Les sommes à payer sont indiquées tous cumulés compris pour un billet entier |
|---------------------|--|
| 4 | Tous les billets terminés par 4 gagnent 100 F dans toutes les séries |
| 6 | Tous les billets terminés par 6 gagnent 100 F dans toutes les séries |
| 21 | Tous les billets terminés par 21 gagnent 200 F dans toutes les séries Tous les billets terminés par 21 gagnent 400 F dans toutes les séries |
| 534 | Nombres gagnants dans toutes les séries |

| Finale et numéro | Sommes gagnées | Finale et numéro | Sommes gagnées |
|---|----------------|---|----------------|
| 0345 1345 2345 3345 4345 5345 6345 7345 8345 9345 | 400 F | 0435 1435 2435 3435 4435 5435 6435 7435 8435 9435 | 400 |
| 0435 1435 2435 3435 4435 5435 6435 7435 8435 9435 | 400 | 0435 1435 2435 3435 4435 5435 6435 7435 8435 9435 | 400 |
| 0534 1534 2534 3534 4534 5534 6534 7534 8534 9534 | 4 100 | 0534 1534 2534 3534 4534 5534 6534 7534 8534 9534 | 4 100 |

| Finale et numéro | Sommes gagnées | Finale et numéro | Sommes gagnées |
|---|---|---|---|
| 3077 10 000 F 1 000 F 7367 10 000 F 1 000 F 7376 10 000 F 1 000 F 7377 10 000 F 1 000 F 7378 10 000 F 1 000 F 7379 10 000 F 1 000 F 7380 10 000 F 1 000 F | 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F | 7367 10 000 F 1 000 F 7376 10 000 F 1 000 F 7377 10 000 F 1 000 F 7378 10 000 F 1 000 F 7379 10 000 F 1 000 F 7380 10 000 F 1 000 F 7381 10 000 F 1 000 F 7382 10 000 F 1 000 F | 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F 10 000 F 1 000 F |

ARLEQUIN

TIRAGE DU 4 JANVIER 1984

Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 8 janvier

Fonctionnaires de père en fils

Gout du service de l'Etat. facilités familiales. recherche de la sécurité... La fonction publique, a la base comme au sommet, a ses dynasties.

Une enquête de Michel Heurteaux

SPORTS

AUTOMOBILISME

La nouvelle formule 1 de Ligier est financée en partie par le Loto

Guy Ligier, constructeur de monoplace de formule 1, a pris un nouveau départ mercredi 4 janvier, dans la course du premier étage de la tour Eiffel à l'occasion de la présentation de la J.S.-23 ; la voiture qui défendra ses couleurs dans le prochain championnat du monde. Après deux années de problèmes dus essentiellement à l'échec de son association avec le groupe P.S.A., le constructeur vichyssois a réuni cette fois assez d'argent pour espérer figurer honorablement sur les circuits.

Ses ressources proviennent désormais du Loto qui, dit-on, lui verserait 45 millions de francs et de son partenaire privilégié Gitanes qui se contentera, cette fois, de donner 12 millions de francs par l'intermédiaire de la Société d'exploitation industrielle de tabacs et d'allumettes (SEITA), Autar, filiale d'ELF, qui est le partenaire de Renault-Sport, souscrit aussi.

Au total, 70 millions de francs environ sont tombés dans l'escarcelle de l'écurie française. Ce ne sera peut-être pas suffisant pour espérer rivaliser, cette année encore, avec les écuries britannique ou italienne. Ligier bénéficiera des moteurs turboalimentés de la régie Renault dans la version nouvelle qui a été définie le 13 décembre dernier, et de la présence de deux nouveaux pilotes, l'italien Andrea de Cesaris et le Français François Hesnault, qui ont pris la place de Jean-Pierre Jarier et du Brésilien Raul Rosel.

A défaut d'être déjà célèbre, le pilote italien, âgé de vingt-cinq ans, fait partie des grands espoirs du pilotage en formule 1. Ce n'est pas en-

GILLES MARTINEAU

« Darriche hors course dans rallye Paris-Alger-Dakar. - La première épreuve spéciale du rallye Paris-Alger-Dakar, disputée en Algérie, entre Chelaba et In-Salad, vu les victoires de Gaboriau-Gabriel sur Range Rover et de Drobecq-Honda. L'équipage Darriche-Giroux sur Lada a été mis hors course à la suite de difficultés de carter et de bielle.

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurant, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouvy-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie de « Monde » 3, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous les textes sans accord avec l'administrateur

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.

ISSN : 0395 - 2037

مركز الأمل

سقا من الامل

LE CARNET DU Monde ÉCHECS

Naissances

M. et M^{me} LÉON THIOULOUSE, M. et M^{me} Jean-Denis THIOULOUSE, M. et M^{me} Éric THIOULOUSE, sont heureux d'annoncer la naissance de leur archet-artiste-petit-fils, arrive-petit-fils, petite-fille et fille.

Angie,
44, rue Véron,
Alfortville (94).

Nicole HIRSCH et Richard ZALMANSKI ont la joie de faire part de la naissance de leur fils.

Le 29 décembre 1983.
130, avenue du Maine,
75014 Paris.

Décès

On nous prie de faire part du décès survenu à Paris le 28 décembre 1983 à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M^{me} Eugénie BESNAUDOU,
née C. Delaunoy.

De la part des familles
Besnaudou, Antona, Delaunoy, Harvill,
Michel, Heine et Zarka.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière du Montparnasse.

Le docteur Jean Grosbois,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GROSBOIS,
née Simone Leca,
avocate à la Cour d'appel d'Orléans,
ancien bâtonnier de l'Ordre national du Mérite,
survécant le 2 janvier 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 4 janvier 1984, en l'église de la Vierge, 46, rue Saint-Marc, 45000 Orléans.

M. et M^{me} André JASSERON, Ronée Jasseron, Marcelle et Philippe Tison et leurs enfants, Ruffine Jasseron, Antoinette et Pierre Jasseron, ont la douleur de faire part du décès de

M. André JASSERON,
survécant à Paris le 23 décembre 1983.

Nous apprenons la mort de M. Pierre-Jean MOATTI, préfet de région laïque, décédé à l'âge de soixante et onze ans, le 1^{er} janvier.

Né le 21 janvier 1912 à Constantine (Algérie), licencié en droit, avocat à la cour d'appel de Paris, Pierre-Jean Moatti avait commencé en juin 1935 une carrière administrative comme attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État aux travaux publics. Nommé sous-préfet hors classe en octobre 1944, il avait été chef de cabinet de la région Bourgogne en 1967. M. Moatti avait pris sa retraite en 1977.

GENTLEY SOLDE
ses vêtements de luxe pour Hommes
20 av. Franklin-Roosevelt
Métro : St-Philippe-du-Roule

M. et M^{me} Paul Moise-Morel, Le docteur et M^{me} Michel Louy-Moisse, M^{me} Laurence Moise-Morel, M. et M^{me} Jean-Pierre Korn, M. et M^{me} Raymond Korn, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul MOISE-MOREL,
née Haguette Korn,
survécant à Strasbourg le 28 décembre 1983, après une courte maladie, à l'âge de cinquante-trois ans.

M^{me} Pierre PASQUIER, Michel-Pierre Pasquier et ses enfants, François Pasquier, font part du décès de

M. Pierre PASQUIER,
docteur en pharmacie, chef de file de la Légion d'honneur,
survécant à Paris, en son domicile, le 27 décembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue de l'Arrivée,
75015 Paris.
M. et M^{me} Roger VEZIN, M. et M^{me} Jean-Marie Vezin, M. et M^{me} Patrice Vezin, M. et M^{me} Pierre-Antoine Vezin, M. et M^{me} Luc Vezin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VEZIN,
survécant à Paris, en son domicile, le 27 décembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue de l'Arrivée,
75015 Paris.
M. et M^{me} Roger VEZIN, M. et M^{me} Jean-Marie Vezin, M. et M^{me} Patrice Vezin, M. et M^{me} Pierre-Antoine Vezin, M. et M^{me} Luc Vezin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VEZIN,
survécant à Paris, en son domicile, le 27 décembre 1983.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Raymond TExIER,

le 4 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

De la part de M^{me} Raymond Texier, son épouse, M. et M^{me} Pierre Texier, Louis-David et Wilfried, Le docteur et M^{me} Jean-Louis Texier, Anne, Mathieu, Simon et François, M. et M^{me} Guy Texier, Clara, Benjamin et Jean-Baptiste, ses enfants et petits-enfants, M^{me} François Texier et ses filles, M. et M^{me} Laurent Texier et leurs enfants, M^{me} Georges Texier et sa famille.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 6 janvier 1984, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16^e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

70, boulevard Flandrin,
75116 Paris.

M. et M^{me} Roger VEZIN, M. et M^{me} Jean-Marie Vezin, M. et M^{me} Patrice Vezin, M. et M^{me} Pierre-Antoine Vezin, M. et M^{me} Luc Vezin, ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger VEZIN,
survécant à Paris, en son domicile, le 27 décembre 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue de l'Arrivée,
75015 Paris.

M. et M^{me} Roger VEZIN, M. et M^{me} Jean-Marie Vezin, M. et M^{me} Patrice Vezin, M. et M^{me} Pierre-Antoine Vezin, M. et M^{me} Luc Vezin, ont la douleur de faire part du décès de

Avis de messes

Une messe à l'intention de

M. Philippe de BUSSY, rappelé à Dieu le 30 décembre 1983, sera célébrée le lundi 9 janvier 1984, à 18 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule, 134, faubourg Saint-Honoré, à Paris-8.

De la part de M^{me} Philippe de Bussy, Ses enfants et leur famille. Ni fleurs ni couronnes.

SCIENCES

LES SOVIÉTIQUES FRANCHISENT UNE ÉTAPE DANS LA MAÎTRISE DE LA FUSION THERMONUCLÉAIRE

Des physiciens soviétiques travaillant sur la fusion thermonucléaire contrôlée ont porté, selon l'agence Tass un plasma (gaz ionisé) à une température de 30 millions de degrés pendant 0,15 seconde. Ce qui est une étape vers la maîtrise de la fusion thermonucléaire en vue de produire de l'énergie. L'expérience a été faite dans le Tokamak-10 de l'Institut Kourchatov de Moscou, un tube annulaire où le plasma est maintenu concentré par de forts champs magnétiques, tandis que d'autres champs magnétiques induisent dans le plasma un courant électrique qui l'échauffe. Mais l'ingrédient essentiel en est un chauffage supplémentaire fourni par quatre gyrotrons, qui sont des « tubes » à ondes de très haute fréquence (environ 80 milliards de hertz), construits à l'Institut de physique appliquée de Gorki. Les ondes sont absorbées par le plasma, et lui communiquent leur énergie.

Le chauffage par micro-ondes est une technique étudiée depuis plusieurs années pour amener le plasma à une température de l'ordre de 100 millions de degrés, nécessaire à l'amorçage des réactions de fusion entre noyaux atomiques. En France, une température de 20 millions de degrés a été atteinte en 1981.

KASPAROV

DEVANCE KARPOV

AU CLASSEMENT DE LA FIDE

Garry Kasparov, 2 710 points ; Anatoli Karpov, 2 700. Pour la première fois depuis 1975, l'actuel champion du monde ne se trouve pas en tête du classement annuel de la Fédération internationale d'échecs (FIDE). Karpov perd, sur 1982, dix points tandis que Kasparov en gagne vingt. Quant à Kortchnoi, il passe de la douzième à la troisième place.

La situation est identique chez les femmes, où la Suédoise Pia Cramling, qui n'est même pas qualifiée pour le tournoi des prétendantes, devance de vingt points la championne du monde Maya Tchibourdanidze.

CLASSEMENT 1983

Hommes : 1. Kasparov (U.R.S.S.), 2 710 points ; 2. Karpov (U.R.S.S.), 2 700 ; 3. Kortchnoi (Russie) et Ljubojevic (Yougoslavie), 2 635 ; 5. Andersson (Suède) et Vaganian (U.R.S.S.), 2 630 ; 7. Portisch (Hongrie), 2 625 ; 8. Huebner (R.F.A.) et Tal (U.R.S.S.), 2 620 ; 10. Hort (Tchécoslovaquie), Polugavsky (U.R.S.S.) et Spassky (U.R.S.S.), 2 615 etc.

Femmes : Cramling (Suède), 2 405 points ; 2. Tchibourdanidze (U.R.S.S.), 2 385 ; 3. Alexandria (U.R.S.S.), 2 370 ; 4. Gapiandzevili (U.R.S.S.), 2 330 ; 5. Amislovskaya (U.R.S.S.), 2 300 etc.

(Publicité)

ROGER LÉON ANNONCE LE

RETOUR DE MADD

et avant travaux solde son Entrepôt 20, rue Tronchet Paris 8^e, où l'on marque l'événement par une vente à des prix démentés. Pour LUI : pulls, chemises griffées, et tout le prêt-à-porter masculin. Pour ELLE : pulls angora chauds, robes, des pantalons et un rayon sports d'hiver extra. Il faut en profiter dès aujourd'hui de 10 à 19 heures, 20, rue TRONCHET, Paris 8^e.

ANNONCES CLASSEES

| OFFRES D'EMPLOI | 1 ligne | 1 ligne T.T.C. |
|---------------------|---------|----------------|
| DEMANDES D'EMPLOI | 83,00 | 98,44 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 29,85 |
| AUTOMOBILES | 55,00 | 66,42 |
| AGENDA | 55,00 | 66,42 |
| PROP. COMM. CAPITAL | 164,00 | 194,50 |

| ANNONCES ENCADEES | la ligne/col. | la ligne/col. T.T.C. |
|-------------------|---------------|----------------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 47,00 | 55,74 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00 | 16,60 |
| IMMOBILIER | 36,00 | 42,70 |
| AUTOMOBILES | 36,00 | 42,70 |
| AGENDA | 36,00 | 42,70 |

OFFRES D'EMPLOIS

Société de peinture de gros travaux
Secrétaire COMPTABLE
niveau SAC G2
Déclaration fiscale, charges sociales, 2 ans d'expérience, diplôme de l'enseignement secondaire.
Libre rapidement.
Adresser C.V. et photo à :
Société GALLON, 25, rue de la Paix, 75002 Paris.

INFORMATIS GESTION
de projets utilisateurs réseaux et bases de données.
ANALYSES ET PROGRAMMEURS
- COBOL OPS 8, I/O, TOS, BURROUGHS - MEDIAN SYSTEM 4000, cobol avec mini-ordinateur.
HOMME SYSTEME
IBM, VM/CMS, DOS/VSE
PORTER A RESPONSABILITE
25, rue de la Paix, 75002 Paris.
Foyer éducatif personnes handicapées 14-18 ans.
ÉDUCATEURS-TRICES
spécialistes ou animateurs-trices socio-éducatifs diurnes et nocturnes.
Contacteur 636-86-20, n. h.

ELECTROMÉCANICIEN
Expér. répar. outils portatifs. Avoir carte, diplôme, permis de conduire. S'adresser à :
J. BÉALD, 207-12-23.

COLLABORATEUR (TRICE) EXPÉRIENTÉ
5 ans minimum.
Sw. C.V. et photo à :
INTER SA, B.P. 508, 75006 Paris.
Société GALLON, 25, rue de la Paix, 75002 Paris.

ORGANISATEURS
- Formation, animation, conseil, contact et animation. Séminaires, conférences, colloques.
C.V. et photo à :
Société GALLON, 25, rue de la Paix, 75002 Paris.

CHEF DE PUBLICITÉ
Expérience presse informatique souhaitée. Responsable ventes, conseil, contact et animation. Libre rapidement. S'adresser à :
Société GALLON, 25, rue de la Paix, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
Original 3-4 P., tout conf. imm. de 14-16 h. 15 h. 30.
S'adresser à :
Société GALLON, 25, rue de la Paix, 75002 Paris.

5^e arrdt
NEUF IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE
RESTE 8 APPARTEMENTS de 3, 4 et 5 P. et 6 P. et 7 P. et 8 P. et 9 P. et 10 P. et 11 P. et 12 P. et 13 P. et 14 P. et 15 P. et 16 P. et 17 P. et 18 P. et 19 P. et 20 P. et 21 P. et 22 P. et 23 P. et 24 P. et 25 P. et 26 P. et 27 P. et 28 P. et 29 P. et 30 P. et 31 P. et 32 P. et 33 P. et 34 P. et 35 P. et 36 P. et 37 P. et 38 P. et 39 P. et 40 P. et 41 P. et 42 P. et 43 P. et 44 P. et 45 P. et 46 P. et 47 P. et 48 P. et 49 P. et 50 P. et 51 P. et 52 P. et 53 P. et 54 P. et 55 P. et 56 P. et 57 P. et 58 P. et 59 P. et 60 P. et 61 P. et 62 P. et 63 P. et 64 P. et 65 P. et 66 P. et 67 P. et 68 P. et 69 P. et 70 P. et 71 P. et 72 P. et 73 P. et 74 P. et 75 P. et 76 P. et 77 P. et 78 P. et 79 P. et 80 P. et 81 P. et 82 P. et 83 P. et 84 P. et 85 P. et 86 P. et 87 P. et 88 P. et 89 P. et 90 P. et 91 P. et 92 P. et 93 P. et 94 P. et 95 P. et 96 P. et 97 P. et 98 P. et 99 P. et 100 P. et 101 P. et 102 P. et 103 P. et 104 P. et 105 P. et 106 P. et 107 P. et 108 P. et 109 P. et 110 P. et 111 P. et 112 P. et 113 P. et 114 P. et 115 P. et 116 P. et 117 P. et 118 P. et 119 P. et 120 P. et 121 P. et 122 P. et 123 P. et 124 P. et 125 P. et 126 P. et 127 P. et 128 P. et 129 P. et 130 P. et 131 P. et 132 P. et 133 P. et 134 P. et 135 P. et 136 P. et 137 P. et 138 P. et 139 P. et 140 P. et 141 P. et 142 P. et 143 P. et 144 P. et 145 P. et 146 P. et 147 P. et 148 P. et 149 P. et 150 P. et 151 P. et 152 P. et 153 P. et 154 P. et 155 P. et 156 P. et 157 P. et 158 P. et 159 P. et 160 P. et 161 P. et 162 P. et 163 P. et 164 P. et 165 P. et 166 P. et 167 P. et 168 P. et 169 P. et 170 P. et 171 P. et 172 P. et 173 P. et 174 P. et 175 P. et 176 P. et 177 P. et 178 P. et 179 P. et 180 P. et 181 P. et 182 P. et 183 P. et 184 P. et 185 P. et 186 P. et 187 P. et 188 P. et 189 P. et 190 P. et 191 P. et 192 P. et 193 P. et 194 P. et 195 P. et 196 P. et 197 P. et 198 P. et 199 P. et 200 P. et 201 P. et 202 P. et 203 P. et 204 P. et 205 P. et 206 P. et 207 P. et 208 P. et 209 P. et 210 P. et 211 P. et 212 P. et 213 P. et 214 P. et 215 P. et 216 P. et 217 P. et 218 P. et 219 P. et 220 P. et 221 P. et 222 P. et 223 P. et 224 P. et 225 P. et 226 P. et 227 P. et 228 P. et 229 P. et 230 P. et 231 P. et 232 P. et 233 P. et 234 P. et 235 P. et 236 P. et 237 P. et 238 P. et 239 P. et 240 P. et 241 P. et 242 P. et 243 P. et 244 P. et 245 P. et 246 P. et 247 P. et 248 P. et 249 P. et 250 P. et 251 P. et 252 P. et 253 P. et 254 P. et 255 P. et 256 P. et 257 P. et 258 P. et 259 P. et 260 P. et 261 P. et 262 P. et 263 P. et 264 P. et 265 P. et 266 P. et 267 P. et 268 P. et 269 P. et 270 P. et 271 P. et 272 P. et 273 P. et 274 P. et 275 P. et 276 P. et 277 P. et 278 P. et 279 P. et 280 P. et 281 P. et 282 P. et 283 P. et 284 P. et 285 P. et 286 P. et 287 P. et 288 P. et 289 P. et 290 P. et 291 P. et 292 P. et 293 P. et 294 P. et 295 P. et 296 P. et 297 P. et 298 P. et 299 P. et 300 P. et 301 P. et 302 P. et 303 P. et 304 P. et 305 P. et 306 P. et 307 P. et 308 P. et 309 P. et 310 P. et 311 P. et 312 P. et 313 P. et 314 P. et 315 P. et 316 P. et 317 P. et 318 P. et 319 P. et 320 P. et 321 P. et 322 P. et 323 P. et 324 P. et 325 P. et 326 P. et 327 P. et 328 P. et 329 P. et 330 P. et 331 P. et 332 P. et 333 P. et 334 P. et 335 P. et 336 P. et 337 P. et 338 P. et 339 P. et 340 P. et 341 P. et 342 P. et 343 P. et 344 P. et 345 P. et 346 P. et 347 P. et 348 P. et 349 P. et 350 P. et 351 P. et 352 P. et 353 P. et 354 P. et 355 P. et 356 P. et 357 P. et 358 P. et 359 P. et 360 P. et 361 P. et 362 P. et 363 P. et 364 P. et 365 P. et 366 P. et 367 P. et 368 P. et 369 P. et 370 P. et 371 P. et 372 P. et 373 P. et 374 P. et 375 P. et 376 P. et 377 P. et 378 P. et 379 P. et 380 P. et 381 P. et 382 P. et 383 P. et 384 P. et 385 P. et 386 P. et 387 P. et 388 P. et 389 P. et 390 P. et 391 P. et 392 P. et 393 P. et 394 P. et 395 P. et 396 P. et 397 P. et 398 P. et 399 P. et 400 P. et 401 P. et 402 P. et 403 P. et 404 P. et 405 P. et 406 P. et 407 P. et 408 P. et 409 P. et 410 P. et 411 P. et 412 P. et 413 P. et 414 P. et 415 P. et 416 P. et 417 P. et 418 P. et 419 P. et 420 P. et 421 P. et 422 P. et 423 P. et 424 P. et 425 P. et 426 P. et 427 P. et 428 P. et 429 P. et 430 P. et 431 P. et 432 P. et 433 P. et 434 P. et 435 P. et 436 P. et 437 P. et 438 P. et 439 P. et 440 P. et 441 P. et 442 P. et 443 P. et 444 P. et 445 P. et 446 P. et 447 P. et 448 P. et 449 P. et 450 P. et 451 P. et 452 P. et 453 P. et 454 P. et 455 P. et 456 P. et 457 P. et 458 P. et 459 P. et 460 P. et 461 P. et 462 P. et 463 P. et 464 P. et 465 P. et 466 P. et 467 P. et 468 P. et 469 P. et 470 P. et 471 P. et 472 P. et 473 P. et 474 P. et 475 P. et 476 P. et 477 P. et 478 P. et 479 P. et 480 P. et 481 P. et 482 P. et 483 P. et 484 P. et 485 P. et 486 P. et 487 P. et 488 P. et 489 P. et 490 P. et 491 P. et 492 P. et 493 P. et 494 P. et 495 P. et 496 P. et 497 P. et 498 P. et 499 P. et 500 P. et 501 P. et 502 P. et 503 P. et 504 P. et 505 P. et 506 P. et 507 P. et 508 P. et 509 P. et 510 P. et 511 P. et 512 P. et 513 P. et 514 P. et 515 P. et 516 P. et 517 P. et 518 P. et 519 P. et 520 P. et 521 P. et 522 P. et 523 P. et 524 P. et 525 P. et 526 P. et 527 P. et 528 P. et 529 P. et 530 P. et 531 P. et 532 P. et 533 P. et 534 P. et 535 P. et 536 P. et 537 P. et 538 P. et 539 P. et 540 P. et 541 P. et 542 P. et 543 P. et 544 P. et 545 P. et 546 P. et 547 P. et 548 P. et 549 P. et 550 P. et 551 P. et 552 P. et 553 P. et 554 P. et 555 P. et 556 P. et 557 P. et 558 P. et 559 P. et 560 P. et 561 P. et 562 P. et 563 P. et 564 P. et 565 P. et 566 P. et 567 P. et 568 P. et 569 P. et 570 P. et 571 P. et 572 P. et 573 P. et 574 P. et 575 P. et 576 P. et 577 P. et 578 P. et 579 P. et 580 P. et 581 P. et 582 P. et 583 P. et 584 P. et 585 P. et 586 P. et 587 P. et 588 P. et 589 P. et 590 P. et 591 P. et 592 P. et 593 P. et 594 P. et 595 P. et 596 P. et 597 P. et 598 P. et 599 P. et 600 P. et 601 P. et 602 P. et 603 P. et 604 P. et 605 P. et 606 P. et 607 P. et 608 P. et 609 P. et 610 P. et 611 P. et 612 P. et 613 P. et 614 P. et 615 P. et 616 P. et 617 P. et 618 P. et 619 P. et 620 P. et 621 P. et 622 P. et 623 P. et 624 P. et 625 P. et 626 P. et 627 P. et 628 P. et 629 P. et 630 P. et 631 P. et 632 P. et 633 P. et 634 P. et 635 P. et 636 P. et 637 P. et 638 P. et 639 P. et 640 P. et 641 P. et 642 P. et 643 P. et 644 P. et 645 P. et 646 P. et 647 P. et 648 P. et 649 P. et 650 P. et 651 P. et 652 P. et 653 P. et 654 P. et 655 P. et 656 P. et 657 P. et 658 P. et 659 P. et 660 P. et 661 P. et 662 P. et 663 P. et 664 P. et 665 P. et 666 P. et 667 P. et 668 P. et 669 P. et 670 P. et 671 P. et 672 P. et 673 P. et 674 P. et 675 P. et 676 P. et 677 P. et 678 P. et 679 P. et 680 P. et 681 P. et 682 P. et 683 P. et 684 P. et 685 P. et 686 P. et 687 P. et 688 P. et 689 P. et 690 P. et 691 P. et 692 P. et 693 P. et 694 P. et 695 P. et 696 P. et 697 P. et 698 P. et 699 P. et 700 P. et 701 P. et 702 P. et 703 P. et 704 P. et 705 P. et 706 P. et 707 P. et 708 P. et 709 P. et 710 P. et 711 P. et 712 P. et 713 P. et 714 P. et 715 P. et 716 P. et 717 P. et 718 P. et 719 P. et 720 P. et 721 P. et 722 P. et 723 P. et 724 P. et 725 P. et 726 P. et 727 P. et 728 P. et 729 P. et 730 P. et 731 P. et 732 P. et 733 P. et 734 P. et 735 P. et 736 P. et 737 P. et 738 P. et 739 P. et 740 P. et 741 P. et 742 P. et 743 P. et 744 P. et 745 P. et 746 P. et 747 P. et 748 P. et 749 P. et 750 P. et 751 P. et 752 P. et 753 P. et 754 P. et 755 P. et 756 P. et 757 P. et 758 P. et 759 P. et 760 P. et 761 P. et 762 P. et 763 P. et 764 P. et 765 P. et 766 P. et 767 P. et 768 P. et 769 P. et 770 P. et 771 P. et 772 P. et 773 P. et 774 P. et 775 P. et 776 P. et 777 P. et 778 P. et 779 P. et 780 P. et 781 P. et 782 P. et 783 P. et 784 P. et 785 P. et 786 P. et 787 P. et 788 P. et 789 P. et 790 P. et 791 P. et 792 P. et 793 P. et 794 P. et 795 P. et 796 P. et 797 P. et 798 P. et 799 P. et 800 P. et 801 P. et 802 P. et 803 P. et 804 P. et 805 P. et 806 P. et 807 P. et 808 P. et 809 P. et 810 P. et 811 P. et 812 P. et 813 P. et 814 P. et 815 P. et 816 P. et 817 P. et 818 P. et 819 P. et 820 P. et 821 P. et 822 P. et 823 P. et 824 P. et 825 P. et 826 P. et 827 P. et 828 P. et 829 P. et 830 P. et 831 P. et 832 P. et 833 P. et 834 P. et 835 P. et 836 P. et 837 P. et 838 P. et 839 P. et 840 P. et 841 P. et 842 P. et 843 P. et 844 P. et 845 P. et 846 P. et 847 P. et 848 P. et 849 P. et 850 P. et 851 P. et 852 P. et 853 P. et 854 P. et 855 P. et 856 P. et 857 P. et 858 P. et 859 P. et 860 P. et 861 P. et 862 P. et 863 P. et 864 P. et 865 P. et 866 P. et 867 P. et 868 P. et 869 P. et 870 P. et 871 P. et 872 P. et 873 P. et 874 P. et 875 P. et 876 P. et 877 P. et 878 P. et 879 P. et 880 P. et 881 P. et 882 P. et 883 P. et 884 P. et 885 P. et 886 P. et 887 P. et 888 P. et 889 P. et 890 P. et 891 P. et 892 P. et 893 P. et 894 P. et 895 P. et 896 P. et 897 P. et 898 P. et 899 P. et 900 P. et 901 P. et 902 P. et 903 P. et 904 P. et 905 P. et 906 P. et 907 P. et 908 P. et 909 P. et 910 P. et 911 P. et 912 P. et 913 P. et 914 P. et 915 P

SOCIAL

LA REPRISE DE LA NÉGOCIATION SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le C.N.P.F. pourrait reprendre à son compte la proposition de F.O.

Après huit réunions, qui n'ont pas permis un rapprochement des points de vue en présence, les négociations sur le futur système d'assurance-chômage peuvent-elles encore déboucher sur un accord ?

Telle est la question qui se pose alors que deux nouvelles réunions sont prévues pour les 5 et 10 janvier et que l'actuelle convention, signée en 1958, révisée en 1979, puis dénoncée en 1982 par le C.N.P.F., cesse légalement d'exister au 31 janvier

Cette nouvelle est importante car, si l'on s'en tient aux positions adoptées jusqu'à présent par les partenaires sociaux, l'échec paraît probable. Hormis des points de friction qui ne sont pas secondaires, loin s'en faut, la divergence essentielle entre les syndicats et le patronat porte en effet sur le préalable absolu que pose ce dernier de la séparation de l'actuelle UNEDIC en deux systèmes distincts (l'un d'assurance, qui relèverait des cotisations salariales versées par les employeurs et les salariés ; l'autre de solidarité, qui serait financé par l'Etat) ; les organisations syndicales ayant laborieusement élaboré un front commun pour proposer un système croisé dans lequel la participation de l'Etat serait clairement identifiée, mais l'autonomie de l'organisme paritaire garantie.

Querrele de mots ? Nuances ? A voir l'acharnement des deux parties à faire prévaloir leur logique, il est évident que le débat recouvre, au-delà des principes, des intentions et des politiques différentes. Tandis que le C.N.P.F. souhaite obtenir la totale maîtrise d'un système équilibré qui marquerait, sans ambiguïté, les limites de ses responsabilités présentes et à venir dans le chômage, les syndicats recherchent, tout à la fois, une protection inchangée - voire améliorée - des chômeurs indemnisés et l'assurance de la participation de l'UNEDIC à l'abandon de la création de deux catégories de chômeurs ou, pis encore, à l'abandon de dizaines de milliers de personnes par le système d'assurance.

L'optimisme du C.N.P.F.

Malgré l'existence de ces deux positions inconciliables en apparence, le C.N.P.F. affiche son optimisme, au moment d'aborder la dernière ligne droite des négociations. Pour M. Chotard, l'idée d'une séparation de l'actuelle UNEDIC s'est progressivement imposée aux délégations syndicales. Le vice-président du C.N.P.F. se félicite de voir que « nos deux conditions, l'autonomie et l'équilibre financier, ont enfin été reconnues pour ce qu'elles étaient ». Autrement dit, les syndicats savent désormais que, pour sauver l'UNEDIC, organisme paritaire, ils doivent se résigner à accepter l'objectif premier du C.N.P.F., à savoir se débarrasser de la tutelle de l'Etat, ou de

1984, après une ultime prolongation d'un mois. Au-delà, l'Etat serait amené à intervenir et à légiférer par ordonnance.

Mais les événements se précipitent. Dans la matinée du 5 janvier, le C.N.P.F. laissait ainsi entendre qu'il pourrait accepter la dernière proposition de F.O., formulée lors de la séance du 21 décembre.

« Nous avons été mandatés très fermement », commente le négociateur du C.N.P.F. Pour ce faire, rien n'est trop beau aux yeux de M. Chotard. Il reconnaît aisément que le système d'assurance-chômage a joué un rôle d'amortisseur des difficultés, par le passé, et que « nous en avons d'autant plus besoin aujourd'hui » que la gestion du chômage apparaît comme une nécessité pour entreprendre les restructurations industrielles. Affirmant que « le patronat représente, plus encore que le gouvernement, une constante de la vie sociale », M. Chotard considère qu'il vaut mieux s'entendre avec nous - et se déclare prêt à « aller jusqu'au bout » pour faciliter un accord.

Au cours des deux prochaines réunions, M. Chotard veut bien envisager toutes les solutions pour améliorer les durées, les dégrèvements ou les niveaux d'indemnisation. Ainsi, il se propose d'accepter, dans certains cas, que les demandeurs d'emploi ayant travaillé trois mois et non plus six mois soient maintenus dans le système d'assurance. « Je suis sûr que tout sera signé le 10 janvier », conclut M. Chotard, qui aurait donc, en outre, ouvert un rapprochement avec F.O.

Les organisations syndicales n'arrivent pas à des conclusions aussi optimistes. L'unité réalisée le 14 décembre, s'est bien vite fissurée. La C.G.C., déjà favorable à l'idée de séparation de l'UNEDIC n'a pu faire sa spécificité. Puis elle l'a même accentuée en revendiquant une indemnisation à 65 % du salaire antérieur à partir de 5300 francs, ce qui favorise surtout les cadres. Le patronat serait prêt à prendre en compte cette démarche mais propose plutôt une garantie de prestations au moins équivalente à 60 % du salaire antérieur. F.O., qui avait été à l'origine de la contre-proposition intersyndicale établie à partir d'un projet amendé de la C.F.D.T., a soudainement avancé une seconde proposition en son nom propre, créant à son tour la consternation dans les rangs syndicaux.

Or, dans cette négociation, il apparaît que les attitudes de F.O. et de la C.F.D.T. sont déterminantes, même si, par bravade, M. Yvon Chotard se déclare prêt à signer un accord avec une seule organisation « comme cela

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION A L'USINE TALBOT DE POISSY

La C.F.D.T. a proposé à la direction la mise en chômage technique des 1 905 licenciés

La situation est demeurée confuse et tendue toute la journée de mercredi à l'usine Talbot de Poissy. Après les violents incidents qui, malgré les efforts des responsables C.F.D.T. pour calmer les esprits, ont fait dans la matinée 39 blessés, selon les chiffres officiels, de nouveaux heurts se sont produits vers 17 heures faisant quatre blessés légers, alors que des régleurs tentaient de faire repartir une chaîne.

En fin d'après-midi M. Jean-Pierre Noul, secrétaire de la section C.F.D.T., a présenté une ouverture : « La situation est très grave et il faut en sortir, c'est pourquoi nous proposons cette nouvelle ouverture sur la base du non aux licenciements ». M. Noul a demandé à la direction de Talbot de mettre en chômage technique les 1 905 personnes concernées par les licenciements, proposition que selon lui la direction a refusé sans vraiment « fermer la porte ».

La Fédération de la métallurgie C.F.D.T. a estimé dans une lettre au premier ministre que cette mise en chômage technique « pour une durée de trois mois serait mise à profit pour discuter des conditions de retour au pays sur la base du volontariat et pour préciser les autres éléments pouvant contribuer au traitement social des surajustés ». (...) La reprise du travail dans la dignité et le calme passe par cette négociation ». L'union régionale C.F.D.T. Ile-de-France organise une manifestation le 5 janvier devant la réunion de Peugeot à Paris pendant la séquence du conseil d'administration. Quant à la direction de Talbot, elle a décidé d'assigner la C.F.D.T. en référé en procédure d'urgence pour le remboursement des heures de travail perdues lors de la journée de mardi (soit 3 millions de francs). Le tribunal de Versailles rendra son jugement vendredi.

Dans une interview à Europe 1, M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T., a par ailleurs affirmé que « les procédés utilisés par le gouvernement de M. Mauroy étaient parfois pires que ceux de M. Barre ». Il a de nouveau dénoncé le fait que cet accord P.S.A.-gouvernement « ait été concocté dans le dos des organisations syndicales ». Dans un communiqué, M. Jack Ralite a démenti que l'accord ait « été négocié par le

ministre de l'emploi avec la seule C.G.T. ». M. Ralite indique qu'il a rencontré les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. le 14 décembre avec M. Barigouy et ajoute que « le samedi 17 décembre avec M. Pierre Mauroy, premier ministre, il a rencontré les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la métallurgie pour les informer des résultats et des ententes qu'il avait eues avec la direction de P.S.A. ». Au surplus il leur a précisé au nom du gouvernement qu'il y avait des discussions dans l'entreprise entre les syndicats et la direction.

Dans un communiqué, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.G.T., souligne que son initiative d'un référendum « a été favorablement et massivement accueillie par les travailleurs quelle que soit leur appartenance syndicale. Au point que les autres organisations syndicales dans l'entreprise ont été conduites, les uns après les autres à admettre la nécessité d'une telle consultation. (...) Le dernier mot doit revenir aux travailleurs ». Symboliquement, mercredi, M. Abba Ghazal, secrétaire du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, était présent à Talbot-Poissy, s'entretenant avec les immigrés. La section F.O. de l'usine a indiqué que, au cours d'une entrevue avec la direction, elle a « dénoncé la présence de plus en plus importante d'éléments extrémistes ».

La police est intervenue

(Suite de la première page.)

C'est une véritable guerre de position qui dévaste B3. Ce ne sont plus seulement des boules, mais tout ce qui peut faire loud, tout ce qui peut faire mal.

Toutes les pièces métalliques qui peuvent s'arracher le sont. On lance du haut des passerelles des pièces de carrosserie entières.

Près d'une heure, une longue heure durant, les contre-attaques succèdent aux attaques. « Les gars, on se repète. On va faire le plein », lance un non-gréviste. Quelques sourires de satisfaction : « Qu'est-ce qu'on leur a foutu dans la gueule. Mais aussi des mines contrariées : « Les bagnoles, qu'est-ce qu'elles vont déguster. Elles dégustent, en effet, servant de bouchiers improvisés.

leurs à l'entreprise, aussi bien sous l'étiquette C.G.T. que C.F.D.T. ». F.O. a critiqué « l'irresponsabilité dont certains font preuve », ajoutant que la C.G.T. joue le « pompier pyromane ».

Le bureau exécutif du parti socialiste a mis en garde, dans un communiqué, contre « tout ce qui contribue à diviser entre eux travailleurs français et immigrés, toute aggravation des divisions syndicales, toute violence ou surenchère minoritaire », qui peuvent permettre à la direction de P.S.A. de « pratiquer la politique du pire ». Pour le P.S., la gauche ne porte aucune responsabilité dans la situation actuelle de Talbot, qui « résulte des choix gravement erronés du groupe privé P.S.A. (...) Ce qui compte aujourd'hui, c'est que des garanties strictes soient données aux travailleurs et à leurs organisations syndicales pour former et reclasser les salariés qui restent touchés par des licenciements. Le parti socialiste demande aux pouvoirs publics d'être particulièrement vigilants sur ce point ». Soulignant des discussions tripartites sur l'aide au retour des travailleurs immigrés qui le demandent, le P.S. attend de la direction de P.S.A. qu'elle confirme « publiquement les engagements qu'elle a pris, à la demande du premier ministre, d'investir 1,2 milliard de francs sur l'entreprise Talbot, garantissant ainsi son avenir ».

« Il faut se défendre, sinon à midi il n'y a plus d'usine ». Toute la ligne accumulée des jours durant par la maîtrise se décharge. Pas un « homme en bleu » qui n'ait les mains pleines. Les plus violents sont cependant une dizaine d'hommes en civil, qui ont amené leur fronde avec eux. « Les journalistes sont témoins que nous avons été agressés militairement », dit M. Jean-Pierre Noul.

Tout au long de l'affrontement, les militants C.F.D.T., effondrés, débordés, paniqués pour certains, s'efforcent de canaliser le torrent de haine. « Maintenez, j'ai peur », dit M. Noul.

Vers 8 h 30, sur ordre de la direction, la maîtrise évacue le B3. La C.F.D.T. est intervenue auprès de la direction pour réclamer l'envoi de CRS, que les deux camps commencent à attendre sur le parking, en un face-à-face haineux. Le jour se lève sur un B3 dévasté. Dix minutes, un quart d'heure de trêve dans l'aupe glacée. Un millier de non-grévistes jurent deux cents ou trois cents grévistes. Et l'émotion. Soudain, la maîtrise charge à coups de boules emportées dans les poches, forçant les grévistes à reculer dans l'usine. Un vigile trahit la correspondance d'Antenne 2 au milieu des projectiles. « Ah ! tu les as excités hier, connasse ! ». Violentement pris à partie des deux côtés, les journalistes de télévision sont dix, vingt, cent fois sommés de s'expliquer.

Dans l'usine, on s'organise pour soutenir un siège. On amoncelle des projectiles. En guise de barricades, on dispose devant l'entrée des carcasses de voitures arrachées à la chaîne. Trois scots du B3 sont gardés « militairement ». Un bruit court : la direction aurait demandé aux non-grévistes restés dehors de refaire vers le B4 et le B5.

Peu importe, les préparatifs continuent. « On ne va pas se laisser massacrer », dit M. Jean-Pierre Noul, qui contribue à disposer les boules à incendie ; si on peut éviter le contact physique, ce serait mieux. Mais on se défendra. Le préfet a averti la direction que la C.S.L. allait donner l'assaut. Lors de la charge du parking, c'est vrai, les « hommes en bleu » avaient cédé la place à une dizaine de costards en civil armés de matraques, cognant pour cognier. Un hélicoptère survole l'usine.

« Les travailleurs empêchés de travailler ont réagi avec leur corps, avec leurs tripes. Nous avons tenté la direction depuis trois mois, mais elle ne contrôle pas la situation. Elle n'est même pas capable de vendre les voitures », cite Hervé Martin, secrétaire de la C.S.L., qui se défend d'avoir donné des « consignes de violence ».

A 10 h 30, on déplorait, selon les observateurs, une trentaine de blessés dont deux, gravement atteints. A l'appel de la direction, les cars étaient arrivés sur le parking, mais les non-grévistes n'avaient pas encore commencé à y embarquer. Certains journalistes, sur le parking, ont vu tirer des coups de feu. Le comité d'entreprise était toujours prévu pour 10 heures.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Peugeot va prendre ses distances à l'égard de Talbot

Peugeot va prendre ses distances juridiquement et financièrement à l'égard de Talbot. Après avis des comités des deux établissements, dont la tenue était prévue à 10 heures jeudi matin, Automobiles Peugeot devait réunir dans l'après-midi un conseil d'administration. Celui-ci devait décider la cession des 95 % du capital détenus par la société dans la S.N.C.-Talbot à deux sociétés « écrans » Talbot-S.A. (pour 95 % et SORA S.A. pour 5 %). Des conseils d'administration de ces deux sociétés, convoqués dans la soirée de jeudi, devaient entériner ces décisions. Ce montage juridique a pour avantage, avoue la société, d'éviter à Automobiles Peugeot d'être entraîné dans un éventuel

dépôt de bilan de Talbot, comme c'est la règle pour tous les associés d'une société en nom collectif.

Cette décision sert donc de fût à l'événement et de menace (Le Monde du 29 décembre). Avant un éventuel dépôt de bilan, il faudra que cette décision soit enregistrée au tribunal de commerce, puis que l'usine soit fermée. De plus, si un dépôt de bilan intervenait avant six mois, le tribunal de commerce saisi pourrait légalement ne pas tenir compte de cette modification juridique et, en conséquence, y associer Automobiles Peugeot. Il s'agit donc plutôt d'une mesure conservatoire à moyen terme.

(Publicité)

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE D'EQUIPEMENTS POUR LE PORT DE BEYROUTH

Le conseil de développement et de la reconstruction, commission portuaire, met en adjudication internationale sous pli fermé la fourniture, pour le port de Beyrouth, des équipements suivants :

1. Deux grues mobiles de 60 tonnes ;
2. Deux chariots élévateurs à fourches diesel de 35 tonnes ;
3. Cinq chariots élévateurs à fourches diesel de 13,5 tonnes ;
4. Trente chariots élévateurs à fourches diesel de 5 tonnes ;
5. Vingt-neuf chariots élévateurs à fourches diesel de 3 tonnes ;
6. Vingt-cinq transpalette de 1 tonne ;
7. Dix voitures de service pour six-sept personnes.

Cette adjudication aura lieu au :

Siege de la commission portuaire
Immeuble de l'Electricité du Liban (11^e étage)
Rue de France - Beyrouth - Liban
Le 15 mars 1984 à 10 heures (heure locale)

Les personnes intéressées pourront se procurer les cahiers des charges relatifs à cette adjudication au siège ci-dessus mentionné, moyennant le paiement de 750 livres libanaises pour chacun des articles 1, 2, 3, 4, 5 ou 250 livres libanaises pour chacun des articles 6 et 7.

L'achat de ces équipements étant financé par la Banque internationale pour le développement et la reconstruction, seules sont admises les fournitures originaires des pays membres de la BIRD et de la Suse.

Les offres doivent parvenir à la commission avant 12 heures du dernier jour ouvrable précédant la date de l'adjudication.

Le président du Conseil
de développement et de la reconstruction :
Docteur Mohamed ATALLAH

ALAIN LEBEAUE.

AFFAIRES

EN PROPOSANT UN MAGNÉSCOPE EN 8 MM

Kodak s'attaque au marché de la vidéo

Le numéro un mondial de la photographie, Kodak, se lance dans la vidéo. La société américaine a présenté, le 4 janvier, un système de vidéo portable (caméra-magnétoscope) qui sera commercialisé aux Etats-Unis à partir de l'été au prix de 1 599 dollars (13 500 F environ).

Baptisé Camcorder, ce système utilisera une vidéocassette au nouveau format 8 mm.

On sait que les principaux constructeurs mondiaux - Philips et plusieurs firmes japonaises en l'occurrence - ont défini, dans le cadre d'un comité mondial, les normes d'un nouveau standard 8 mm destiné en principe à se substituer aux trois standards actuels (V.H.S., Betamax et V. 2000). Les tenants du standard V.H.S. (la société japonaise J.V.C. notamment), qui domine 70 % du marché mondial, souhaitent cependant peu désireux de promouvoir ce nouveau format. Un débat avait opposé en France, à l'automne 1982, ceux qui prédisaient l'arrivée rapide du 8 mm et ceux qui voulaient miser sur le V.H.S. à travers un accord avec J.V.C. C'est cette solution qui avait emporté, Thomson signant un accord avec J.V.C. pour fabriquer des magnétoscopes classiques V.H.S.

L'initiative de Kodak risque donc fort de relancer la bataille. D'autant que la firme américaine a développé son système vidéo en 8 mm en coopération avec les groupes japonais Matsushita pour l'appareil et T.D.K. pour les bandes magnétiques. Les vidéo-

cassettes 8 mm auront une durée de quatre-vingt-dix minutes et pourront être « lues » directement sur un écran de T.V. normal à travers un simple décodeur.

Philips avait présenté un système similaire à l'automne dernier lors du premier Videom à Cannes, mais avec une cassette d'une durée d'une heure seulement.

Kodak, qui a souffert ces dernières années de la concurrence japonaise sur le marché de la photo, reprend dans l'offensive. Son objectif, apparemment, est double. D'une part, le groupe suit l'évolution technologique de l'électronique qui fait « éclater » les barrières entre les secteurs traditionnels (photo, vidéo, super-8, etc.).

D'autre part, il apparaît comme l'un des vecteurs de la volonté américaine de reconquérir une large partie du marché de la vidéo, abandonné jusqu'à maintenant aux Japonais. C'est, pour ce faire, il coopère avec Matsushita et T.D.K. Mais cette « collaboration » s'inscrit, elle aussi, dans la nouvelle stratégie industrielle des Etats-Unis qui impose aux firmes japonaises dans l'automobile et l'électronique notamment - de s'associer aux groupes américains sur les nouveaux produits s'ils veulent conserver une part des marchés conquis.

Pour l'Europe, pour la France et Thomson, cette alliance américano-japonaise représente en tout cas un risque majeur.

J.-M. O.

هنا من الامم

ÉNERGIE

Les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettront pas à G.D.F. d'éponger son déficit

Le secteur de l'énergie, plus que d'autres, illustre bien les contradictions de la politique gouvernementale, partagée entre le souhait à la fois de rétablir la vérité des tarifs publics, de réduire le déficit budgétaire et de maîtriser l'inflation. Après le charbon, le dossier gaz, moins spectaculaire mais tout aussi épineux, montre les limites de l'exercice.

Le problème posé était fort complexe : Gaz de France, qui a perdu l'an passé 2,5 milliards de francs, était soumis à réajuster, dès 1984, comme les autres entreprises publiques, l'équilibre de ses comptes. Dans le même temps, le gouvernement, contrairement à ses engagements passés, demandait à l'établissement de prendre en charge le surcoût « politique » du gaz algérien estimé en 1984 à 1,4 milliard de francs — découlant des accords signés en 1982 avec l'Algérie et que l'État, à l'époque, avait accepté de prendre directement en charge (sur une ligne budgétaire du ministère des relations extérieures).

Or, sans même cette contrainte supplémentaire, Gaz de France ne pouvait atteindre l'équilibre qu'en augmentant massivement ses tarifs. 70 % de ses dépenses sont, en effet, liées au coût de son approvisionnement — qui est très sensible à l'évolution des cours du dollar. Les économies de gestion demandées par les pouvoirs publics ne pouvaient, au mieux, apporter qu'une réduction de 1,5 à 2 % de ses dépenses totales.

G.D.F. avait donc établi trois hypothèses de travail à partir du cours moyen du dollar prévisible en 1984 : une devise à 7,50 F nécessitant, pour équilibrer ses comptes, une hausse des tarifs de 5 % sur l'année, à 8 F, une hausse de 8 %, et à 8,50 F (cours actuel), une hausse de 11 %. La prise en charge du surcoût du gaz algérien majorait ces augmentations nécessaires de trois points.

Outre que les pouvoirs publics ne sont guère prêts à accepter des augmentations de tarifs publics supérieures à 10 % pour 1984 — l'objectif visé pour l'inflation est de 5 % —, des augmentations de prix excessives risquent de mettre en cause l'avantage tarifaire indiscutable dont bénéficie G.D.F. vis-à-vis des autres sources d'énergie (électricité et fuel) et de compromettre sa stratégie, à moyen terme, fondée sur un élargissement de sa part du marché. Ce gain de consommation est en effet indispensable si l'établissement veut, dans les années à venir, écouler

la totalité du gaz qu'il recevra au titre des contrats signés. Dès en 1983, l'équilibre entre ses livraisons et ses ventes n'a pu être atteint que grâce à un stockage accru : au total, quelque 27,3 milliards de mètres cubes ont été livrés en France, alors que la consommation n'a guère dépassé les 25,8 milliards de mètres cubes (chiffres de 1982).

La solution retenue par les pouvoirs publics est une cote mal taillée entre ces différentes contraintes. G.D.F. sera autorisé à augmenter ses tarifs de 5 % le 15 février, puis, une seconde fois de manière « substantielle », à l'automne. Il est toutefois peu probable que ces hausses atteindront les 14 % en année pleine nécessaires pour éponger le déficit. C'est pourquoi l'objectif d'équilibre des comptes de l'établissement a été officiellement repoussé à la fin de 1985. C'est-à-dire qu'une nouvelle fois G.D.F. enregistrera en 1984 un déficit qui, en l'absence de subvention budgétaire, sera nécessairement financé par un alourdissement de son endettement (qui s'élève déjà à 30 milliards de francs). Cela ne résout pas les problèmes à moyen terme de l'établissement.

Gaz de France risque dès l'an prochain d'être obligé de ne pas enlever la totalité des quantités prévues par ses contrats, ce qui, compte tenu des clauses en usage, s'avérerait fort coûteux (la clause « take or pay » prévoit que le gaz non enlevé doit être payé). Des accommodements existent, certes, dans certains cas — avec les Pays-Bas notamment — mais les contrats signés avec l'U.R.S.S. et l'Algérie offrent en revanche peu d'issues.

G.D.F. a entamé avec l'U.R.S.S. des négociations pour revoir en baisse le prix du gaz livré, mais il devra élever dès 1984 un peu plus de 1 milliard de mètres cubes supplémentaires, et, dès 1986, quelque 8 milliards de mètres cubes de plus. Quant au contrat algérien — dont le bien fondé peut, avec le recul, être mis en question, même si depuis deux ans les montants des grands contrats conclus avec ce pays par l'industrie française ont été multipliés par 2,5 —, il offre encore moins de souplesse. L'Algérie a pourtant accepté de renégocier sur les quantités les contrats passés avec la Belgique, l'Italie ou l'Espagne ; mais, pour l'instant, il ne semble pas que les autorités françaises soient prêtes à rouvrir la négociation.

V. M.

Pour prendre le contrôle de la compagnie

PENNZOIL S'ALLIE AVEC L'UN DES FILS DU FONDATEUR DE GETTY OIL

Pennzoil, une petite société texane, et M. Gordon Getty, fils du fondateur Paul Getty et principal actionnaire de la Getty oil, quatrième compagnie pétrolière américaine, ont gagné la première manche de la bataille qui les oppose à un groupe d'actionnaires minoritaires. Ce groupe, conduit par M. T. Boone Pickens, président d'une autre compagnie pétrolière, Mesa, bien moins importante que la Getty, a acquis récemment 21,7 millions d'actions de Getty oil (soit 13,2 % du total) et, jouant sur les règles en vigueur précédemment au sein du groupe pour les nominations du conseil d'administration, espérait obtenir un ou plusieurs sièges. Lors d'un vote, récemment, de l'ensemble des actionnaires (dont 86 % étaient représentés), les dirigeants de la Getty ont obtenu 52,7 % des suffrages, pour approuver un transfert de sa domiciliation dans l'Etat du Delaware. Ce transfert permettra à Gulf de modifier les procédures d'élection au conseil d'administration. Le vote, considéré comme une sorte de référendum parmi les actionnaires de la compagnie, n'en a pas moins empêché M. Pickens de proposer au conseil une modification de la rémunération des actionnaires. Bien que minoritaires, M. Pickens et ses associés représentent cependant le premier groupe d'actionnaires de la Getty, et les dirigeants de la compagnie peuvent difficilement les ignorer.

L'alliance conclue entre Pennzoil et M. Gordon Getty, qui détient 40,20 % du capital, devrait leur permettre de racheter les 59,8 % d'actions de Getty restant dans le public pour une valeur de 110 dollars par action. A l'issue de l'opération, Getty oil fusionnera avec une compagnie dont le Sarah C. Getty trust (appartenant à M. Gordon Getty) détient 57 % et Pennzoil 43 % du capital. M. Getty deviendra président de la nouvelle société et M. M.J. Hugh Liefke (président de Pennzoil) le directeur général. L'accord prévoit en outre la vente d'une filiale de Getty oil spécialisée dans l'assurance, le produit de cette vente étant versé aux anciens actionnaires de la compagnie.

ÉTRANGER

● **Augmentation du chômage en R.F.A.** — En décembre, le chômage a augmenté en R.F.A. de 7,1 % en données brutes. Touchant 2 349 000 personnes (2 193 000 en novembre) soit 9,5 % de la population active (8,8 % en novembre et 9,1 % en décembre 1982). Cette poussée du chômage est attribuée par le gouvernement à des facteurs saisonniers. Les chiffres de décembre corrigés des variations saisonnières n'ont pas encore été publiés mais indiqueraient une baisse de 1 %.

LE GROUPE MESA EST MIS EN MINORITÉ PAR LES ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE GULF OIL

Les dirigeants de Gulf Oil, la cinquième compagnie pétrolière américaine, ont gagné la première manche de la bataille qui les oppose à un groupe d'actionnaires minoritaires. Ce groupe, conduit par M. T. Boone Pickens, président d'une autre compagnie pétrolière, Mesa, bien moins importante que la Getty, a acquis récemment 21,7 millions d'actions de Gulf (soit 13,2 % du total) et, jouant sur les règles en vigueur précédemment au sein du groupe pour les nominations du conseil d'administration, espérait obtenir un ou plusieurs sièges. Lors d'un vote, récemment, de l'ensemble des actionnaires (dont 86 % étaient représentés), les dirigeants de la Gulf ont obtenu 52,7 % des suffrages, pour approuver un transfert de sa domiciliation dans l'Etat du Delaware. Ce transfert permettra à Gulf de modifier les procédures d'élection au conseil d'administration. Le vote, considéré comme une sorte de référendum parmi les actionnaires de la compagnie, n'en a pas moins empêché M. Pickens de proposer au conseil une modification de la rémunération des actionnaires. Bien que minoritaires, M. Pickens et ses associés représentent cependant le premier groupe d'actionnaires de la Gulf, et les dirigeants de la compagnie peuvent difficilement les ignorer.

LE PRIX DU SUPER PASSE A 5,04 F PAR LITRE DANS LA RÉGION PARISIENNE

Le Comité des prix a entériné, le 4 janvier, la hausse pour le mois de janvier des prix des produits pétroliers. Cette hausse atteint 8 centimes par litre de super, qui passe en région parisienne à 5,04 F le litre, 9 centimes pour l'essence (passant à 4,71 F le litre), 9 centimes pour le gasoil (passant à 3,80 F) et 4 centimes pour le fuel domestique, qui passe à 2,63 F. Cette hausse résulte de divers ajustements : le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) d'une part, la fixation à 8,15 F (au lieu de 8 F le mois précédent et 8,38 F au cours réel) de la valeur du dollar, pris en compte dans le calcul automatique des prix pétroliers d'autre part, la revalorisation de la marge des détaillants et enfin l'évolution des cours sur le marché libre du pétrole.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NATIO-PLACEMENTS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 3 janvier 1984 sous la présidence de M. Py, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982-1983 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent à 247 323 715,83 francs.

Elles permettent la distribution d'un dividende par action de 4 422,18 francs auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 226,40 francs, soit un revenu global de 4 648,58 francs.

L'assemblée générale a fixé au 11 janvier 1984 la mise en paiement de ce dividende, qui sera matérialisé par le coupon n° 2 versé de la façon suivante :

- revenus d'obligations françaises non indexées : 2 262,85 francs plus crédit d'impôt de 226,40 francs.
- autres produits : 2 033,48 francs.
- lots et primes de remboursement exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques 25,85 francs et donnant droit pour les personnes physiques soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de 3,41 francs.

Par ailleurs, l'assemblée générale a ratifié la nomination comme administrateur de M. Jean-René Brunon, coopté par le conseil d'administration en remplacement de M. Guy Laponne, démissionnaire.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,70 % décembre 1982 SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS (SAPAR)

Les intérêts courus du 10 janvier 1983 au 9 janvier 1984 sur les obligations SAPAR 15,70 % décembre 1982 seront payables, à partir du 10 janvier 1984, à raison de 706,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 1 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'autant droit à un avoir fiscal de 78,50 F (montant global : 785 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire le complément de prélèvement libératoire sera de 117,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 7,85 F faisant ressortir un net de 580,95 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 9 907 obligations comprises dans la série de numéros 14 507 à 24 413, sortis au tirage du 28 novembre 1983, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 2 au 10 janvier 1984 attaché.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1983 au 24 janvier 1984 sur les obligations Électricité de France 15,50 % (ex-7,80 %) 1981 seront payables, à partir du 25 janvier 1984, à raison de 38,75 francs par titre de 250 francs nominal, contre détachement du coupon n° 23 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source d'autant droit à un avoir fiscal de 4,65 francs (montant global : 43,40 francs).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 6,20 francs auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 0,43 franc faisant ressortir un net de 32,12 francs. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au paragraphe III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le nombre « 18 » sorti au tirage du 15 novembre 1983 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 250 francs, coupon n° 24 au 25 janvier 1984 attaché.

| Amort. 1982 : série 22 | Amort. 1973 : série 28 |
|------------------------|------------------------|
| - 1963 : 19 | - 1974 : 5 |
| - 1964 : 15 | - 1975 : 26 |
| - 1965 : 17 | - 1976 : 8 |
| - 1966 : 24 | - 1977 : 1 |
| - 1967 : 17 | - 1978 : 6 |
| - 1968 : 17 | - 1979 : 20 |
| - 1969 : 23 | - 1980 : 21 |
| - 1970 : 14 | - 1981 : 9 |
| - 1971 : 3 | - 1982 : 29 |
| - 1972 : 12 | - 1983 : 11 |

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses de comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions) à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, banque indienne, Caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.

(Publicité)

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DE L'ACTION ÉCONOMIQUE COORDINATION ET URBANISME

AVIS

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Ain, communique :

Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Électricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux :

- d'établissement de la ligne électrique à 2 circuits 400 kV GENIS-SIAT - SUISSE,
- tronçon BOIS TOLLOT - FRONTIÈRE SUISSE (vers ROMANEL),
- tronçon BOIS TOLLOT - FRONTIÈRE SUISSE (vers VERBOIS),
- et de raccordement, au poste de BOIS TOLLOT, de la ligne électrique à 400 kV GENIS-SIAT - Centre d'études et de recherches nucléaires (C.E.R.N. 2).

Ces ouvrages, d'une longueur totale de 10,6 km, traversent les communes de SAINT-GENIS-POUILLY, PREVESSIN, ORNEX et VERSONNEX.

Conformément au décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris en application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976, le dossier présenté par Électricité de France comporte une étude d'impact.

En application de la circulaire ministérielle (Environnement et Cadre de Vie - Industrie) du 12 mai 1978, le public pourra en prendre connaissance, pendant deux mois, du 16 janvier 1984 au 16 mars 1984 inclus, aux lieux, jours et heures ci-après :

- à la préfecture de BOURG-EN-BRESSE
 - les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 h à 16 h.
- à la sous-préfecture de GEX
 - les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.
- à la mairie de FERNEY-VOLTAIRE, chef-lieu de canton
 - les lundis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h,
 - les mardis, mercredis, jeudis et vendredis, de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
- à la Mairie de SAINT-GENIS-POUILLY
 - du lundi au jeudi, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h et les vendredis, de 9 h à 12 h et de 15 h à 18 h 30.
- à la Mairie de PREVESSIN-MOENS
 - du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h.
- à la mairie d'ORNEX
 - les lundis et jeudis de 14 h à 18 h,
 - les mardis et vendredis de 15 h à 19 h,
 - les mercredis de 9 h à 12 h.
- à la mairie de VERSONNEX
 - les lundis, mercredis et vendredis, de 9 h à 12 h et de 14 h à 20 h,
 - les mardis, jeudis et samedis, de 9 h à 12 h.
- à la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche Rhône-Alpes, Division du contrôle de l'électricité, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE
 - tous les jours ouvrables, de 9 h à 11 h et de 14 h à 16 h, sauf les samedis, dimanches et jours fériés.

Par ailleurs, le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

BOURG-EN-BRESSE, le 16 décembre 1983,
le préfet,
commissaire de la République.

(Publicité)

DÉPARTEMENT DE L'INDRE

AVIS AU PUBLIC POSTE (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes)

Commune de VARENNES-SUR-FOUZON

Ouvertures conjointes de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction du poste visé en titre et de l'enquête parcellaire en vue de l'acquisition des terrains nécessaires.

Il est porté à la connaissance du public que le projet de construction du poste (400) 225/90 kV de VARENNES-SUR-FOUZON (et installations annexes) présenté par ÉLECTRICITÉ DE FRANCE fera l'objet des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique qui se dérouleront dans la commune de VARENNES-SUR-FOUZON du 2 janvier 1984 au 2 février 1984 inclus.

Les dossiers du projet (dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et dossier d'enquête parcellaire) comprenant : notice explicative, plan de situation, plan et état parcellaires, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire, estimations sommaires des dépenses et étude d'impact, seront déposés :

- à la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON, du lundi au vendredi inclus, de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30, excepté le jeudi et les jours fériés, où quiconque pourra en prendre connaissance.

Le public pourra consigner ses observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet ou les adresser par écrit à M. René Voisin qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de VARENNES-SUR-FOUZON les observations verbales du public les 31 janvier, 1^{er} et 2 février 1984 de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 30.

L'étude d'impact pourra non seulement être consultée en Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON mais également aux lieux, jours et heures indiqués ci-après :

- à la Préfecture de CHATEAUBOUX, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 16 heures, porte 341, 3^e étage.
- à la Sous-Préfecture d'ISSOUDUN, du lundi au vendredi inclus, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 h 30 et le samedi matin de 9 heures à 12 heures.
- à la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche Rhône-Alpes, Centre, 16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), division Énergie, 4^e étage, tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

A partir du 3 mars 1984 une copie du rapport contenant les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de la population sera déposée à la Préfecture de CHATEAUBOUX, à la sous-préfecture d'ISSOUDUN, et à la Mairie de VARENNES-SUR-FOUZON pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande.

CHATEAUBOUX, le 15 décembre 1983,
le préfet, commissaire de la République,
Claude BOZON.

(Publicité)

PREFECTURE DE L'AIN

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTES PUBLIQUES

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et enquête parcellaire sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS (Ain)

Construction d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollet »

Électricité de France, service national, envisage la construction sur le territoire de la commune de PREVESSIN-MOENS d'un poste 400/63 kV dit de « Bois Tollet ». Le projet présente incontestablement une superficie d'environ 6,4 hectares.

M. le préfet, commissaire de la République du département de l'Ain, informe le public que le projet sera soumis à enquêtes publiques conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis aux enquêtes comporte deux sous-dossiers :

- **Sous-dossier A.** - Il comprend les pièces relatives à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux. Conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, une étude d'impact est incluse dans ce sous-dossier.

Un état et un plan parcellaires désignant les parcelles à exproprier sont inclus dans ce sous-dossier.

Les enquêtes s'ouvriront à la mairie de PREVESSIN-MOENS où sera déposé du 16 janvier 1984 au 16 mars 1984 inclus le dossier d'enquête. Il sera joint à ce dossier deux registres sur lesquels le public et les propriétaires concernés pourront consigner leurs observations. Le dossier pourra être consulté pendant cette période de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, du lundi au vendredi (jours fériés exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, les observations pourront également être adressées par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de PREVESSIN-MOENS. Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par le commissaire-enquêteur pendant les trois derniers jours de l'enquête, à savoir les 14, 15 et 16 mars 1984, de 14 heures à 16 heures, à la mairie de PREVESSIN-MOENS.

M. BONNEFOY-CLAUDET Léon - Inspecteur central des P.T.T. en retraite - 4, rue des Lilas, 01200 BELLEGARDE-SUR-VALSERINE, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur formulera son avis sur l'emprise des ouvrages dans un délai de trente jours à compter de l'expiration du délai d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport du commissaire-enquêteur relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux sera déposée à la mairie de PREVESSIN-MOENS ainsi qu'à la sous-préfecture de GEX et à la préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières).

La communication des conclusions du commissaire-enquêteur pourra être faite à toute personne en faisant la demande à M. le Préfet, commissaire de la République du département de l'Ain (bureau des opérations immobilières).

Une étude d'impact est incluse au dossier d'enquête en application de l'article R. 11-3 du code de l'expropriation. Elle pourra en outre être consultée :

- Préfecture de l'AIN (bureau des opérations immobilières), du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 11 h 45 et de 14 heures à 16 heures ;
- Sous-préfecture de GEX, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures ;
- Mairie de PREVESSIN-MOENS, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures ;
- Aux bureaux de la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche Rhône-Alpes, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE, du lundi au vendredi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures, pendant la durée de l'enquête (excepté jours fériés).

BOURG-EN-BRESSE, le 16 décembre 1983,
le préfet,
commissaire de la République.

CONJONCTURE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION

La hausse des tarifs publics sera très modérée

M. Pierre Mauroy n'a voulu laisser à personne d'autre qu'à lui-même le soin de présenter au conseil des ministres du 4 janvier une communication sur les grandes lignes de la politique en matière de prix, de revenus et de coûts pour 1984. Ce fut tout d'abord pour rappeler quelques principes : modération du jeu automatique des indexations, étalement des augmentations de salaires, maintien du pouvoir d'achat dans les limites compatibles avec la situation des entreprises, ce maintien du pouvoir d'achat s'appréciant globalement, c'est-à-dire intégrant l'ensemble des éléments de la rémunération.

Comme l'avait annoncé le ministre de l'économie et des finances, les marges commerciales connaîtront une évolution réglementée. En outre, il sera recommandé aux organisations patronales de limiter à 5 % (l'objectif réaffirmé de hausse des prix) l'évolution des dividendes distribués par les sociétés.

Le premier ministre a poursuivi en affirmant que le gouvernement favorisait la maîtrise des coûts des entreprises, notamment en stabilisant les charges sociales et les charges fiscales et en modérant l'évolution des tarifs publics. Ces derniers devraient, eux aussi, rester dans les limites d'une augmentation de 5 % et s'étaler sur l'année (voir tableau). Car le gouvernement veut éviter l'effet d'entraînement sur l'indice des prix que provoque la concentration des hausses des tarifs publics en début d'année. Il doit être tenu compte également, pour ces tarifs, des répercussions de la hausse du dollar sur le compte des entreprises.

M. Mauroy a enfin précisé quelle serait la politique du gouvernement en matière de prix pour 1984. Cette politique privilégiera les secteurs exposés à la concurrence internationale. Bien qu'elle n'ait pas été possible en 1983, a indiqué le premier ministre, la libération des prix industriels reste l'objectif du gouvernement. Celle-ci devrait se faire de façon pragmatique.

En revanche, les prix des services privés, qui ont augmenté en 1983 plus vite que l'ensemble des prix

(+ 12 % contre 9,8 % pour les onze premiers mois de l'année), feront l'objet d'une surveillance accrue. Le contrôle devra être intensifié et le premier ministre a adressé à ce sujet une lettre aux commissaires de la République, les invitant à poursuivre au moins jusqu'au printemps 1984 « la politique intensive d'explication et de contrôle des prix » qu'ils ont à organiser dans leur département.

M. Fiterman : tenir les engagements à l'égard des salariés

M. Mauroy rappelle que « la programmation des hausses dans le cadre des accords signés avec les professions ou des réglementations de prix ne comporte qu'exceptionnellement des hausses sur les tout premiers mois de l'année ». Il recommande de mettre en œuvre les forces de gendarmerie et de police pour assister les services spécialisés du ministère de l'économie et des finances en soulignant que « la densité des contrôles reste en général insuffisante » dans les grandes agglomérations. Il invite les commissaires de la République à obtenir dans leur département « une mobilisation des acteurs économiques, et

en particulier des élus locaux, des professionnels et des organisations de consommateurs sur la nécessité de lutter contre l'inflation ».

La communication du premier ministre a donné lieu à un échange de vues. M. François Mitterrand est longuement intervenu pour développer les orientations qu'il avait résumées dès le conseil des ministres du 21 décembre. Il a réaffirmé la nécessité de fonder la politique économique du gouvernement sur la vérité des prix et des coûts. Pour le chef de l'Etat, la France engage en 1984 une partie décisive, dans laquelle il ne saurait être question de masquer la réalité. La situation exige, dit-il, une prise de conscience claire et courageuse.

Le chef de l'Etat a noté que, pour la première fois depuis longtemps, les prix industriels n'ont pas été, en 1983, les victimes de la lutte contre l'inflation. Des souplesses ont été introduites dans les engagements contractuels, afin de tenir compte notamment des prix des matières premières et du coût du dollar. Ainsi, a-t-il précisé, les prix industriels auront augmenté en 1983 comme la moyenne des prix.

C'est la même philosophie qui guidera le gouvernement en 1984, alors que sera poursuivi dans le même temps le processus de libération des prix qui là où la concurrence est effective, demeure, selon lui, l'objectif. Le président de la République a souligné combien le domaine de la distribution, est nécessaire pour éviter les dérapages de prix et combien il faut que, dans les secteurs des services, les prix soient maintenus à l'intérieur des normes générales.

On ne fait pas marcher l'économie avec des règlements, quelle que soit la qualité des fonctionnaires, a poursuivi le chef de l'Etat. « En économie, ce ne sont pas les fonctionnaires qui doivent diriger », a déclaré M. Mitterrand. Ce sont les agents économiques et les chefs d'entreprise ; il ne faut pas être sur le dos des gens », a-t-il ajouté.

Manifestant sa volonté de voir le gouvernement s'attacher à promouvoir une politique équilibrée, M. Mitterrand a demandé au pre-

mier ministre et à M. Gaston Deferré, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, de réunir prochainement l'ensemble des commissaires de la République, et à M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, de réunir les fonctionnaires qui relèvent de son ministère, dans les régions et les départements.

M. Delors a abondé dans le sens de M. Mitterrand. M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, a répété que la libération des prix industriels demeure l'un des objectifs du gouvernement. M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a réaffirmé le besoin de préserver l'évolution des prestations familiales.

Seul M. Charles Fiterman a donné l'impression, d'exprimer une position assez nuancée. Au nom de ses collègues communistes, le ministre des transports est intervenu pour dire son accord sur les objectifs généraux recherchés et sur le dispositif prévu pour mieux contrôler les prix, mais il a ajouté que le gouvernement ne doit pas oublier qu'il a pris antérieurement, à l'égard des salariés, des engagements de maintien du pouvoir d'achat. M. Fiterman a souligné que le gouvernement tiennne ces engagements en matière de politique salariale.

ALAIN ROLLAT
et FRANÇOIS SIMON.

Le prochain «sommet» des Sept aura lieu à Londres du 7 au 9 juin. Le prochain «sommet» économique des chefs d'Etat et de gouvernement des sept plus importants pays industrialisés aura lieu du 7 au 9 juin prochain à Londres, a-t-on annoncé officiellement, mercredi, à Londres. Les Sept sont les Etats-Unis, la France, la R.F.A., la Grande-Bretagne, le Japon, l'Italie et le Canada.

Le président de la Commission des Communautés européennes a également été invité à participer à cette conférence, a précisé un porte-parole de la résidence officielle du premier ministre britannique. De telles réunions au sommet ont lieu chaque année depuis 1975. Le dernier sommet s'est tenu en mai 1983 à Williamsburg, aux Etats-Unis.

Concilier l'inconciliable

(Suite de la première page.)

Vouloir établir une vérité des prix et des coûts, selon le vœu du président de la République, peut ainsi apparaître comme une vaine prétention dès lors que certains objectifs deviennent contradictoires. Le gouvernement est appelé à le vérifier en ce qui concerne les tarifs publics. Les augmentations en 1984 au-delà de la norme des 5 %, ce serait donner le mauvais exemple. S'en tenir à cette norme, comme il a été décidé, c'est empêcher les grandes entreprises nationales d'équilibrer leurs comptes et, par conséquent, entraîner indirectement l'inflation. Or ces entreprises, qui ont été déficitaires de 21 milliards de francs en 1982, pourraient l'être, selon nos estimations, de 16,2 milliards de francs en 1983.

Electricité de France, qui a perdu 4,6 milliards l'année dernière, équilibrerait tout juste ses comptes en 1984, compte tenu de l'augmentation des tarifs de 3,5 % en septembre dernier et de 5 % en février prochain, et sur la base d'un dollar à 7,50 F. Sur la base

d'un dollar à 8 F, on ne pourrait éviter un déficit de l'ordre de 1,5 milliard de francs. Pour Gaz de France, dont le déficit a été de 2,5 milliards de francs en 1983, il conviendrait d'augmenter les tarifs de 8 %, dans l'hypothèse d'un dollar à 8 F, et de 11 % (presque le double du taux retenu pour 1984) ; si la devise américaine s'établissait à 8,50 F. Encore ne tient-on pas compte du surcoût du gaz algérien (+ 3 % en année pleine), qui a été mis par MM. Delors et Fabius à la charge de G.D.F. et qui doit faire l'objet de « mesures nécessaires » par les pouvoirs publics. Comment s'en tenir, dans ces conditions, à une simple hausse de 5 % des tarifs ?

Telle est la question à laquelle doit répondre un premier ministre qui estime, d'une part, que la modération de l'évolution des tarifs publics est l'un des éléments du dispositif de maîtrise des coûts des entreprises et qui affirme, d'autre part, que le gouvernement écartera toute politique de l'indice.

FRANÇOIS SIMON.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|
| | + les + les | Rep. + en dév. | Rep. + en dév. | Rep. + en dév. |
| SE-U..... | 3,5160 | 3,5160 | + 160 + 190 | + 310 + 350 |
| DM..... | 6,8185 | 6,8220 | + 130 + 175 | + 270 + 320 |
| Yen (100)..... | 3,6510 | 3,6540 | + 175 + 200 | + 345 + 370 |
| DM..... | 3,0540 | 3,0560 | + 160 + 175 | + 315 + 335 |
| Flac..... | 2,7220 | 2,7240 | + 135 + 155 | + 275 + 295 |
| £ (100)..... | 14,9770 | 14,9800 | + 165 + 185 | + 345 + 370 |
| £ (1 000)..... | 3,6285 | 3,6315 | + 275 + 300 | + 530 + 560 |
| £ (1 000)..... | 5,0385 | 5,0415 | + 185 + 195 | + 325 + 335 |
| £ (1 000)..... | 12,4540 | 12,4575 | + 285 + 305 | + 545 + 565 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 9 5/8 | 10 | 9 5/8 | 10 | 9 11/16 | 10 1/16 | 9 15/16 | 10 5/16 |
|----------------|-------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| SE-U..... | 5 1/2 | 5 7/8 | 5 5/8 | 6 | 5 3/4 | 6 1/8 | 5 1/2 | 6 1/16 |
| DM..... | 5 3/8 | 6 1/8 | 5 1/2 | 6 1/8 | 5 3/8 | 6 1/4 | 5 7/8 | 6 1/2 |
| Flac..... | 9 3/4 | 10 1/4 | 9 11/16 | 10 1/16 | 9 3/4 | 10 1/8 | 9 7/16 | 10 3/16 |
| £ (100)..... | 2 3/8 | 3 1/8 | 2 3/8 | 3 1/4 | 2 1/2 | 3 1/8 | 2 1/4 | 3 1/8 |
| £ (1 000)..... | 15 | 16 | 15 5/8 | 16 5/8 | 15 1/2 | 16 1/2 | 15 1/4 | 16 1/4 |
| £ (1 000)..... | 8 3/4 | 9 3/8 | 8 7/8 | 9 1/2 | 8 3/4 | 9 1/4 | 8 3/4 | 9 1/4 |
| £ (1 000)..... | 12 | 12 3/4 | 12 1/8 | 12 3/8 | 12 1/2 | 12 3/4 | 12 1/4 | 12 3/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Loi de Finances 84:

Un peu d'oseille dans la soupe.

Enfin une nouvelle qu'employeurs et salariés vont apprécier. Le niveau d'exonération de Ticket Restaurant est relevé à partir du 1^{er} Janvier 84. Il passe de 8,50 F à 12 F par ticket.

Pour l'employeur, cela représente une économie de charges sociales de près de 1.500 F par an et par salarié. Pour le salarié, un avantage net de 2.500 F à 3.000 F par an. Le montant maximum par ticket - participations employeur et salarié combinées -

va donc passer de 17 F à 24 F.

Pour les entreprises ayant déjà adopté Ticket Restaurant, c'est l'occasion de revaloriser un avantage social qui avait forcément perdu de sa valeur depuis 5 ans.

Pour celles qui hésitaient encore, c'est le moment de reconsidérer l'intérêt de cette formule.

En cette année de restrictions de toutes natures, y compris salariales, cette disposition de la Loi de Finances 84*

est une nouvelle appréciable et avantageuse pour tout le monde.

Pour en bénéficier immédiatement, il vous suffit de prendre contact avec Ticket Restaurant: 62, Avenue de Saxe. 75015 PARIS. Tél.: (1) 567.55.88. Télex: 200016.

Ticket Restaurant: la meilleure façon de déjeuner pour les entreprises de 1 à 10.000 personnes.

*ARTICLE N° 6

ticket restaurant



une division ACCORD

مقتدا من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 janvier

Forte hausse

Après avoir baissé de 0,56 % la veille, jour de sa réouverture, le marché parisien a fortement progressé mercredi, l'indice CAC 40 passant de 125,35 à 126,35, soit une hausse de 0,80 %.

Voilà qui est de bon augure en ce début d'année alors que les spécialistes s'attendent à quelques pronostics sur l'évolution de la Bourse de Paris en 1984. Le nouveau syndic de la Compagnie des agents de change, M. Xavier Dupont, n'a pas fait à la tradition.

Prenez la parole, dit le Club Presse Finance en présence de M. Yves Flormoy, son président, le patron des agents de change, qui a pris ses nouvelles fonctions depuis le 1^{er} janvier, a estimé que la cote pourrait progresser de 10 % à 15 % cette année. Il n'est guère pensable d'atteindre les records de 1983 (+ 60 % en moyenne) mais l'immobilier, pas plus que l'or, n'ont de chances de dégrader une rentabilité qui puisse concurrencer les actions françaises, a-t-il précisé.

La grande vedette de la séance de mercredi aura été une nouvelle fois Esso, initialement réservé à la hausse, le titre de la compagnie pétrolière a finalement gagné 6,5 %.

Par ailleurs, SEB et Ciments français ont subi le même sort pour terminer en hausse de 8,6 % pour la première. Crédit National (+ 7 %) est toujours bien entouré, suivi de SCRECO, C.F.P., B.S., C.F.A.D., Cressat-Lotz, Moulins aux d'ains de 4 % à 7 %. A l'inverse, Dassault et Penarroya perdent 3 % environ.

Le cours de l'or international est retombé de 384 à 376,50 dollars l'once à Londres. A Paris, le lingot a perdu 1300 F, à 102.550 F, tandis que le napoléon cotait 5 F à 650 F.

Dollar-titre : 10,87/91 F.

NEW-YORK

4 janvier

Forte progression

A l'instar des places européennes qui avaient fortement progressé mercredi après-midi, la Bourse de New-York a enregistré une forte avance dans la soirée, conduisant l'indice Dow Jones des valeurs industrielles à 1265,05 points, en hausse de 16,31 points d'une séance à l'autre. Toutefois, un certain nombre de prises de bénéfices étaient encore perceptibles dans la matinée et ce n'est qu'au moment où Wall Street a redressé sa trajectoire.

Le retour en force des investisseurs institutionnels sur le Big Board se traduit par des chiffres relatifs au montant des transactions, lequel a atteint mercredi 122,96 milliards de dollars, soit le record de 40,2 milliards de dollars en 1983, soit une hausse de 15,5 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, le nombre d'actionnaires détenant des parts de fonds mutuels représentait 23 millions à la fin de l'année dernière, soit 10 % de plus qu'en 1982.

Pour en revenir au marché new-yorkais, l'enthousiasme manifesté par les opérateurs à l'égard des perspectives résultant du démantèlement d'A.T.T. s'est propagé à l'ensemble de la cote, et les gains l'ont finalement emporté sur les replis.

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPÉE. - La société Coppée S.A., filiale du groupe Lafarge-Coppée, va créer une filiale commune avec la firme américaine Geotech Development Inc. pour la réalisation d'usines de fibres céramiques vendues « clés en main ». Cette nouvelle société, baptisée Geotech International, sera dotée d'un capital de 250 000 F répartie à parts égales entre Coppée S.A. et la firme américaine. Société de droit français, Geotech International utilisera la technologie et les procédés développés par la firme américaine dans les domaines de la fusion et de la fibrification.

ESSO. - En vedette depuis plusieurs jours à la Bourse de Paris, le titre de

cette compagnie a encore gagné 6,75 % le 4 janvier pour s'établir à 595 F après avoir été initialement « réservé à la hausse » en raison de l'abondance des demandes, les spécialistes tablent sur des perspectives très favorables en termes de prospection pétrolière. Plus prudente, la société Esso indique dans un communiqué que les résultats acquis à ce jour par les cinq premiers forages effectués sur le « puits de Chénouy, en Seine-et-Marne », confirment les indications antérieures et permettent de penser que la production d'huile de champ sera de l'ordre de 200 000 tonnes en 1984, prenant le relais des anciens gisements d'Esso-Rep, dont la production est en déclin.

DARTY. - Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 1982-1983 clos en novembre dernier, le groupe a enregistré un chiffre d'affaires (hors taxes) cumulé de 2,65 milliards de francs, en augmentation de 1,7 % sur la période comparative de l'exercice précédent, laquelle traduisait une hausse de 35,5 %. La société précise à ce sujet que les trois derniers mois de l'exercice en cours « devraient connaître une meilleure évolution en raison, notamment, d'une base de comparaisons moins élevée » d'un exercice à l'autre.

| INDICES QUOTIDIENS | |
|---------------------------|----------|
| (base 100 = 31 déc. 1983) | |
| Valeurs françaises | 99,3 |
| Valeurs étrangères | 100,1 |
| C% DES AGENTS DE CHANGE | |
| (base 100 = 31 déc. 1983) | |
| Indice global | 156,5 |
| Indice des agents | 157,3 |
| TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE | |
| Euros prêts de 5 jours | |
| à 12 1/2 % | 12 1/2 % |
| COURS DU DOLLAR À TOKYO | |
| 1 dollar (en yen) | |
| à 233,36 | 233,40 |

BOURSE DE PARIS Comptant

4 JANVIER

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

SECONDE MARCHÉ

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

VALEURS

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

Règlement mensuel

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

COTE DES CHANGES

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| VALEURS | Cours de 3 jan. | Cours de 4 jan. |
|------------------------|-----------------|-----------------|
| Alcoa | 62 3/8 | 64 3/8 |
| A.T.T. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Bank of America | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Boeing | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Chemical Bank | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Deere & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| DuPont de Nemours | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Eastman Kodak | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Electric | 44 1/4 | 46 1/4 |
| General Motors | 44 1/4 | 46 1/4 |
| IBM | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Johnson & Johnson | 44 1/4 | 46 1/4 |
| McDonald's | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Merck & Co. | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Microsoft | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Procter & Gamble | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Rockwell International | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Union Carbide | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Washingt. Post | 44 1/4 | 46 1/4 |
| Xerox Corp. | 44 1/4 | 46 1/4 |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Lettres au Monde.
- « Le décalage entre la science et la vie », par Maurice Le Lannou.

ÉTRANGER

34. PROCHE-ORIENT
- Une partie de la direction du Fatah s'accommoderait d'un éclatement de l'O.L.P.

4. AFRIQUE
- Les émeutes en Tunisie.

56. AMÉRIQUES
- Agitation diplomatique et affrontements armés en Amérique centrale.

6. EUROPE
- La préparation de la Conférence sur le désarmement en Europe.

8. DIPLOMATIE
- La préparation de la Conférence sur le désarmement en Europe.

6. ASIE

POLITIQUE

7. L'affaire des « avions renifleurs ».
- La préparation de la loi sur la presse.
8. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

10. Au procès Paribas : les folles dépenses d'une maîtresse-femme.
- Un père jésuite accuse certains hôpitaux français d'accroître la mort de malades qui souffrent.

18. SPORTS

LE MONDE DES LIVRES

11. Deux femmes dans la Révolution française : Germaine de Staël et Marie-Antoinette.

LE FEUILLETON : Julien Green et Daniel Boulanger, conteurs des courtois.

BILLET : Lire Diderot ?

12. HISTOIRE : LA VIE LITTÉRAIRE.

ESSAIS : les dernières « annotations » de Louis-André Salomé.

14. PORTRAIT : le retour de Maurice Maeterlinck.

CULTURE

15. MUSIQUE : Orlando, de Händel.
- DANSE : rencontre avec Carolina Ikeda, la star du Buto.

17. COMMUNICATION

ÉCONOMIE

20. SOCIAL
21. ÉNERGIE : les hausses de tarifs prévues en 1984 ne permettront pas à G.D.F. d'éponger son déficit.

12. CONJONCTURE : la lutte contre l'inflation.

RADIO-TÉLÉVISION (17)
INFORMATIONS
- SERVICES (18):
La Maison : Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.

Annuaire classés (19) ; Carat (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (23).

Le numéro du « Monde » daté 5 janvier 1984 a été tiré à 466 595 exemplaires.

(Publicité)

5 Répondeurs

dep. 795 F. chez Duriez

AGREES P.T.T. - Répondeur simple 795 F. ttc. - Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1.580 F. ttc. - Consultable à distance par code vocal : 2600 F. ttc. - Id. par boîtier codé : 3100 F. ttc. - Id., vocal et boîtier : 3450 F. ttc.

* Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 230 F. ttc. - Duriez, 132, Bd St Germain, M^o Odéon.

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE

RIONEL
89, av. Paul-Doumer - 16^e (La Mairie) 527.87.59
REMISE 20% en COMMANDE

A B C D E F G

Au Nigéria

Le prochain gouvernement ne devrait comporter qu'une minorité de militaires

Le gouvernement du chef de l'Etat nigérien, le général Mohamed Buhari, dont la composition doit être rendue publique dans les prochains jours, ne devrait comporter qu'une minorité de militaires, indiquait-on, mercredi 4 janvier, à Lagos. Ceux-ci détiendraient environ un tiers des dix-huit ministères fédéraux instaurés par l'armée (l'administration de l'ex-président Shagari comptait dix-neuf ministères et trente-cinq ministres et secrétaires d'Etat). Les autorités ont, d'autre part, lancé un appel à la télévision pour retrouver deux des plus proches collaborateurs de M. Shagari, le Dr Umaru Dikko, ancien ministre des transports et de l'aviation, qui dirigea la campagne électorale du National Party of Nigeria (N.P.N.) de l'ancien chef de l'Etat, et le chef Adisa Akinloye, président du N.P.N. Plusieurs personnalités de l'ancien régime ont, en effet, disparu

depuis le coup d'Etat du 31 décembre.

Des procès publics pour corruption pourraient être intentés contre certains dirigeants, soupçonnés, comme M. Akinloye, d'avoir constitué illégalement des fortunes. Toutefois, la plupart des ministères et gouvernements de la précédente administration se sont rendus aux autorités, leurs passeports ayant été saisis.

Deux ministères ont déjà été attribués : celui de la défense revenant au général B.Y. Ball, celui de la justice étant confié à un civil, M. Chike Offodile.

Le général Buhari s'est engagé, mercredi, à ne pas baisser le prix du pétrole brut nigérien, et a réaffirmé que le Nigéria restera un membre « à part entière » de l'O.P.E.P. Ces déclarations ont provoqué des réactions de satisfaction et de soulagement dans les milieux financiers de Londres. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

En Espagne

La filiale de General Electric demande sa mise en cessation de paiements

De notre correspondant

Madrid. — L'industrie espagnole des biens d'équipement électrique, qui regroupe une trentaine d'entreprises et emploie quelque quinze mille travailleurs, traverse une phase difficile. La compagnie General Electric España, la troisième du secteur, dont les principaux actionnaires sont la General Electric Company (américaine) pour 28 % et Alstom Atlantique (20 %) s'est déclarée, le mardi 3 janvier, en suspension de paiement. La filiale espagnole de l'entreprise américaine Westinghouse avait adopté, deux mois plus tôt, une décision similaire. Pour justifier cette mesure, la direction de la General Electric España a invoqué la faiblesse de la demande et l'absence d'une restructuration liée à la définition d'une politique industrielle pour le secteur électrique. La décision prise en octobre dernier par le gouvernement de freiner la construction

de centrales nucléaires, justifiée par une évaluation plus modeste que par le passé des besoins énergétiques du pays, a certes affecté l'industrie des biens d'équipement électrique. Mais, en se déclarant l'une après l'autre en suspension de paiement, les grandes multinationales du secteur poursuivent également un objectif politique. Elles cherchent à faire pression sur le gouvernement, afin que celui-ci mette en œuvre un plan de restructuration, qui se traduira inévitablement par l'absorption des entreprises plus petites, à capital national pour la plupart.

Le gouvernement socialiste n'a pas encore fait savoir s'il était prêt, au nom de la rationalisation économique, à accepter ainsi une mainmise graduelle du capital étranger sur cet important secteur.

THIERRY MALINIAK.

● Mort du Soviétologue Klaus Mehnert. — Le sinologue et soviétologue ouest-allemand Klaus Mehnert est mort, le 2 janvier, à l'âge de soixante-dix-sept ans, a-t-on appris mercredi. Sa connaissance des deux grands pays communistes lui avait valu d'accompagner le chancelier Konrad Adenauer lors de son voyage à Moscou, en 1955, puis de nouveau le chancelier Helmut Schmidt, vingt ans plus tard, lorsqu'il s'était rendu à Pékin. Klaus Mehnert, qui enseigna l'histoire à l'université de Shanghai, de 1941 à 1945, est notamment l'auteur de l'« Homme soviétique » (1958) et de « Combat autour de l'héritage de Mao » (1977). — (A.F.P.)

● Chômage technique à l'usine Renault de Douai. — Huit mille ouvriers sur huit mille trois cents salariés de l'usine Renault de Douai (Nord) seront mis en chômage technique du 6 au 10 février. La direction a annoncé cette mesure, mercredi, en l'expliquant par le « tassement du marché intérieur français enregistré depuis septembre ». — (Corresp.)

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

● Arrestation du meurtrier d'un policier. — Un meurtrier, qui s'était retranché dans un immeuble du centre de Nantes avec une arme à canon scié, a été arrêté dans la matinée du jeudi 5 janvier après un siège qui a duré toute la nuit. Noël Legros avait ouvert le feu, mercredi soir, sur trois policiers, blessant l'un deux mortellement, après avoir tenté de s'échapper de l'appartement où il avait blessé à coup de couteau son amie. Le meurtrier s'est rendu sans opposer de résistance.

● La fiancée du policier tué par Lionel Cardon a été reçue à l'Élysée. — M^{me} Martine Alligant, fiancée à Claude Hochard, le brigadier de police tué le 22 novembre 1983 par Lionel Cardon au bois de Boulogne, a été reçue le 4 janvier par un chargé de mission de la présidence de la République. Accompagnée de la mère de son fiancé, M^{lle} Alligant a exprimé son désir d'épouser ce dernier en mariage posthume. Mais, selon la loi, la future épouse aurait dû être enceinte le jour de la mort de son fiancé, ou les bans auraient dû être publiés avant ce même jour pour que M^{me} Alligant obtienne satisfaction.

La préparation des élections européennes

LE P.S. RECULE LA DATE DU CHOIX DE SA TÊTE DE LISTE

Le comité directeur du P.S. du samedi 7 janvier, au cours duquel devait être choisie la tête de liste du P.S. pour les élections européennes de juin 1984 (le Monde du 21 décembre 1983), a vu son ordre du jour modifié. Ce comité directeur sera consacré aux questions économiques et sociales, notamment à la politique industrielle.

L'élaboration de la liste pour les élections européennes ne devrait pas être envisagée avant la mi-février.

Le P.S. avait déjà reporté la convention nationale, prévue pour janvier, au cours de laquelle doit être adopté un manifeste européen en vue de ces élections (le Monde du 23 décembre 1983).

Dans une lettre au chef de l'État

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.)

REPROCHE A M. MITTERRAND DE PRENDRE LE RISQUE D'ACCROÎTRE LES DIVISIONS DES FRANÇAIS

Après les vœux de M. Mitterrand aux présidents des conseils généraux, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et président de conseil général, a adressé au chef de l'État, une lettre (en date du 4 janvier) qui exprime « la protestation solennelle des élus du C.D.S. et des populations qu'ils représentent ». Il écrit : « Hommes de dialogue et de tolérance, nous aurions pu accueillir vos vœux télévisés qui se présentaient comme un appel à l'union des Français ».

Cependant, M. Méhaignerie explique : « Votre gouvernement et les partis qui le composent, choisissent délibérément le langage de l'intolérance et du sectarisme afin de tenter de remobiliser un électorat déçu et découragé. » Il note : « Plusieurs agressions brutales ont été méditées contre les libertés fondamentales auxquelles nous tenons le plus : ainsi de la liberté de l'éducation. Des attaques personnelles sont concertées à des fins politiciennes au mépris de l'intérêt général et du crédit de la France ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes vos déclarations, vous avez pris le risque d'accroître les divisions des Français. Cela nous est insupportable. De plus [en tant que] présidents de départements, nous vivons une décentralisation qui étouffe, sous des charges toujours plus lourdes, notre liberté d'action. Ce double langage, cette atmosphère malsaine conduisent inévitablement à une profonde dégradation de la vie publique et compromettent le dialogue républicain. Nous considérons, aujourd'hui, que votre responsabilité est engagée (...) ».

Le président du C.D.S. ajoute à l'adresse de M. Mitterrand : « En dépit de toutes